

LE
RÉGIME DES INDICATIONS D'ORIGINE

ET LES

Améliorations à l'étude

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 6 Juin 1919, à 3 heures

PAR

J. JACQUES CHARTIER

<i>Président :</i>	M. HITIER, <i>professeur.</i>
<i>Suffragants</i> {	M. LYON-CAËN, <i>professeur.</i>
	M. PERCEROU, <i>professeur.</i>

PARIS

ÉCOLE PROFESSIONNELLE D'IMPRIMERIE

19, Rue Bonaparte, 19

1919

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

LE
RÉGIME DES INDICATIONS D'ORIGINE

ET LES

Améliorations à l'étude

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 6 Juin 1919, à 3 heures



PAR

J. JACQUES CHARTIER

Président : M. HITIER, *professeur.*
Suffragants { M. LYON-CAEN, *professeur.*
M. PERCEROU, *professeur.*

PARIS

ÉCOLE PROFESSIONNELLE D'IMPRIMERIE

19, Rue Bonaparte, 19

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Parmi tous les sujets qui sollicitent actuellement l'attention du législateur, la protection des indications d'origine vient au premier plan. Pour assurer le développement de la production nationale, si éprouvée par cette guerre, il ne suffit pas de mettre à sa disposition des moyens nouveaux et des capitaux importants, il faut encore assurer de vastes débouchés à ses produits. Les produits français ont une réputation universelle ; ils sont appréciés aussi bien sur le marché national que sur les marchés étrangers. Pour en assurer la vente, il suffira donc d'empêcher les produits étrangers de leur faire une concurrence déloyale à l'aide de fausses indications d'origine.

La protection accordée jusqu'ici aux indications d'origine est insuffisante tant au point de vue intérieur qu'au point de vue international. En France, quantité de fausses indications d'origine restent impunies ; à l'étranger, leur nombre est encore plus grand. Il importe de mettre fin à ce régime si nuisible à la loyauté du commerce et à l'intérêt des producteurs honnêtes. Rechercher les moyens que l'on peut employer pour y parvenir, tel est le but de l'étude que nous entreprenons ici.

Pour cela, nous ferons l'exposé de chacun des textes existants, et nous rechercherons spécialement les fraudes qu'ils laissent impunies. Munis de ces éléments, nous pourrions examiner en connaissance de cause la valeur des différentes réformes proposées jusqu'ici.

Les textes qui réglementent en France les indications d'origine sont assez nombreux. Nous les classerons sous trois titres. Le premier sera consacré aux lois de police intérieure qui permettent de punir l'auteur de la fausse indication d'origine ; dans le second,

nous examinerons les dispositions douanières par lesquelles le législateur a cru pouvoir interdire l'accès du marché français aux marchandises étrangères portant de fausses indications d'origine ; enfin, dans le titre III, nous examinerons un petit nombre de textes dans lesquels le législateur exige l'indication d'origine sur certains produits limitativement déterminés. A ce propos, nous nous demanderons s'il ne serait pas opportun d'étendre le principe de l'indication d'origine obligatoire à la généralité des marchandises. L'analyse des principales dispositions du projet de loi de M. Lémery nous permettra d'apprécier à leur juste valeur les avantages et les inconvénients de ce système.

Mais protéger les indications d'origine sur le territoire français n'est pas suffisant ; il faut encore en assurer le respect à l'étranger. Les conventions internationales ont été rédigées dans ce but. Elles sont actuellement au nombre de deux : la Convention de Paris et l'Arrangement de Madrid. Ce dernier texte est excellent ; son seul défaut est de n'avoir été adopté que par un petit nombre d'Etats. S'il était généralement accepté et appliqué, le régime international des indications d'origine serait très satisfaisant ; c'est pourquoi nous ne proposons aucune modification au texte des Conventions internationales dans notre dernière partie consacrée aux réformes à faire.

Nous nous bornerons donc à la recherche des améliorations à apporter au régime des indications d'origine en France. Le problème sera simple : il consistera à trouver un texte permettant de réprimer toutes les fraudes que les lois existantes laissent impunies. Dans cet esprit, nous examinerons les projets de réforme actuellement à l'étude, et nous proposerons à l'examen du législateur un texte qui, à notre avis, permettra de réprimer toutes les fausses indications d'origine sur le territoire français.

Nous employons ici à dessein l'expression « *indication d'origine* » et non pas l'expression « *indication de provenance* » qui figure habituellement dans les textes. Ces deux termes sont loin d'être synonymes. L'indication de provenance, seule protégée par les textes existants, est uniquement l'indication du pays d'où la marchandise a été expédiée ; l'indication d'origine, au contraire, est l'indication du lieu où la marchandise a été produite. Ainsi, pour un objet fabriqué à Berlin et venu en France par la Suisse, l'indication d'origine sera :

« Fabriqué à Berlin », mais l'indication de provenance devra être libellée : « Importé de Suisse ». Or, ce qui préoccupe à juste droit l'acheteur, c'est le pays où la marchandise a été produite effectivement. Il importe donc de remplacer l'idée de provenance par l'idée d'origine dans tous les textes existants et dans tous ceux que l'on pourra proposer.

Enfin, nous terminerons notre étude par l'exposition des nombreux avantages que les marques collectives de producteurs appoteront au régime actuel des indications d'origine.

Nous exprimons ici notre profonde gratitude à M. Albert Vaunois, avocat à la Cour d'Appel, qui nous a fait profiter de sa grande expérience en matière de Propriété industrielle et nous a guidé de ses précieux conseils.

Nous adressons aussi tous nos remerciements à M. E. Boulay, chef du Bureau du Contentieux à la Direction générale des Douanes, pour les renseignements intéressants qu'il nous a donnés.

PREMIÈRE PARTIE

La Législation française

TITRE PREMIER

Lois de police intérieure

Les lois de police intérieure permettent de réprimer les délits de fausse indication d'origine commis sur le territoire français. La première loi de ce genre fut promulguée sous le Consulat, le 25 germinal an XI. Sous l'Ancien régime, la réglementation compliquée des corporations protégeait assez efficacement les indications d'origine. Après la disparition des corporations, le législateur se trouva en présence de tels abus, que dans la loi du 25 germinal an XI, il déclara passibles de réclusion ceux qui insèreraient dans une marque le nom d'une ville autre que celle où l'objet avait été fabriqué. Malheureusement, par sa sévérité même, la loi de l'an XI manqua son but. Les tribunaux n'osèrent appliquer une peine qu'ils jugeaient disproportionnée avec la gravité de l'infraction et, jusqu'à la promulgation de la loi de 1824, la fraude resta impunie. Actuellement, les lois qui assurent la protection des indications d'origine à l'intérieur sont au nombre de trois :

- I. La loi du 28 juillet 1824.
- II. La loi du 1^{er} août 1905.
- III. La loi du 1^{er} juillet 1906

CHAPITRE PREMIER

Loi du 28 Juillet 1824

I. — Texte de la loi.

La loi fondamentale qui régit le régime des indications d'origine sur le territoire français est la loi du 28 juillet - 4 août 1824. L'article 1 de cette loi s'exprime ainsi :

ART. 1. — *Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'art. 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu*(1).

Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

Cette loi, qui paraît très générale, ne porte cependant que sur les produits fabriqués, comme l'indique son titre : « Loi relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués. » Il nous faut donc examiner ce que ses auteurs ont voulu comprendre sous le nom de « produits fabriqués », puis nous verrons comment la jurisprudence, à son tour, a interprété ces mêmes mots.

(1) En vertu de l'art. 4 de la loi du 1^{er} août 1905, les peines prévues par ladite loi remplacent celles de l'art. 423 du Code pénal.

a) SENS DES MOTS « PRODUITS FABRIQUÉS ».

Si nous nous plaçons au point de vue du législateur de 1824, nous constatons que les mots « produits fabriqués » doivent être pris dans le sens le plus strict. La loi de 1824 devait rendre plus facile aux tribunaux l'application des principes posés dans la loi du 22 germinal an XI. Cette dernière loi est intitulée : « Loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers. » Les mots « produits fabriqués » contenus dans le titre de la loi de 1824 s'expliquent aisément par cet antécédent. L'intention du législateur était évidemment de n'y faire rentrer que les produits des manufactures, fabriques et ateliers.

La jurisprudence, par contre, se refusa toujours à entendre les mots « produits fabriqués » dans un sens aussi étroit. Frappée de l'utilité de la loi de 1824 pour réprimer les fraudes, elle a fait tous ses efforts pour étendre l'application de ce texte : elle a donc interprété les mots « produits fabriqués » dans un sens de plus en plus large. C'est ainsi que nous voyons la loi de 1824 appliquée aux vins comme le Champagne (Cass. 12 juillet 1845 — S. 45. 1. 243), aux eaux-de-vie comme le Cognac (Douai, 18 mars 1900, Martell, *Ann.* 00.177) et même aux cafés (Paris, 23 juillet 1887, *Ann.* 88.99.)

Dans tous ces exemples, nous pouvons, avec quelque effort d'imagination, retrouver la « fabrication » qui permet de qualifier ces produits d'« objets fabriqués » et de les faire rentrer dans le domaine d'application de la loi de 1824. Mais la jurisprudence ne s'en est pas tenue là ; depuis l'arrêt de la Cour de Cassation du 3 mai 1913 (D. P. 1916. 1. 77), elle semble décidée à appliquer la loi de 1824 même aux produits naturels d'où, comme leur nom l'indique, toute idée de fabrication est bannie. Avant d'exprimer notre opinion sur les motifs mis en avant par la Cour de Cassation, nous allons examiner l'arrêt du 3 mai 1913, qui vraisemblablement fera jurisprudence.

La Société des Eaux minérales de Vittel, poursuivant un pharmacien qui avait mis en vente un produit qualifié de « sels effervescents de Vittel », s'était vu débouter, tant par le tribunal correctionnel

qu'en appel. La Cour de Cassation casse l'arrêt de la Cour de Paris du 14 décembre 1912 : « Attendu que l'arrêt attaqué déclare la « Société demanderesse non recevable à invoquer la loi du 28 juillet 1824, motif pris de ce que les eaux minérales de Vittel sont des « eaux naturelles et de ce que cette loi ne protégerait que des objets « ou produits fabriqués ; mais attendu que la loi du 1^{er} juillet 1906 « autorise les Français à revendiquer en France l'application des « dispositions de la Convention internationale pour la protection « de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883, ainsi « que des arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture « qui ont modifié ladite Convention ; que, d'autre part, le protocole « de clôture de ladite Convention porte que les mots « propriété « industrielle » doivent être entendus dans leur acception la plus « large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de « l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc...) ; attendu qu'en vertu de ces dispositions légales, la « protection du nom du produit établie par la loi du 28 juillet 1824 « se trouve étendue aux eaux minérales naturelles et que, par « conséquent, en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a « méconnu lesdites dispositions..... »

Si au point de vue pratique le résultat obtenu est excellent, au point de vue juridique la thèse de la Cour de Cassation nous semble singulièrement hardie. La loi du 1^{er} juillet 1906 rend applicables aux Français en France les dispositions de la Convention de Paris ainsi que les arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui ont modifié ladite Convention. C'est donc dans ces textes que nous devons trouver la justification de l'arrêt de la Cour. Les attendus reproduisent l'art. 1 du protocole de clôture de la Convention de Paris du 20 mars 1883 :

ART. 1. — *Les mots « propriété industrielle » doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.), et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc.)*

En conséquence, continue l'arrêt, la protection du nom du produit, établie par la loi du 28 juillet 1824, se trouve étendue aux eaux minérales naturelles.

Malheureusement la définition sur laquelle s'appuie l'arrêt de la Cour de Cassation est très obscure. Ses auteurs mêmes l'ont trouvée insuffisante; ils l'ont ainsi modifiée à la conférence de Washington, le 2 juin 1911 :

ad ART. 1. — Les mots « propriété industrielle » doivent être pris dans leur acception la plus large, ils s'étendent à toute production du domaine des industries agricoles (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.), et extractives (minéraux, eaux minérales, etc.).

On ne saurait reprocher à l'arrêt du 3 mai 1913 le fait de s'en être tenu à la définition donnée en 1883. La Convention signée à Washington le 2 juin 1911 n'a été ratifiée en France que par la loi du 28 mars 1913. D'après le principe de la non rétroactivité des lois, on ne pouvait invoquer les dispositions de cette Convention pour juger un délit commis en 1912. Par contre, on ne s'étonnera pas de constater que les conclusions tirées par la Cour de Cassation d'une définition jugée insuffisante soient éminemment critiquables.

Nous croyons bien que les auteurs de l'arrêt du 3 mai 1913 se sont laissé guider par les considérations suivantes : voyant dans la Convention de Paris le développement donné aux mots « propriété industrielle » qui s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture et aux produits minéraux, ils en ont conclu que les mots « produits fabriqués » de la loi de 1824 pouvaient de la même façon s'appliquer non seulement aux produits des fabriques proprement dites, mais également aux produits de l'agriculture et aux produits minéraux.

Une telle assimilation nous paraît injustifiée : elle repose sur la confusion des mots « fabrique » et « industrie » et de leurs dérivés respectifs. Si le langage courant les emploie souvent les uns pour les autres, le juriste doit soigneusement les différencier. Le mot « industrie » est très vaste. Nous en avons un exemple quand nous parlons des industries agricoles ou extractives. Le mot « fabrique »

a au contraire un sens très étroit et ne peut s'accommoder des épithètes « agricole » ou « extractive ». En d'autres termes, la fabrication n'est qu'une partie de l'industrie.

En conséquence, s'il est parfaitement logique, ainsi que l'a fait le protocole de clôture, d'étendre un texte protégeant la « propriété industrielle » aux industries agricoles ou extractives, on ne doit pas en conclure qu'on pourra donner la même extension aux mots « produits fabriqués » et y faire rentrer par exemple les produits naturels. C'est cependant ce qu'ont fait les auteurs de l'arrêt du 3 mai 1913. Si leur opinion peut se défendre à l'extrême rigueur en invoquant le texte imprécis du protocole de clôture de la Convention de Paris de 1883, elle n'est plus admissible aujourd'hui en présence du texte très clair voté à Washington en 1911.

La question de l'application de la loi de 1824 aux produits naturels, en l'espèce aux eaux minérales, s'est de nouveau posée devant la Chambre civile de la Cour de Cassation le 9 décembre 1918 (*Gazette du Palais*, 22 janv. 1919). Dans son arrêt, la Chambre civile fait sienne la jurisprudence établie par la Chambre criminelle dans l'arrêt du 3 mai 1913. Cette décision ne saurait nous surprendre. De nouveau, il s'agissait d'un délit commis avant la promulgation de la loi du 26 mars 1913 qui ratifie en France la Convention signée à Washington le 2 juin 1911. L'arrêt du 9 décembre 1918 ne peut donc se baser que sur le texte notoirement insuffisant rédigé à Paris en 1883. Pour cette raison, il nous semble aussi critiquable que l'arrêt du 3 mai 1913 précédemment analysé.

Quoi qu'il en soit, nous reconnaissons que la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation apporte une grande amélioration au régime des indications d'origine. Mais peut-être pourrait-on réprimer l'apposition des fausses indications de provenance sur les produits naturels en invoquant d'autres textes moins sujets à discussion. Parmi les Conventions internationales que la loi du 1^{er} juillet 1906 rend applicables aux Français en France figure l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891. L'art. 1 de cet Arrangement dispose que tout produit portant une fausse indication de provenance sera saisi. Ici, point de distinction entre les produits fabriqués et ceux qui ne le sont pas. Ce texte est donc applicable aux produits naturels. En conséquence, les tribunaux pourront

l'invoquer chaque fois qu'ils se trouveront en présence de fausses indications de provenance apposées sur des produits naturels.

La sanction applicable sera la saisie de la marchandise, seule prévue dans le texte. Il est évidemment regrettable de ne pas frapper l'auteur de la fraude d'une peine personnelle; mais pour l'atteindre, il faudrait un texte pénal. Malheureusement, celui qui complètera ou réformera entièrement la loi de 1824 n'est pas encore voté au Parlement. En attendant, pour réprimer les fausses indications d'origine sur les produits naturels, les tribunaux ne pourront prononcer que la saisie, seule prévue dans le texte dont nous demandons l'application.

b) SENS DES MOTS « LIEU DE FABRICATION ».

La loi de 1824 laisse au tribunal le soin de décider dans chaque cas ce qu'il faut entendre par « lieu de fabrication ». C'est là une très sage disposition. Fixer par un règlement les limites d'un endroit dont les produits sont renommés aboutit à des difficultés inextricables. Si, par exemple, une fabrique a des dépendances en dehors du périmètre établi par le règlement, que décider des produits qui en sortiront? Il importe donc de laisser au tribunal juge du fait la plus grande liberté d'appréciation. Placé dans la région à délimiter, au courant des procédés de fabrication qu'on y emploie, il est le meilleur juge des limitations à faire aux lieux de production. Son jugement pourra tenir compte de toutes les difficultés qui auront apparues dans la pratique : ainsi il réglera dans les moindres détails le droit à l'appellation d'origine. On peut objecter qu'il y aura toujours là une part laissée à l'arbitraire; mais mieux vaut l'arbitraire d'un jugement que l'on peut toujours attaquer en appel et en cassation que celui d'un règlement immuable.

Le nom de lieu ainsi protégé par la jurisprudence englobe toutes les indications d'origine, depuis le nom d'un domaine privé (Paris, 30 déc. 1854, Chrestien, *Ann.* 56.332) jusqu'à celui d'une province (Champagne) ou d'un Etat (Draps de France. Cass. 27 février 1880. *Ann.* 1880. 179). Par contre, que faut-il penser d'une indication d'origine purement fantaisiste : « liqueur du Mont-Carmel », par exemple? Cette indication d'origine, qui ne peut tromper personne, n'est pas répréhensible. Toutefois, le fabricant n'a un droit exclusif

sur le nom du lieu pris comme origine fantaisiste qu'à la condition qu'aucun fabricant de produits similaires n'existe dans ce lieu. (Saint-Raphaël quinquina. Trib. comm. Lyon, 13 nov. 1902).

Une question beaucoup plus difficile à résoudre est celle des *noms génériques*. Bien qu'elle soit surtout intéressante au point de vue international auquel nous nous placerons plus tard, nous en donnerons dès maintenant un aperçu. Il s'agit en effet de noms de lieu qui doivent être tenus pour tombés dans le domaine public. Primitivement noms d'origine, ils sont devenus noms génériques, c'est-à-dire une appellation qui ne correspond plus à une indication d'origine, mais désigne un genre de produit déterminé, de quelque lieu que le produit soit tiré. On peut citer comme exemples : l'eau de Cologne, le pain viennois, le velours d'Utrecht, la rouennerie, le savon de Marseille, etc.

Quand un nom de localité est-il générique ? A cette question très discutée en théorie, nous proposons la réponse suivante : « Un nom de lieu est générique à la seule condition qu'il soit la dénomination habituelle et générale du produit dans le commerce. » C'est au tribunal juge du fait à décider dans chaque cas si cette condition est bien remplie. Bien entendu, les produits vinicoles, quelles que soient les manipulations auxquelles ils ont été soumis, ne peuvent voir leur indication d'origine transformée en nom générique. Ils tirent leurs principales qualités de la nature même du sol et du climat de la région qui les a produits. En conséquence, leur appellation d'origine est protégée par la loi de 1824. Les principales décisions sur la matière se rapportent aux dénominations de Champagne (Angers, 19 juillet 1887, *Ann.* 87.337) et de Madère (Rouen, 26 juin 1900 et Req. 22 juillet 1901, Blandy, *Ann.* 00.212 et 01.252)

II. — Répression organisée par la loi de 1824.

L'acte constitutif du délit est défini dans l'art. 1 : *Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom... d'un lieu autre que celui de la fabrication...* » Bien qu'on ait pu l'entendre autrement, ce texte comprend sans aucun doute l'apposition

pure et simple d'un nom de lieu autre que celui de la fabrication. Parfois, l'apposition d'un faux nom de lieu constituera un délit, même si elle n'a pas été faite sur le produit lui-même. En décider autrement c'est rendre impossible la répression des fausses indications d'origine concernant les produits qui ne peuvent être marqués par eux-mêmes, comme les liquides, les produits en grains, en poudre, etc. De même, on ne saurait alléguer que le nom usurpé n'est pas apparent et qu'ainsi l'acheteur n'a pu être induit en erreur au moment de l'achat. Il en serait ainsi dans le cas d'une bouteille de vin mousseux dont le bouchon porterait le mot « Champagne » à sa partie inférieure.

La tentative d'apposition de fausse indication d'origine n'est pas prévue par la loi de 1824. Elle n'est donc pas répréhensible. Les tentatives de délits ne sont considérés comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi. (Code pénal, art. 3.)

Si la tentative n'est pas répréhensible faute de texte, il n'en est pas de même de la complicité formellement prévue dans le § 2 de l'art. 1 :

Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

L'auteur d'une fausse indication d'origine peut-il invoquer sa bonne foi ? A cette question la loi répond par une distinction

Le mot « sciemment » écrit dans la disposition relative au complice ne figure pas dans celle qui vise l'auteur principal. Le droit d'invoquer sa bonne foi doit donc être refusé à ce dernier. (Laval, 6 mai 1908. Cointreau, *Ann.* o8. 2. 76.) Par contre, il faut admettre que le débitant qui tient de deuxième ou troisième main la marchandise faussement marquée, peut invoquer sa bonne foi. En fait, il lui est souvent très difficile, sinon impossible de connaître l'origine exacte du produit qu'il achète au commerçant en gros. Ce dernier a d'ailleurs tout intérêt à la lui cacher pour éviter que le détaillant ne se passe de son concours en s'adressant directement au fabricant. En consé-

quence, c'est au tribunal juge du fait qu'il appartiendra de décider si, pour un complice, la bonne foi peut être prise en considération.

La loi de 1824 ne précise pas le mode de constatation du délit. Il faut donc se reporter au droit commun. Par exemple, on établira l'infraction par l'achat du produit faussement marqué. M. Paul Vallé, dans la conclusion de sa thèse sur « La fausse indication de provenance des produits vinicoles », reproche à la loi de 1824 de ne pas autoriser la saisie. En effet, dit-il, entre le jour où le délit a été constaté et celui où le jugement de condamnation sera devenu définitif, il s'écoulera assez de temps pour permettre au délinquant de faire disparaître ou d'écouler dans la consommation toutes les marchandises faussement marquées. — A notre avis, un texte spécial ajouté à la loi de 1824 n'est nullement nécessaire. L'art. 54 du décret du 30 mars 1808 donnant au président du tribunal la faculté d'autoriser toutes les mesures d'urgence, lui permettrait de rendre une ordonnance tendant à autoriser la saisie, au moins une saisie descriptive (1).

Les peines prévues dans le texte de la loi de 1824 sont celles de l'art. 423 du Code pénal : « emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au dessous de 50 francs. Les objets du délit ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués. Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extraits dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné. »

L'art. 423 du Code pénal a été formellement abrogé par la loi du 1^{er} août 1905 (2).

L'art. 15 de cette dernière loi remplace ces peines par les suivantes : emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et une amende de cent francs au moins, de cinq mille francs au plus, ou l'une de ces deux peines seulement.

(1) Cf. A. Vaunois. Les dessins et modèles de fabrique, n° 272.

(2) C'est ce que semble ignorer l'exposé des motifs du projet de loi de M. Lémery. (Doc. parlem. Chambre, 10 fév. 1916. Annexe n° 1758, J. O., p. 129), dont il sera question plus loin. On y lit en effet qu'« en principe tout produit portant une fausse indication d'origine est passible des pénalités de l'art. 423 du Code pénal. »

En comparant ces deux textes, nous voyons que les peines prévues par la loi de 1905 sont plus légères que celles de l'art. 423 du Code pénal. Nous n'y retrouvons plus la confiscation de la marchandise, ni l'affichage du jugement. En outre, pour le délinquant, l'art. 423 prévoyait l'emprisonnement et l'amende. La loi de 1905, plus douce, permet de n'appliquer que l'une de ces deux peines.

III. — Extension de la loi de 1824 aux étrangers.

Rédigée originairement pour les fabriques françaises, la loi de 1824 s'est trouvée étendue par l'art. 9 de la loi du 26 novembre 1873 en faveur des pays dont la législation ou les traités assurent aux Français les mêmes garanties. Cette loi de 1873, relative à l'établissement d'un timbre ou signe spécial destiné à être apposé sur les marques commerciales et de fabrique, est tombée en désuétude; seul l'art. 9 a encore une valeur réelle.

ART. 9. — *Les dispositions des autres lois en vigueur touchant le nom commercial, les marques, dessins ou modèles de fabrique seront appliquées au profit des étrangers si, dans leur pays, la législation ou des traités internationaux assurent aux Français les mêmes garanties.*

En conséquence, un fabricant étranger qui se trouverait dans les conditions prescrites par le texte pourrait invoquer la loi de 1824 pour réprimer le délit de fausse indication d'origine commis à son détriment sur le territoire français.

IV. — Critique de la loi de 1824. — Fraudes qu'elle permet.

Le principal reproche que l'on peut adresser à la loi de 1824 est de laisser impunie l'apposition de fausses indications d'origine sur les produits naturels. Nous avons vu précédemment comment la Cour de Cassation, dans son arrêt du 3 juin 1913, avait essayé de combler cette lacune; mais, à notre avis, cet arrêt repose

sur une extension discutable des textes. En outre, même pour les produits fabriqués, la loi n'est pas applicable à tous les cas où la fausse indication d'origine n'est pas apposée sur le produit lui-même. Le texte est formel : « *Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître... sur des objets fabriqués* ». Par conséquent, la fausse indication d'origine restera impunie si elle figure uniquement sur les prospectus, pancartes, annonces et autres papiers qui accompagnent la vente. En général, l'acheteur sera trompé, car il ne vérifiera pas si telle mention portée sur la pancarte placée devant ses yeux concorde bien avec celle plus ou moins lisiblement inscrite sur un produit qu'on lui apportera souvent tout emballé. Il est même des cas où l'acheteur ne pourra reconnaître la fraude permise par la loi de 1824. Sur un produit étranger introduit en France, la loi de 1824 permet de faire disparaître l'indication d'origine étrangère et de la remplacer par une marque française.

D'un autre côté, la jurisprudence a toujours autorisé le commerçant à marquer son nom et son adresse sur les produits qu'il livre à sa clientèle, pourvu toutefois qu'il ne soit pas établi dans une localité où l'on fabrique des objets semblables, car notre législation n'impose aucune distinction apparente entre la marque de fabrique et la marque de commerce.

Enfin la loi de 1824 n'interdit pas de marquer du nom d'un pays étranger un produit venant d'un autre pays étranger. Ainsi un couteau fabriqué à Solingen pourra être marqué « Sheffield » ; un produit chimique fabriqué à Karlsruhe sera présenté au public comme venant d'Amérique, etc.

V. — Réformes proposées à la loi de 1824.

Pour réprimer toutes ces fraudes, un nouveau texte est nécessaire. On pourrait se contenter d'ajouter un ou deux articles à la loi de 1824 ; mais, depuis qu'on a voulu trouver dans une modification de cette loi un remède à l'insuffisance de la loi du 1^{er} août 1905, une telle réforme a peu de chances d'aboutir. Pour avoir notre approbation, tout nouveau projet devra contenir une disposition étendant aux produits naturels la protection accordée par le texte de 1824

aux produits fabriqués. On pourrait soutenir que depuis l'arrêt du 3 mai 1913, cette extension est un fait accompli; mais nous nous refusons à établir une réforme sur une décision aussi critiquable. En outre, le nouveau texte devra punir comme délictueuses toutes les fausses indications d'origine sans distinguer entre celles qui sont apposées sur le produit lui-même, et celles qui figurent sur les annonces, réclames et autres papiers qui accompagnent la vente. Ces deux réformes se trouvent réalisées parmi beaucoup d'autres dans le projet que nous défendons dans le chapitre intitulé « La réforme à faire ».

On trouve encore des plans de refonte complète de la loi de 1824 dans les projets Pams (30 juin 1911), David (7 juillet 1911) et Dariac (8 juillet 1912). Enfin, un dernier projet a été adopté par le Sénat le 27 février 1919 sur le rapport de M. Jénouvrier (Doc. parlem. Sénat, 3 juillet 1914, Annexe n° 353). Ces projets de loi ayant uniquement pour but de corriger les conséquences fâcheuses du régime des délimitations administratives établi par la loi du 1^{er} août 1905, il nous semble tout indiqué d'en renvoyer l'étude à la suite de cette loi.

CHAPITRE II

Loi du 1^{er} Août 1905.

I. — Analyse de la loi.

a) TEXTE.

La loi du 1^{er} août 1905 réprime les fraudes dans la vente des marchandises, et les falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles. Les fausses indications d'origine sont spécialement visées dans l'art. 1.

ART. 1. — *Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant : (1)*

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition ou la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou sur leur origine, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrées ou sur leur identité, par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

(1) Ce texte a été inséré au *Journal Officiel* du 5 août 1905. Il a été inexactement reproduit dans le *Recueil de législation concernant la propriété industrielle et commerciale* publié en 1911 par l'Office national de la propriété industrielle (tome 1, p. 67). Le mot « trompé » que nous avons imprimé en caractère gras a été passé. Il est fâcheux de trouver une pareille erreur dans un recueil officiel. Tous les auteurs, à l'exception de M. Boulay (*Le commerce des conserves étrangères et les restrictions légales*, p. 109), ont reproduit la loi de 1905 d'après ce recueil et, en conséquence, ont donné de cette loi un texte inexact.

Sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

En ce qui concerne la répression des fausses indications d'origine, ce texte ne présente pas les mêmes lacunes que celui de la loi de 1824. Nous n'y retrouvons plus la fâcheuse distinction entre les produits fabriqués et ceux qui ne le sont pas. La loi de 1905 punit la tromperie sur l'origine de toutes les marchandises, quelle que soit la forme employée pour la réaliser. Les fausses mentions d'origine qui figurent sur les prospectus, factures, etc... pourront donc être réprimées au même titre que celles qui sont apposées sur le produit lui-même.

b) CONTRATS AUXQUELS S'APPLIQUE LA LOI DE 1905.

L'art. 1 de la loi de 1905 commence par ces mots : « *Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant...* »

Le terme de « contractant » a été employé ici au lieu de celui d'« acheteur » pour rendre la loi applicable à toutes les conventions ayant pour objet la livraison des marchandises. Néanmoins il ne faudrait pas en conclure que la tromperie soit punissable seulement dans le cas où un contrat est réellement intervenu entre l'auteur de la fraude et un tiers. La jurisprudence a décidé que la tentative de tromperie pouvait résulter de la simple exposition de marchandises en dehors de tout rapprochement entre le vendeur et l'acheteur.

c) LA TROMPERIE DOIT ÊTRE LA CAUSE PRINCIPALE DE LA VENTE.

La loi de 1905 dont ses auteurs avaient cherché à étendre le plus possible la portée, contient dans le second paragraphe de l'art. 1 une très importante restriction. Il y est en effet spécifié que la tromperie à l'égard de l'acheteur ne pourra être invoquée que si elle est la cause principale de la vente. C'est là une preuve presque impossible à faire, et cette seule condition enlève toute efficacité à la loi de 1905. En notre matière, il sera bien rare que la fausse indication d'origine soit la cause principale de la vente ; le consommateur qui achète un

article courant dont il a besoin, s'enquiert d'abord de la qualité ou du prix de l'objet, et ensuite, à titre accessoire seulement, de son origine.

d) TENTATIVE.

L'art. 423 du Code pénal ne réprimait que la tromperie consommée; la loi de 1905 atteint non seulement la tromperie, mais aussi la tentative de tromperie. Cette tentative peut prendre des formes très variées. C'est au tribunal juge du fait qu'il appartiendra de décider si tel fait constitue une tentative punissable aux termes de la loi de 1905. Pour cela, il aura à établir l'intention frauduleuse, la mauvaise foi du contractant. Ainsi l'intention frauduleuse n'existerait pas si le vendeur avait averti l'acheteur que la marchandise qu'il lui livre diffère par son origine de celle qui avait fait l'objet du contrat.

e) PERSONNES QUI PEUVENT AGIR EN VERTU DE LA LOI DE 1905.

La loi de 1905 a été faite pour défendre le consommateur contre les fraudes sur l'origine des marchandises, c'est donc à lui seul qu'est réservé le droit de poursuivre le fraudeur. Le délit de tromperie n'existe qu'à son égard et non à l'égard du concurrent. Partant de ce principe, on comprend pourquoi la loi de 1905 est jusqu'à présent restée lettre morte. On ne voit guère le consommateur courir les risques d'un procès dont il ne retirera que des avantages bien minimes. Il en serait tout autrement si les producteurs concurrents pouvaient intervenir à l'instance soit par eux-mêmes, soit par l'organe de leur syndicat. Les tribunaux leur ont longtemps refusé ce droit. Il n'en est plus ainsi, semble-t-il, depuis l'arrêt de la Cour de Cassation du 3 mai 1913 (D. P. 1916. 1. 77). Cet arrêt reconnaît formellement au concurrent lésé le droit de se porter partie civile dans l'instance. Voici les considérations sur lesquelles il s'appuie :

D'après les termes tout à fait généraux des art. 1 et 63 C. inst. crim. toute personne lésée par un crime, un délit ou une contravention peut intervenir dans la poursuite et réclamer la réparation du dommage causé. Pour restreindre les droits résultant de ces articles, il faudrait une disposition expresse qui n'existe pas dans la loi de

1905. En conséquence, toute personne lésée par une des fraudes punies par cette loi aura le droit d'intervenir à l'instance.

En cas de fausse indication d'origine, les personnes lésées sont toutes celles qui ont droit à l'indication d'origine usurpée; la lésion provient du fait que le fraudeur détourne à son profit une clientèle qui aurait dû leur revenir. Tous les producteurs de la région dont le nom a été usurpé pourront donc se prévaloir des art. 1 et 63 C. inst. crim. pour poursuivre le concurrent qui aura commis un des délits prévus par la loi du 1^{er} août 1905.

II. — Application de la loi de 1905.

La loi de 1905 ne pouvait être appliquée telle qu'elle avait été votée. En effet, son art. 11 décidait qu'il serait statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers. Le Conseil d'Etat, avec juste raison, refusa d'effectuer des délimitations administratives avec un texte aussi vague. Une nouvelle loi fut donc promulguée le 5 août 1908. Elle décidait dans son article 1^{er} que les règlements dont parlait la loi de 1905 auraient pour but la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour base les usages locaux constants.

En vertu de ce texte, le Conseil d'Etat a élaboré un certain nombre de règlements d'administration publique. C'est ainsi que furent délimitées les régions dont les produits avaient seuls le droit de porter un nom illustre comme Champagne, Bordeaux, Cognac, Armagnac, etc... Les plus violentes protestations s'élevèrent alors de tous les côtés. Quantité de producteurs trouvaient que leurs droits immémoriaux avaient été lésés, tantôt parce que la délimitation avait été faite trop largement (Soissons, par exemple, était compris dans la Champagne), tantôt parce qu'on avait omis des pays qui de tout temps avaient fait partie de la région à délimiter. (Troyes, capitale de la Champagne, par exemple).

III. — Critique de la loi de 1905

L'application de la loi de 1905 reposant tout entière sur le principe des délimitations administratives, c'est ce principe que nous allons examiner. Voici l'argument des défenseurs de ce système qui, d'après eux, permet seul d'appliquer facilement les sanctions de la loi de 1905 contre les fraudeurs. Pour défendre un produit contre toute imitation frauduleuse, disent-ils, il faut le définir, et définir ce produit, c'est délimiter la région dans laquelle il est récolté ou fabriqué. Ce raisonnement contient évidemment une grande part de vérité. Les produits naturels tels que le vin tirent toutes leurs qualités du sol qui les a produits et du climat sous lequel ils ont mûri.

Mais la question doit être posée autrement. La loi de 1905 ayant été rédigée dans l'intérêt du consommateur, c'est à ce point de vue que nous devons nous placer. Pourquoi le consommateur demande-t-il un vin portant le nom d'une région connue ? C'est évidemment parce que cette dénomination correspond à des qualités spéciales. S'il est avéré que ces qualités spéciales ne peuvent se rencontrer que dans un produit de la région célèbre, il ne faut pas en conclure que tous les produits analogues, simplement parce qu'ils ont été récoltés dans la même région, jouiront des mêmes qualités. Ainsi l'acheteur qui veut acquérir du bon vin et qui, pour cela, réclame un produit marqué d'un nom connu, se considérera comme trompé si on lui vend sous ce nom de la piquette, même si on lui prouve que cette piquette a été récoltée au cœur même de la région dont il a réclamé un produit.

Nous voyons ici clairement l'inconvénient des délimitations administratives. Elles supposent que dans la région délimitée, tous les produits sont d'égale valeur ou, tout au moins, que le plus mauvais des produits récoltés dans la région est encore supérieur à tous les produits des régions avoisinantes. C'est là une hypothèse qui ne se vérifie pas dans la réalité. Deux vignobles voisins situés l'un dans le périmètre délimité, l'autre en dehors, ne donneront pas forcément des vins différents. Il pourra même arriver que le vignoble déclaré indigne du nom d'origine par le Conseil d'Etat produira un

vin meilleur, soit par suite d'une exposition plus avantageuse, soit grâce à des plants plus fins.

Les seules délimitations géographiques, si elles donnent satisfaction à un certain nombre de producteurs, ne satisfont donc nullement le consommateur. Pour arriver à un résultat satisfaisant, les partisans de la délimitation des régions viticoles sont obligés d'aller plus loin. Ils proclament la nécessité du contrôle des cépages : l'administration serait chargée du soin de décider quelle espèce de vigne devrait être plantée dans chaque vignoble. Cette réglementation existait au Moyen Age, quand le seigneur du lieu était considéré comme le seul propriétaire de tous les vignobles. Aujourd'hui, elle nous semblerait une grave atteinte au droit de propriété. Nous ne saurions donc approuver une telle réforme qui nous ramènerait à plusieurs siècles en arrière. D'ailleurs, même si tous les vignobles d'une même région avaient le même plant, les vins obtenus seraient encore différents suivant l'exposition du terrain où le raisin aurait mûri.

De cette rapide étude il résulte que le principe des délimitations ne répond pas au but poursuivi par la loi de 1905. Et comme cette loi repose entièrement sur les délimitations, c'est donc sa faillite que nous enregistrons ici. Cette faillite est même si complète qu'aucun auteur n'a tenté de réhabiliter cette loi. Toutes les réformes qu'on a proposées pour remédier à l'état de choses créé par la loi de 1905 se basent, non pas sur les principes posés par cette loi, mais sur ceux de la loi de 1824, précédemment étudiée.

IV. — Réformes proposées au régime des indications d'origine tel qu'il a été établi par la loi de 1905.

Le point capital commun à toutes les réformes proposées à l'état de choses créé par la loi du 1^{er} août 1905 est la suppression des délimitations administratives et leur remplacement par des délimitations judiciaires. On comprend toute la portée de cette distinction : le règlement est immuable ; il ne saurait s'adapter à toutes les circonstances de fait, aux usages locaux, dont il ne peut fixer les mille nuances. Le jugement, au contraire, est beaucoup plus souple ; il est

prononcé par un tribunal siégeant dans la région et, par conséquent, capable de se rendre compte par lui-même de la disposition des lieux et de choisir sur place des témoins impartiaux. En outre, celui qui se croit lésé par un jugement a toujours la possibilité de le faire réformer en appel, tandis que le règlement ne peut être modifié sur la demande d'un particulier.

C'est en se basant sur ces considérations qu'un certain nombre de projets de loi ont été déposés. Les principaux sont :

Le projet Pams (30 juin 1911);

Le projet David (7 juillet 1911);

Le projet Dariae (8 juillet 1912.)

Enfin, un quatrième projet a été proposé par M. Jénouvrier dans son rapport du 3 juillet 1914 (Doc. parlém. Sénat. Annexe n° 353). Ce dernier a été adopté par le Sénat le 27 février 1919. Il constitue une amélioration notable sur les précédents ; cependant, nous croyons qu'il est encore loin de donner entière satisfaction à tous les intéressés.

Tous les projets que nous venons d'énumérer ont pour but de mettre fin à une situation particulièrement difficile de la viticulture française. Leurs auteurs se sont trouvés en présence de très grandes difficultés, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils n'aient pu les résoudre toutes. Il leur faut en effet tenir compte des intérêts considérables et souvent opposés des parties en présence : les vigneron d'une part, les commerçants de l'autre, et enfin, le consommateur.

THÈSE DES VIGNERONS.

La thèse des vigneron est des plus simples. Ils réclament la loyauté absolue des indications d'origine. En conséquence, seuls pourront porter le nom du cru les vins qui auront été récoltés dans la région. C'est là une exigence très facile à comprendre. Quantité de commerçants établis dans la région de Bordeaux, par exemple, font venir de contrées plus ou moins éloignées de grandes quantités de vins qu'ils réexportent ensuite dûment munis de leur marque, comme de véritables vins de Bordeaux. Il est inutile d'insister sur les conséquences néfastes de cette fraude, d'ailleurs réprimée par la loi de 1824, depuis qu'une jurisprudence constante a décidé d'appliquer

aux vins les mesures de protection accordées aux objets fabriqués. Malheureusement, la preuve de cette fraude est très difficile à faire. En effet, on ne saurait refuser à un commerçant établi dans une ville comme Bordeaux le droit de faire venir du vin d'où bon lui semble. En conséquence, dans ses chais, le vin du cru et le vin étranger voisinent, et il sera à peu près impossible de faire la preuve que telle bouteille étiquetée Bordeaux a bien été tirée d'un tonneau provenant directement du producteur bordelais et non du tonneau voisin qui a été récolté dans une région toute différente.

Pour remédier à cette fraude, diverses réformes ont été proposées. Elles peuvent se ramener à trois principales :

1° Obligation d'entreposer et de manipuler les vins de cru dans des dépôts spéciaux ;

2° Utilisation d'acquets spéciaux pour les transports des vins de cru ;

3° Création d'un registre spécial chez les marchands de vins en gros.

Ces trois mesures se trouvent réunies dans le projet de loi adopté par le Sénat le 27 février 1919, sur le rapport de M. Jénouvrier. (Doc. parlem. 3 juillet 1914, Sénat. Annexe n° 358).

1° Obligation d'entreposer et de manipuler les vins de cru dans des dépôts spéciaux.

Cette mesure, M. Jénouvrier ne la propose pas pour tous les vins indistinctement. Ainsi qu'il le fait très justement remarquer dans son rapport, chaque vin a droit à une appellation d'origine ; il faudrait donc imposer au commerce l'obligation d'avoir autant de magasins séparés qu'il y a de vins ayant une appellation différente. Cette difficulté ne se présente pas pour le vin de Champagne, qui constitue une catégorie bien déterminée. Aussi le projet ne s'occupe-t-il que du vin de Champagne dans son article 20 ainsi rédigé :

ART. 20. — *Les récoltants et fabricants qui voudront donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « Champagne » devront emmagasiner et complètement manipuler leurs vendanges et leurs vins*

dans des locaux séparés, sans autre communication que la voie publique de tous les locaux contenant des vendanges ou des vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « Champagne ».

A première vue, cette disposition paraît excellente. Elle garantit au consommateur que le vin revêtu de l'indication d'origine « Champagne » provient uniquement, et sans aucun mélange, du jus des raisins récoltés sur un territoire strictement délimité.

Malheureusement, il est des années où le vin de Champagne tel qu'il sort du pressoir ne possède pas suffisamment toutes les qualités nécessaires à en faire un vin mousseux, on a l'habitude de lui faire subir des préparations ou des mélanges. Avec le texte proposé, tout traitement devient impossible. Quelle sera alors la situation du producteur ? S'il pratique la manipulation, il ne pourra plus vendre son Champagne authentique que sous le nom de vin mousseux ; s'il ne la pratique pas, il livrera à sa clientèle un vin blanc qui, s'il est bien du Champagne aux yeux de la loi, ne pourra jamais passer pour tel aux yeux du consommateur.

Enfin l'obligation d'avoir deux dépôts distincts, l'un pour les vins du cru, l'autre pour les vins étrangers, constituerait une très grosse charge pour les commerçants honnêtes ; quant aux autres, ils sauraient toujours trouver un moyen pour faire passer le vin d'une cave dans l'autre.

2° Utilisation d'acquets spéciaux pour le transport des vins de cru.

La seconde réforme que M. Jénouvrier préconise dans son projet de loi est l'emploi d'acquets spéciaux pour le transport des vins d'origine.

ART. 17. — *L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine qui aura été indiquée dans la déclaration de récolte.*

Ainsi ce serait la Régie, c'est à-dire l'Etat, qui garantirait l'authenticité du vin que l'on vendrait aux consommateurs.

Nous ne croyons guère à l'efficacité de ce système. Il sera toujours possible au commerçant déloyal de procéder à un chassé-

croisé et de faire voyager le vin étranger sous le nom de cru, tandis que le vin de cru, qu'il sera toujours facile de reconnaître par ses qualités, voyagera avec l'acquit du vin étranger.

3° *Création d'un registre spécial chez les marchands de vins en gros.*

Cette dernière réforme a déjà été proposée par M. Pams dans son projet de loi du 30 juin 1911. Elle a été reprise par M. Jénouvrier dans l'art. 16 de son projet :

ART. 16. — « Dans le délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueur et eaux-de-vie, ou plus généralement toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes. »

Une telle mesure serait parfaitement efficace pour un produit autre que le vin. En effet, un simple coup d'œil permettrait de constater qu'il est sorti une plus grande quantité de marchandises sous une rubrique qu'il n'en est entré sous la même rubrique. Malheureusement, pour le vin un tel contrôle est impossible. Les vins qui entrent dans les caves d'un commerçant en gros y subissent toute une série de manipulations licites qui en modifient la qualité ou même la quantité. Le décret du 3 septembre 1907 nous en donne un exemple en autorisant la congélation des vins en vue de leur concentration partielle. En présence de ces variations, le contrôle à l'aide d'un registre nous semble impossible à pratiquer. C'est donc par des mesures moins vexatoires pour les commerçants qu'on devra chercher la répression des fraudes sur l'origine des vins.

THÈSE DES COMMERÇANTS.

Les intérêts des commerçants ont droit à la même sollicitude de la part du législateur que les intérêts des vignerons. Sans nous attarder à défendre l'existence même du commerce qui met en rapport le

producteur et le consommateur, nous allons nous efforcer de montrer le caractère propre du commerce des vins.

A la différence des autres commerçants qui ne font subir aux produits qu'ils détiennent que des manipulations de faible importance, le commerçant en vins joue un rôle très important dans la préparation du produit qu'il livre à la consommation. Nous n'entreprendrons pas la description des multiples manipulations destinées à faire, suivant le terme technique, l'éducation des vins. Le décret du 3 septembre 1907 en a donné la liste ; qu'il nous suffise de constater que ces manipulations sont non seulement licites, mais nécessaires. Sans elles, des récoltes entières ne pourraient se conserver ou être livrées dans des conditions favorables à la clientèle. En effet, le principal souci du client réside dans la qualité du vin qu'il achète ; l'origine ne vient qu'en seconde ligne, et sa valeur pour le client consiste uniquement en ce qu'elle correspond à une qualité déterminée. Le client satisfait une première année par un vin portant un nom d'origine, voudra avoir chaque année sous le même nom un vin semblable. Or, un même vignoble ne produit jamais deux années de suite un vin identique à lui-même. C'est donc au commerçant qu'il appartiendra, par des manipulations appropriées, de rendre le vin d'une année semblable à celui d'une autre.

Refuser au commerçant le droit de procéder ainsi, serait lui refuser la possibilité de satisfaire les demandes de sa clientèle qui, nous pouvons le répéter, n'accorde sa faveur à l'indication d'origine que parce qu'elle correspond à une qualité.

Si nous reconnaissons au commerçant le droit d'améliorer la qualité du vin tel qu'il sort du pressoir, devons-nous l'autoriser à en augmenter la quantité ? Pour défendre ce droit, les commerçants font valoir que la quantité de vin produite par un vignoble varie essentiellement d'une année à l'autre. Refuser la commande d'un client sous prétexte que la récolte est déficitaire, c'est s'exposer au risque de ne pas voir cette commande se renouveler l'année suivante. Une année mauvaise pourrait ainsi faire passer la clientèle d'un vignoble au concurrent étranger, non seulement pour cette année-là, mais pour les années suivantes. Il en résulterait pour le vignoble envisagé l'impossibilité de vendre la totalité de ses vins dans les années normales ; les producteurs s'en verraient ainsi atteints dans leurs

intérêts aussi bien que les commerçants. Malgré ces raisons très valables, il semble bien que l'accord se soit fait entre les producteurs et les commerçants pour condamner une telle pratique.

LE SYSTÈME QUANTITATIF. — SA CRITIQUE.

Le principe adopté par la Commission de l'agriculture (Rapport Fernand David, Ch. des députés, 7 juillet 1911 ; rapport Dariac, Ch. des députés, 8 juillet 1911) et par le Sénat le 27 février 1919 sur le rapport de M. Jénouvrier est celui du contrôle quantitatif. On peut l'énoncer ainsi : « Quelles que soient les manipulations auxquelles se soit livré le commerçant sur les vins d'origine, il ne pourra en livrer à la consommation une quantité plus grande que celle qu'il a reçue dans ses magasins ». Ainsi, un commerçant qui a reçu dans ses caves 10,000 hl. de vin de Bordeaux, ne pourra vendre au dehors plus de 10,000 hl. de vin portant la mention « Bordeaux », quelles que soient les manipulations qu'il a fait subir au vin pendant qu'il était dans ses chais.

Dans ce système le coupage est autorisé. En général, tout le monde est d'accord pour approuver l'usage qui consiste à améliorer le vin du cru en y ajoutant un vin d'une région étrangère, pour que l'ensemble possède les éléments nécessaires à sa bonne tenue et à sa conservation.

Par contre, satisfaction est donnée aux vignerons, puisque les négociants ne peuvent pas vendre plus de vin du cru qu'il n'en a été récolté dans la région. Il semble donc que ce système qui donne satisfaction à la fois au commerce et à la viticulture soit le système idéal à appliquer. Malheureusement, il n'en est pas ainsi, et tous les auteurs qui l'ont proposé n'ont oublié qu'une chose : l'intérêt du consommateur.

Dans une disposition législative, il est nécessaire de respecter la logique : en particulier, des objets identiques doivent être vendus sous des noms identiques. Cela ne se réalisera pas dans le système proposé.

Pour le démontrer, nous allons prendre l'exemple suivant : Un négociant fait entrer dans ses caves 50 hl. d'un vin récolté dans la région de Bordeaux. Pour en assurer la conservation, il les coupe

avec 10 hl. d'un vin étranger. Il obtient alors 60 hl. d'un mélange homogène. Cependant les partisans du contrôle quantitatif lui interdisent de faire sortir de ses chais plus de 50 hl. de vin portant la mention « Bordeaux ». Cela revient à dire que des 60 hl. résultant de la manipulation, seuls les 50 premiers seront du Bordeaux authentique, tandis que les 10 derniers ne représentent qu'un mélange indigne du nom de Bordeaux. Un tel résultat est inadmissible. Le consommateur n'aime pas être dupe. S'il consent à payer plus cher la bouteille marquée Bordeaux, c'est parce qu'il pense que le vin qu'elle contient est de qualité supérieure. Mais s'il s'aperçoit qu'une bouteille non marquée contient un vin identique, il n'attachera plus aucune valeur à l'indication d'origine. Il ne faut pas que les partisans du système quantitatif forcent les commerçants français à agir comme ce patron de petit restaurant qui, n'ayant qu'une seule sorte de vin, le vend deux fois plus cher quand il est enfermé dans une bouteille cachetée. Le client trompé une première fois, ne l'est plus la seconde, et les bouteilles cachetées restent invendues dans la cave du restaurateur.

De même le système quantitatif aboutirait fatalement à ce que le consommateur n'achète plus jamais de vin d'origine puisque, pour un prix plus modique, il pourra se procurer exactement le même vin dans une bouteille différente. Il est donc évident que ce système va à l'encontre des intérêts vitaux des commerçants aussi bien que des viticulteurs, car son résultat serait d'enlever toute valeur à l'indication d'origine. Nous ne pouvons donc que le condamner formellement.

V. — Conclusion sur la loi de 1905.

Toutefois, nous sommes obligé de reconnaître qu'une réforme s'impose au régime des indications d'origine tel qu'il a été établi par la loi du 1^{er} août 1905.

Après la rapide étude que nous venons de faire, il nous semble que la question qu'il s'agit de régler est la suivante : Etant donné que le vin du cru ne peut être livré à la consommation tel qu'il sort du pressoir, quelles sont les pratiques que la loi peut autoriser ?

Une première réponse nous est fournie par le décret du 3 septembre 1903 ; malheureusement, ce texte est notoirement insuffisant pour réprimer la fraude. Il énumère un certain nombre de manipulations licites ; mais s'il définit les unes à un milligramme près, pour les autres, il reste dans une imprécision fâcheuse. Ainsi, il est évident que le coupage demanderait à être défini, justement en ce qui concerne les vins d'origine. Toutefois nous ne saurions reprocher cette omission à l'auteur du décret. En effet, toutes les lois et règlements qui chercheront à imposer des règles fixes à des éléments essentiellement variables, seront condamnés à l'impuissance. Les récoltes variant chaque année, les manipulations destinées à les améliorer doivent également varier. On ne saurait donc confier la définition de la fraude à un texte immuable. Ici, plus encore que pour les délimitations, la loi à intervenir doit laisser toute liberté au juge du fait. Le tribunal pourra ainsi décider que telle proportion de coupage, parfaitement licite une année mauvaise, constitue une fraude dans les très bonnes années. A l'encontre du règlement qui, s'il est trop libéral une année, risque d'être trop sévère l'année suivante, le juge pourra se baser sur les manipulations pratiquées sur chaque récolte par les commerçants honnêtes ; il décidera donc en toute connaissance de cause si telle manipulation est frauduleuse ou licite. On nous objectera que le juge manquera parfois de compétence sur ces questions délicates. Il nous semble au contraire qu'un juge du tribunal de Bordeaux, par exemple, est plus apte à trancher ces questions spéciales que l'ensemble des membres du Parlement ou du Conseil d'Etat.

A notre avis, le texte à proposer doit être le plus général possible. On pourrait décider, par exemple, que « l'opération pratiquée sur le vin ne doit pas en altérer le caractère essentiel ». Cette définition est évidemment très vague ; mais dès que l'on cherche à la préciser, on aboutit aux inconvénients signalés plus haut.

D'après certains auteurs, les pratiques qui doivent être autorisées par la loi sont celles faites en vertu des « *usages locaux, loyaux et constants* ». Cette formule, bien faite pour toucher l'électeur des régions viticoles, aurait les conséquences les plus néfastes en notre matière. Elle aboutirait à supprimer tout progrès dans la façon de traiter les vins. Les opérations que l'on fait subir aux vins sont des

applications de la science la plus moderne ; elles changent avec chaque découverte. C'est ainsi que le décret du 3 septembre 1907 autorise la pasteurisation et la congélation des vins, qui évidemment n'ont pas toujours été des usages « constants ».

En résumé, pour toutes les questions qui concernent l'indication d'origine des produits naturels et des vins en particulier, nous sommes d'avis de nous en remettre uniquement à la sagesse des tribunaux. Tous les auteurs sont d'accord sur ce principe en ce qui concerne la délimitation des régions dont les produits auront droit au nom d'origine. Nous demandons qu'on étende encore plus loin le pouvoir du tribunal et qu'on lui confie le soin de décider quels seront les manipulations et les traitements qu'on pourra faire subir au produit naturel sans lui faire perdre son droit à l'indication d'origine.

Pour terminer, nous signalons l'utilité incontestable des marques collectives de producteurs en cette matière. D'un côté, leurs règlements seront des guides impartiaux et sûrs pour les tribunaux ; de l'autre, la présence d'une marque collective à côté du nom d'origine, certifiera au consommateur que le produit a bien été récolté dans la région célèbre et que les manipulations auxquelles il a été soumis ont été loyales : deux choses auxquelles le système répressif n'aboutira que difficilement.

CHAPITRE III

Loi du 1^{er} Juillet 1906

Pour terminer l'étude des lois de police intérieure qui règlent en France le régime des indications de provenance, il nous faut encore citer la loi du 1^{er} juillet 1906 relative à l'application aux Français en France des Conventions internationales concernant la Propriété industrielle. Cette loi comporte un article unique ainsi rédigé :

« Les Français peuvent revendiquer l'application à leur profit, en France, en Algérie et dans les colonies françaises, des dispositions de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883, ainsi que les arrangements, actes additionnels et protocoles de clôture qui ont modifié ladite Convention, dans tous les cas où ces dispositions sont plus favorables que la loi française pour protéger les droits dérivant de la propriété industrielle, et notamment, en ce qui concerne les délais de priorité et d'exploitation en matière de brevets d'invention. »

Nous avons vu plus haut, au cours de notre étude de la loi du 28 juillet 1824, quel parti la Cour de Cassation avait voulu tirer de cette loi pour étendre aux produits naturels la protection que la loi de 1824 n'accorde qu'aux objets fabriqués. Nous avons longuement discuté la question de savoir quels bénéfices on était en droit d'attendre de l'application de la loi du 1^{er} juillet 1906 au point de vue de la répression des fraudes concernant les indications d'origine. Nous ne pouvons donc que renvoyer le lecteur à ce développement.

TITRE II

Les dispositions douanières

Après avoir étudié les lois de police intérieure qui régissent les indications d'origine sur le territoire français, nous allons maintenant examiner les dispositions douanières par lesquelles le législateur a voulu interdire l'entrée en France aux marchandises portant de fausses indications d'origine, ou même des mentions aptes à faire naître dans l'esprit de l'acheteur français l'idée d'une origine française. Les dispositions douanières dont nous allons faire l'analyse sont contenues dans les textes suivants :

I. — L'article 19 de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce.

II. — L'article 15 de la loi du 11 janvier 1892 relative à l'établissement du tarif général des douanes.

CHAPITRE PREMIER

Loi du 23 Juin 1857, article 19

I. — Son texte.

L'article 19 de la loi du 23 juin 1857 s'exprime ainsi :

ART. 19. — *Tous produits étrangers portant, soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française, sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'Administration des Douanes, soit à la requête du Ministère public ou de la partie lésée.*

Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'Administration des Douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé au Ministère public.

Le délai dans lequel l'action prévue par l'article 18 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le Ministère public, est porté à deux mois. Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux produits saisis en vertu du présent article.

ART. 14. — *La confiscation des produits peut, même en cas d'acquiescement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit.*

Le tribunal peut ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée et imitée, indépendamment de plus amples dommages intérêts, s'il y a lieu.

L'article 19 est venu heureusement compléter la loi de 1824 en décidant formellement que des marchandises portant de fausses indications de provenance pourront être saisies même en entrepôt et en transit. En effet, en pareil cas, le transit est lui-même une fraude. Les fabricants étrangers qui marquent sur leurs produits une fausse indication d'origine française ont le plus grand intérêt, même au risque de frais supplémentaires, à faire voyager leurs marchandises dans des wagons français, et s'il s'agit de pays d'outre-mer, à faire créer les connaissements dans un port français. Les marchandises acquièrent ainsi comme un certificat d'origine française qui, s'ajoutant aux mentions frauduleuses apposées sur le produit lui-même, achève de tromper le consommateur. Pour lutter contre cette fraude, la loi de 1857 prévoit la saisie qui sera faite soit à la diligence de l'Administration des Douanes, soit à la requête du Ministère public ou de la partie lésée. On peut se demander si la loi est applicable au cas où la partie lésée est un étranger. Il faut répondre que le **texte** de la loi, confirmé par les explications du rapporteur, a voulu protéger tout fabricant résidant en France, qu'il soit français ou étranger.

II. — Indication de provenance d'un lieu imaginaire.

Pour échapper à la rigueur de la loi, le fabricant étranger qui veut faire passer ses produits pour français sera tenté d'indiquer comme lieu de provenance un endroit imaginaire suivi du mot France. On peut hésiter à appliquer dans ce cas l'article 19. En effet, la loi de 1857 a été faite dans l'intérêt privé des fabricants français ; si l'indication d'origine est imaginaire, on peut soutenir qu'aucun fabricant n'est directement lésé, et par conséquent, que le procédé n'est pas répréhensible. Cette thèse est radicalement fausse. Le principe qui domine l'œuvre du législateur de 1857 est l'honnêteté ; il ne faut pas que, grâce à une sorte de complicité tacite, des produits étrangers puissent traverser la France et que, empruntant à ce passage l'apparence d'une origine française, ils aillent se répandre dans tous les pays, au risque d'y discréditer les manufactures françaises. Bien que cette fraude soit formellement prévue par l'article 15 de la

loi de 1892, il est utile de la faire rentrer également dans le cadre de la loi de 1857, qui donne au Ministère public et à la partie lésée le droit de requérir la saisie.

III. — Apposition d'une mention d'origine inexacte d'accord avec le fabricant français.

Une question beaucoup plus délicate se pose lorsque l'importateur marque sur le produit étranger, comme indication d'origine, son nom et le nom de la localité française où il a son établissement. Si l'on se place au point de vue de l'acheteur, on ne voit pas ce que cette manière d'agir a de nuisible. Ce qui préoccupe la clientèle du fabricant d'un produit renommé, c'est la garantie donnée par le nom et l'adresse de ce fabricant qui, en apposant sa marque sur le produit, en accepte la responsabilité. C'est à lui seul, et non à la loi, qu'il appartient de veiller à ce que, par la vente de produits étrangers d'une qualité inférieure, il ne fasse pas une concurrence préjudiciable à sa propre fabrique. C'est bien ainsi que la Cour de Cassation avait interprété l'article 19 dans un arrêt du 9 avril 1864, en disant qu'on devait considérer comme une simple adresse, et non comme l'usurpation d'un nom de lieu de fabrication, la mention « Maison universelle, rue d'Alsace-Lorraine, Toulouse. »

Mais l'article 19 de la loi de 1857 n'a pas seulement en vue l'intérêt individuel. Il vise aussi l'intérêt collectif. Les concurrents établis dans le même pays que l'industriel qui fait venir des produits de l'étranger pour les marquer ensuite à son nom, ont le droit de sauvegarder la renommée du lieu où ils ont leur fabrique. En conséquence, il faut leur laisser le droit de provoquer la saisie. Du fait qu'un commerçant a une fabrique dans une localité réputée, il ne s'ensuit nullement qu'il ait le droit d'user comme bon lui semble du nom de cette localité. Il n'y a pas un droit exclusif; ses concurrents peuvent l'employer comme lui. C'est ce que décide la loi de 1824 qui fait des noms de localité la propriété collective de tous les habitants. La loi de 1857 qui laisse le fabricant entièrement maître de disposer de sa marque, n'a pas pu modifier la loi de 1824 en ce qui touche la propriété du nom d'origine.

C'est en se basant sur ces considérations que le 23 février 1884 la Cour de Cassation changea sa jurisprudence en confirmant un arrêt de la Cour de Chambéry qui approuvait une saisie de boutons fabriqués en Italie et appliqués sur des cartons revêtus de la mention « Nouveautés de Paris » ou « Modes parisiennes », et portant ainsi la fausse indication du nom de Paris comme lieu de fabrication. (Cass. crim. 23 fév. 1884, Potié. *Ann.* 84.208 et *Dall.* 84. 1,165). Cet arrêt de la Cour suprême mit fin aux manœuvres de nombreux contrefacteurs qui jusqu'alors faisaient pénétrer par nos frontières quantité d'objets faussement désignés de noms de localités françaises. Une circulaire du Ministre du Commerce au service des Douanes du 26 fév. 1886 enjoignit, en conséquence de l'arrêt ci-dessus rapporté, de « saisir tous les produits provenant de l'étranger et portant soit la marque, soit le nom d'un fabricant français, soit enfin une mention quelconque pouvant faire supposer que lesdits produits seraient de provenance française. »

Il est bien entendu qu'il reste toujours permis à un commerçant de mettre son nom et son adresse sur les produits qu'il met en vente ; mais si cette apposition peut créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur l'origine du produit, il faudra de toute nécessité corriger l'adresse en France par la mention de l'origine étrangère en caractères très apparents.

IV. — Sanctions.

a) SAISIE.

La prohibition de l'article 19 a pour sanction la saisie de la marchandise. Cette saisie peut être exécutée à la requête du Ministère public, de l'Administration des Douanes ou de la partie lésée. Il faut remarquer que cette saisie n'ayant pas lieu en vertu d'une loi douanière, l'Administration sera considérée comme agissant, non de son propre chef, mais en qualité d'auxiliaire du Ministère public. L'Administration devra donc rédiger un procès-verbal qu'elle transmettra au Ministère public qui seul a l'initiative des poursuites.

b) CONFISCATION.

La peine prévue par l'article 19 de la loi de 1857 qui renvoie à l'article 14 est la confiscation. Mais en faveur de qui le tribunal ordonnera-t-il la confiscation en cas d'indication frauduleuse d'un lieu de fabrication ? S'il n'y a dans ce lieu qu'un seul fabricant de produits semblables aux produits saisis, c'est évidemment à lui qu'iront les objets confisqués. Mais on peut se trouver en présence de plusieurs concurrents ; parmi eux, certains auront figuré dans l'instance, tandis que d'autres se seront abstenus d'intervenir. Dans ce dernier cas, le tribunal pourra décider, ou bien que les objets seront confisqués au profit du trésor, ou bien, ce qui nous semble préférable, qu'ils seront partagés entre les fabricants les plus diligents qui seront intervenus dans l'instance.

c) PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE.

En cas de remise des objets saisis à la partie lésée, qui est tenu d'acquitter les droits de douane ? Vis à vis de l'administration, ces droits sont attachés à la marchandise elle-même. Ils doivent donc être acquittés par celui qui en prend possession, c'est-à-dire par le fabricant au profit de qui la confiscation aura été prononcée. Toutefois, ce dernier pourra se retourner contre le prévenu et demander au tribunal de les comprendre dans les frais à liquider.

d) EXTENSION DU DÉLAI D'ACTION.

Enfin l'article 19 dispose que « *le délai dans lequel l'action devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le Ministère public, est porté à deux mois.* »

Cette extension du délai s'explique par le fait que la partie lésée peut avoir un domicile éloigné et même ignorer la saisie si ce n'est pas elle qui la fait pratiquer.

CHAPITRE II

Article 15 du Tarif général des douanes de 1892

I. — Son texte.

Pour compléter la répression des fausses indications de provenance organisée par l'art. 19 de la loi de 1857, le législateur a inséré dans le tarif général des douanes de 1892 l'article 15 ainsi conçu :

ART. 15. — *Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers naturels ou fabriqués, portant soit sur eux-mêmes, soit sur les emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, etc., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France, ou qu'ils sont d'origine française.*

Cette disposition s'applique également aux produits étrangers, fabriqués ou naturels, obtenus dans une localité de même nom que le nom d'une localité française, qui ne porteront pas, en même temps que le nom de cette localité, le nom du pays d'origine et la mention « Importé » en caractères manifestement apparents. »

On voit donc que le produit étranger, pour tomber sous le coup de la loi, n'a plus besoin de porter expressément l'indication du nom ou du lieu d'une fabrique française. Il suffit que la marchandise soit revêtue de mentions quelconques de nature à induire le public en erreur sur sa provenance. Ainsi que le dit l'exposé des motifs, la loi a poussé la généralité du délit jusqu'à ses plus extrêmes limites ; on peut dire que le pouvoir des tribunaux est sans bornes, ou du moins n'a de bornes que dans la conscience du juge.

II. — Application de l'article 15.

a) IMPOSSIBILITÉ DE L'APPLIQUER « STRICTO SENSU ».

Il est tout à fait impossible d'appliquer l'art. 15 *stricto sensu*. En effet, il ne prévoit la mention « Importé » que dans un cas tout particulier, celui de l'indication de localités étrangères de même nom qu'une localité française telle que Vienne (Autriche), Philippeville (Belgique). Par contre, le premier paragraphe est formel : « *Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation...* » Pour éviter cette rigueur, on a étendu la solution posée dans le second paragraphe au premier, en permettant aux produits visés dans le § 1 de pénétrer en France à condition de porter en évidence une inscription montrant clairement leur origine étrangère. Ainsi, pour éviter de tomber sous le coup de l'art. 15, l'exportateur étranger devra ou supprimer sa marque, ou la compléter par une mention. Mais quelle mention suffira ? Nous abordons ici une question très délicate, à laquelle la jurisprudence a répondu dans un sens de plus en plus étroit.

b) EVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE.

Jusqu'en 1905, les tribunaux admirent que pour corriger les mentions pouvant entraîner la saisie, il suffisait du mot « Importé », sans qu'il fût nécessaire d'indiquer le pays de provenance. Mais si cette mention suffisait, à la rigueur, pour prévenir le consommateur français que le produit avait été fabriqué hors de France, il n'en était pas de même du client étranger auquel la marchandise était réexportée. En effet, ce client voyant arriver de France une marchandise marquée « Importé », en concluait tout naturellement qu'il s'agissait d'une marchandise importée de France dans son pays, et la mention prévue devenait comme une marque officielle de fausse origine.

Pour remédier à cet état de choses, la Direction générale des Douanes, par une circulaire du 18 février 1905 N° 3485, exigea que la mention « Importé » ou toute autre analogue fût complétée par l'indication du pays d'origine. Cette réforme souleva les plus violentes protestations de la part des producteurs étrangers, en particu-

lier des Allemands. Comme on n'en tint aucun compte, ils s'ingénierent à chercher les moyens de tourner la loi.

Et d'abord est-il possible de déterminer les conditions dans lesquelles une marque est de nature à faire attribuer aux produits une origine française ? On décide généralement qu'il faut rechercher quelle serait sur cette question l'opinion de l'acheteur d'intelligence moyenne qu'on prend comme témoin chaque fois qu'il y a à apprécier une confusion possible en matière commerciale, par exemple pour les imitations de marques. Ce critérium nous semble impossible à appliquer ici. Il doit aboutir à des décisions contradictoires et à une instabilité dans la jurisprudence qui causerait le plus grand tort au commerce. La Cour de Cassation l'a formellement condamné dans l'arrêt Drossner du 7 juillet 1911. (*Dalloz* 1912. 1.480). Elle n'admet pas que sur ce point l'appréciation des juges de fond soit souveraine et que les tribunaux puissent décider d'après des opinions qui seront le plus souvent divergentes, si une apposition de nom ou de marque constitue ou ne constitue pas une infraction à l'art. 15. Il y a là une question de droit, et non pas une question de pur fait.

D'après l'arrêt Drossner, les éléments constitutifs de la contrefaçon existent juridiquement lorsqu'un industriel résidant en France fait apposer son nom sur des produits fabriqués par lui à l'étranger, et on doit décider que cette marque est par elle-même et à elle seule de nature à induire le consommateur en erreur sur l'origine du produit.

En effet, lorsqu'un industriel réside en France et y possède une usine dans laquelle il fait fabriquer certains produits, ces produits sont dus à la main-d'œuvre française, et le public peut les croire à juste titre d'origine française. Si ce même industriel fait fabriquer à l'étranger les mêmes objets ou des objets analogues, et les livre en France à la consommation revêtus de son nom ou de sa marque sans aucun correctif, il se produira nécessairement une confusion dans l'esprit du public. Le consommateur ne pourra discerner parmi les objets portant un même nom ou une même marque ceux qui ont été fabriqués en France et ceux qui ont été fabriqués à l'étranger. D'ailleurs, pour que l'art. 15 de la loi de 1892 soit applicable, une certitude n'est pas nécessaire. Il suffit de la possibilité d'une confusion.

C'est en se basant sur ce principe qu'un avis du Ministère du

Commerce a interdit à la maison « Michelin » qui a des usines à Turin et à Clermont-Ferrand d'introduire en France des produits de son usine de Turin avec la mention « Michelin-Clermont-Ferrand-Turin » puisqu'il y a là le nom d'un fabricant résidant en France. (Avis du Ministère du Commerce du 18 février 1908). La jurisprudence s'est affirmée en ce sens dans les nombreux procès soulevés par la société du « Pneu Continental ». Cette société anonyme, qui a sa principale fabrique à Hanovre (Allemagne), avait avant la guerre une fabrique à Clichy (Seine) et une maison de vente à Paris. La douane a toujours arrêté à l'importation les pneumatiques et chambres à air portant la marque « Continental », marque prohibée à l'importation, puisqu'elle appartenait à une société française, la société anonyme « Continental » de caoutchouc dont l'usine est à Clichy. Quels qu'aient été les procédés employés par la société allemande « Continental » pour éviter l'application de la loi, les tribunaux ont toujours validé la saisie. (Tribunal correctionnel d'Avesnes, 21 mai 1912 ; C. de Douai, 3 décembre 1912, *la Loi*, 14 février 1913, *Gazette du Palais*, 9 janvier 1913 ; arrêt confirmé par la Cour de Cassation le 26 mars 1914, *la Loi*, 24 avril 1914. — Cassation, 26 juin 1914, pourvoi c. Douai, 12 février 1913, *la Loi*, 10-11 mars 1915. — Cassation, 5 février 1915, pourvoi c. Douai, 19 mars 1913, *la Loi*, 21-22 avril 1915.)

III. — Marques auxquelles s'applique la prohibition de l'article 15.

La prohibition de l'article 15 ne frappe pas seulement les objets portant le nom d'un fabricant qui a un établissement en France ; elle s'étend encore à tous les objets revêtus de la seule initiale d'un mot constituant une marque qui devrait être interdite ; par exemple : la lettre « T » pour les lampes « Tantale », ou « A. E. G. » pour l'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft*. »

L'article 15 protège-t-il seulement l'industrie française moderne ou sa protection s'étend-elle également à l'industrie de la France dans toute son histoire ? La question s'est posée devant le tribunal correctionnel de la Seine, peu de temps avant la guerre. (Voir *la Loi*

du 30 juin 1914). Il s'agissait en l'espèce de porcelaines importées d'Allemagne en France et revêtues des marques employées sous la royauté par la Manufacture nationale de Sèvres. Sans se prononcer sur la question de propriété de la marque ou sur celle de savoir s'il y a contrefaçon en l'espèce, le jugement du tribunal de la Seine en date du 16 mai 1914 constate qu'il y a dans cette apposition de marque tous les éléments propres à créer dans l'esprit de l'acheteur l'illusion qu'il se trouve en présence d'un produit de l'industrie française; en conséquence, il ordonne la saisie en vertu de l'article 15 de la loi de 1892:

En effet, l'article 15 a une portée tout à fait générale. Peu importe que l'acheteur croie ou ne croie pas qu'il se trouve en présence de porcelaines de Sèvres authentiques, puisque nombre de maisons françaises ont pu imiter impunément la marque en question. Le point important est qu'il est interdit d'apposer sur des objets de provenance étrangère une marque quelconque éveillant l'idée d'une production française sans l'accompagner d'un correctif en indiquant nettement l'origine étrangère.

Le seul fait de l'apposition du nom d'un fabricant résidant en France sur des produits d'origine étrangère entraînant en droit strict la prohibition quelles que soient les indications dont ces marques sont accompagnées, il n'y a pas lieu de rechercher *a priori* si le nom ou la marque a été déposée ou non. La circulaire de 1905 en décide ainsi. Le dépôt en France d'une marque étrangère ne peut donc être à lui seul un motif suffisant pour écarter la prohibition. La Cour de Cassation, dans son arrêt du 5 février 1915, en a décidé de même. (Voir *la Loi* 21-22 avril 1915, Affaire Continental). La saisie en France d'une marchandise portant la marque régulièrement déposée d'une maison étrangère, ne prive pas cette maison de la protection qui serait accordée à une maison française dans le cas où sa marque aurait donné lieu à une saisie à l'importation. La marque, même déposée, ne doit pas être de nature à faire croire à une origine française; et une marque quelconque est de nature à faire croire à une origine française si les procédés de publicité auxquels a recours le vendeur sont de nature à tromper l'acheteur sur cette origine ou à faire naître une confusion dans son esprit.

Un fabricant étranger ayant simplement une maison de vente

en France doit-il être considéré comme un fabricant résidant en France ?

La Cour de Cassation dans l'arrêt Drössner s'était déjà prononcée pour l'affirmative. Elle a de nouveau confirmé sa jurisprudence le 26 juin 1914 dans l'arrêt « Continental ». (Voir la Loi du 10-11 mars 1915). En employant dans cet arrêt le mot « société » au lieu du mot « fabrique », elle a fait sienne, du moins en ce qui concerne les maisons de commerce, la doctrine formulée dans une circulaire de l'Administration des Douanes du 26 mai 1913, N° 1516, laquelle s'exprime ainsi : « *Les marques de fabrique, même étrangères, tombent sous le coup de la prohibition légale, si les industriels ou commerçants auxquels elles appartiennent possèdent en France une usine, un établissement, une succursale, une maison de vente en gros ou en détail, un simple dépôt ou un représentant.* »

Il faut également prohiber à l'entrée les marchandises étrangères marquées du nom d'un commerçant établi en France. Le public non prévenu sera tenté de prendre cette indication pour une marque de fabrique et croire ainsi à l'origine française de ces marchandises.

Une question plus délicate se pose à l'occasion des marques de propriété qu'apposent sur un produit l'administration, la société ou la personne qui se sert de ce produit. Jusqu'ici, l'Administration des Douanes a admis que ces marques pouvaient figurer telles quelles sur les produits étrangers. Par exemple, on n'a pas arrêté à l'importation des lampes à incandescence portant la mention « Hôtel de Ville de Bordeaux », des couverts en métal et des rasoirs destinés à des restaurateurs et à des coiffeurs et portant le nom du destinataire ; du papier à lettres dont le filigrane indique le nom de la personne qui doit l'utiliser.

Pour défendre cette pratique, on dit qu'aucun acheteur ne peut être trompé, puisque ces objets ne sont pas destinés à être achetés par le consommateur. Cet argument ne porte pas. Il y a une véritable tromperie de la part du restaurateur, par exemple, qui fait figurer sur des couverts venant de l'étranger son nom et son domicile en France, car il laisse ainsi croire au client qui s'en sert qu'il n'utilise dans sa maison que des produits bien français. De même, nous ne devons pas traiter de quantité négligeable le client qui refuse de se

laisser raser avec un rasoir venant d'Allemagne. Nous devons, au contraire, lui permettre de se rendre compte facilement de la nationalité des produits dont se sert l'opérateur.

L'Administration des Douanes devra donc appliquer strictement la loi et saisir à l'importation tout produit portant une marque de propriété pouvant être interprétée comme une fausse indication d'origine.

De même, il faut décider que tous les produits portant un nom patronymique français doivent être regardés comme tombant sous le coup de l'article 15. La circulaire du 18 février 1905 prévoit pour les interdire les noms de « Carnot, Loubet, Millerand, Jules Lemaitre ». Il faut donner la même solution pour les objets revêtus du nom ou du portrait de Jeanne d'Arc, de Napoléon et de Joséphine, ainsi que pour les marques à dénomination française telles que « le Damier, Hirondelle, la Jardinière ».

Toutefois, la Cour de Cassation a jugé, le 27 octobre 1900, (*Sir.* 03. 1. 443) que l'emploi de la langue française pour désigner la nature des produits importés ne constitue pas une infraction à l'article 15. Ainsi les mentions « Dessin », « Comptabilité », « Pour le bureau » sur des crayons importés ne seront pas prohibées. Mais cet arrêt ne signifie pas qu'il soit impossible de considérer une mention ou une dénomination française comme susceptible de faire confusion sur l'origine du produit. C'est ainsi que la Chambre de Commerce de Troyes, en 1912, attira l'attention de l'Administration des Douanes sur ce que les fabricants allemands importaient en France leurs articles de bonneterie revêtus de mentions semblables à celles des bonnetiers de Troyes et semblablement disposées. Il faut donc décider que, aussitôt que le produit a par sa dénomination, par les images dont il est revêtu ou par son mode de présentation, un aspect français ou même un aspect de provenance française, l'erreur sur la provenance est possible pour le consommateur, et le produit doit être prohibé.

Devons-nous faire rentrer dans cette prohibition la mention des médailles et des autres récompenses obtenues dans des expositions qui ont eu lieu en France ? Sur ce point l'Administration des Douanes fait une distinction. Elle laisse pénétrer la marchandise quand il s'agit des médailles ou récompenses d'expositions universelles inter-

nationales ; elle la prohibe quand il s'agit d'une exposition locale ou nationale. Cette distinction s'explique par cette considération qu'un produit étranger n'aurait pu être récompensé à une exposition nationale, qu'il y a donc présomption qu'un produit portant la mention d'une récompense obtenue dans une exposition nationale française est un produit d'origine française.

Si l'étranger est titulaire d'un brevet français, on ne peut l'empêcher de mentionner son brevet sur les produits qu'il importe. La même solution doit être applicable à l'étranger qui a une licence pour la vente de ses produits en France.

Par contre, il faudra prohiber à l'importation tous les objets décorés de drapeaux aux couleurs françaises, d'armoiries de villes françaises ou représentant des personnages français. Cette prohibition doit-elle s'étendre aux objets revêtus des couleurs nationales ? Les partisans de la négative font remarquer que ces couleurs sont les mêmes en Russie, en Hollande, dans le Grand Duché de Luxembourg, etc. Toutefois il n'est pas vraisemblable qu'un client qui achète dans un bazar parisien une boîte recouverte de rayures tricolores se demande s'il n'a pas devant lui un produit portant les couleurs nationales hollandaises ou luxembourgeoises. Du moment que la confusion est possible, et dans ce cas elle est presque certaine, le produit doit être prohibé.

IV. — Nature de la mention destinée à faire connaître la véritable origine du produit.

Le premier paragraphe de l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892 édicte une prohibition absolue et ne prévoit aucun correctif destiné à en atténuer les effets. (Cassation, 26 mars 1914. Affaire Continental. Voir *la Loi* du 24 avril 1914). C'est en vertu d'une simple tolérance que des objets revêtus d'une marque délictueuse peuvent être introduits en France s'ils portent une mention telle que « importé de » ou « fabriqué en » destinée à éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur ; c'est donc au juge qu'il appartient d'apprécier la portée à attribuer à l'ensemble des mentions apposées sur

l'objet par le fabricant ou par le producteur. (Cassation, même arrêt).

Le juge devra néanmoins se guider sur le paragraphe 2 de l'article 15, où le législateur a précisé les conditions dans lesquelles le correctif doit être apposé. D'après ce second paragraphe, une mention telle que « Vienne-Autriche » est insuffisante, bien que cette indication décèle amplement l'origine étrangère du produit ; il faut en outre faire suivre cette mention du mot « importé ». Par analogie, il faut donc imposer le mot « importé » ou tout autre analogue dans les hypothèses prévues au paragraphe 1 de l'art. 15.

D'ailleurs, la seule indication d'un nom de lieu étranger peut correspondre dans l'esprit du public à l'idée d'une maison de vente ou de dépôt à l'étranger, et n'exclut pas celle d'un produit fabriqué en France. C'est ainsi que la maison Michelin marque ses produits fabriqués à Clermont-Ferrand « Michelin-Clermont-Ferrand-Turin », montrant ainsi qu'elle a une usine à Turin. Par contre, nous avons déjà cité les jugements relatifs au « Pneu Continental », qui ont décidé que la mention « Hannover-Allemagne » accompagnant la marque prohibée « Continental » était insuffisante pour éveiller l'idée d'importation. En effet, le client qui achetait en France des pneumatiques revêtus de ces inscriptions ne pouvait être certain qu'ils n'avaient pas été fabriqués à Clichy par la société « Continental » qui y possédait une usine. Tandis que si on lui avait vendu des pneus marqués « Hannover-Allemagne « importé », il n'aurait pu avoir aucun doute sur leur origine étrangère.

On peut se demander dans quel sens il faut entendre les mots « pays d'origine » dont l'article 15 de la loi de 1892 veut voir figurer le nom à côté de la mention « importé ». Remarquons tout de suite que pays n'est pas synonyme d'état. Le mot pays vient du latin *pagus* bourg. Pays, dans son sens étymologique, signifie donc une toute petite circonscription administrative, un canton, par exemple. Toutefois, cette interprétation ne saurait répondre au but de la loi. Le public ne peut savoir où se trouve chaque canton dont il plaira à un importateur d'apposer le nom sur son produit. D'ailleurs, la consonance française de certaines localités étrangères ajouterait encore à la confusion.

Dans certains cas, cependant, le nom seul d'une ville répondra

amplement au vœu du législateur de 1892. La mention « fabriqué à Berlin », par exemple, ne laissera aucun doute au consommateur. Mais dans la majorité des cas cela ne sera pas suffisant. Si on veut éviter toute erreur, il faudra ajouter au nom de la ville une mention complémentaire. Mais ici nous rencontrons la même difficulté. Nous contenterons-nous d'une indication régionale, par exemple, pour un jouet en bois : « Importé de la Forêt Noire », ou exigerons-nous le nom de l'Etat ? Mais même cette dernière exigence ne saurait dans certains cas nous donner satisfaction. Si tout le monde comprend la mention « importé de Saxe » autorisée d'ailleurs par l'Administration des Douanes, en sera-t-il de même de « importé de Waldeck-Pyrmont », principauté qui, en Allemagne, a le même rang d'Etat que la Saxe ? De même, peu de gens seront à même de reconnaître, sous la mention « importé du Nouveau Mexique », un produit des Etats-Unis d'Amérique.

Toutefois, il ne faudrait pas aller trop loin dans cette voie. Une mention trop compréhensive ne répondrait pas au but poursuivi. Le consommateur peut avoir le plus grand intérêt à connaître l'origine précise de la marchandise qu'il a devant les yeux ; cela lui sera tout à fait impossible s'il se trouve en présence d'une formule telle que « importé d'Amérique », ou même « importé de la Guyane », étant donné l'existence de trois Guyanes : française, anglaise et hollandaise.

C'est au nom du même principe que nous nous refusons à admettre la mention « importé de l'étranger », formule pléonastique qui, sous la forme simple « importé », sans indication du pays d'origine, a été condamnée par la circulaire de la Direction générale des Douanes en date du 18 février 1905.

Il est même des cas où la mention « importé de... » suivie d'un nom de pays est insuffisante pour faire attribuer sa véritable origine au produit. L'importateur, au lieu de marquer sur la marchandise le nom du pays où elle a été véritablement fabriquée, peut se contenter d'indiquer le pays par où elle a transité avant d'entrer en France. C'est ainsi qu'avant la guerre, un objet fabriqué en Allemagne et venant *via* Bruxelles pouvait pénétrer en France revêtu de la mention « importé de Belgique ». On trompait ainsi le consommateur français sur la véritable origine du produit.

Pour éviter cette fraude tolérée actuellement sous le régime de l'article 15, il faudrait exiger un correctif plus précis, tel que la mention « *Fabrique en...* ». Avec une telle indication, il n'y a pas d'ambiguïté possible, et le consommateur est assuré de connaître la véritable nationalité du produit que l'on veut lui vendre.

Les deux correctifs que nous venons d'examiner ne sont pas les seuls que l'on pourra employer. Mais tous ceux que l'on peut proposer doivent, quand on les rapproche des autres mentions marquées sur le produit, imposer à l'esprit de l'acheteur le plus distrait l'idée d'importation, de fabrication, ou de production étrangère. (Voir Cassation, 26 mars 1914. Affaire Continental, *la Loi*, 24 avril 1914).

La prudence exige que le correctif soit apposé en caractères indélébiles, même si la marque est écrite en caractères effaçables. (Avis du département du Commerce du 16 mars 1892). Il doit être énoncé en langue française. (Avis du département du Commerce du 13 juillet 1911). On a cependant soutenu que cela n'était pas indispensable, et qu'on pourrait autoriser l'emploi de la langue du pays de fabrication. A l'appui de cette opinion on fait remarquer que si chaque pays usait de réciprocité et exigeait l'indication d'origine dans sa langue maternelle, cela créerait les plus grandes difficultés aux exportateurs français. En effet, un produit primitivement destiné à un pays étranger et marqué dans la langue de ce pays, ne pourra plus être envoyé à un autre, ainsi que cela s'est toujours pratiqué suivant l'état des différents marchés.

Néanmoins, nous ne saurions approuver l'emploi d'un correctif en langue étrangère. En effet, si tout le monde comprend une mention telle que « *Manufactured in ..* », il n'en est pas de même pour « *Eingeführt von* » ou *Verarbeitet in...* » en caractères gothiques, et les concurrents déloyaux ne manqueront pas de profiter de cette confusion pour enlever toute efficacité à l'article 15.

V. — Exceptions à l'article 15 du Tarif général des Douanes de 1892.

Bien que l'article 15 soit absolument formel, l'Administration des Douanes y admet certaines dérogations.

a) ECHANTILLONS SANS VALEUR.

Les échantillons de marchandises sans valeur montés sur des cartes, portant le nom d'un négociant ou d'un fabricant français et destinés à être expédiés à l'étranger après avoir été utilisés en France dans les magasins de ce négociant ou fabricant, sont dispensés de la mention indiquant leur provenance étrangère.

Ceci s'explique par la nature même de l'échantillon destiné à circuler continuellement de pays en pays et sur lequel la place limitée ne permettrait pas de disposer les mentions exigées par la législation interne de chaque pays où il passe sans s'arrêter.

Si toutefois l'importateur omettait de prévenir son client de l'origine étrangère de la marchandise qu'il lui livrera d'après l'échantillon, et s'il lui laissait croire qu'il lui vend un produit français, l'acheteur serait en droit d'invoquer la loi de 1905 qui punit la tromperie sur l'origine.

b) PRODUITS DISTRIBUÉS A TITRE DE RÉCLAME.

Jusqu'à la circulaire du 10 février 1910, l'Administration des Douanes n'avait pas appliqué l'article 15 aux produits destinés à être distribués à titre de réclame. C'est ainsi que des couteaux de fabrication allemande pénétraient librement revêtus d'inscriptions telles que « Champagne Arthur du Bary et C^{ie} » « Charles Gardet et C^{ie}, Epernay Champagne », etc.

Depuis la circulaire citée, ces produits ont dû porter comme les autres, une mention indiquant nettement leur origine. Le caractère de réclame de l'objet ne peut le soustraire à la prohibition de l'art. 15.

c) IMPRIMÉS, GRAVURES, ESTAMPES.

On considère généralement que l'article 15 n'est pas applicable aux imprimés, estampes, lithographies, etc. L'Administration des Douanes laissait, par exemple, pénétrer librement avant la guerre des gravures de modes destinées aux couturières et aux modistes, et imprimées en Allemagne et en Autriche, même lorsqu'elles étaient revêtues de légendes en langue française et qu'elles accompagnaient des livraisons portant des titres français.

A l'appui de cette manière de voir, on peut remarquer que la langue dans laquelle un imprimé est écrit ne peut servir d'indication d'origine. Les éditeurs français publient de nombreux livres en langue étrangère, tandis que quantité d'ouvrages français sont édités à l'étranger. L'article 15 laissant librement pénétrer en France tout produit ne portant aucune mention d'origine, permet donc à l'éditeur étranger d'importer un imprimé en langue française ne portant ni le nom, ni le domicile de l'imprimeur.

D'ailleurs, pour quiconque connaît la loi sur la presse du 29 juillet 1881, cette omission révélera nettement l'origine étrangère de l'imprimé en question, puisque cette loi oblige tout ouvrage imprimé en France à porter le nom de l'imprimeur.

Toutefois le public ignorant aura toujours tendance à attribuer à un livre écrit en français une origine française. Nous ne pouvons donc qu'approuver le vœu émis au congrès du Livre en mars 1917 sous le numéro XV, et qui demande :

« Que tout ouvrage français imprimé à l'étranger doive, pour
« être importé en France, porter au bas de la première page de la
« dernière feuille et au bas de la première page de la feuille placée
« au milieu du livre le nom de l'imprimeur ainsi que l'indication de
« la ville et du pays où se trouve l'imprimerie ; que cette mention
« ne pourra être placée à plus de 10 millimètres de la dernière ligne
« du texte de la page, de façon qu'elle ne puisse être enlevée lors de
« la reliure de l'ouvrage. »

d) ELÉMENTS DE FABRICATION.

Par une autre tolérance, l'Administration des Douanes laisse pénétrer en France des matières premières et des éléments de fabrication portant des marques prohibées sans exiger de correctifs mentionnant l'origine étrangère. On peut donner comme exemple des boutons pour gantiers ou tailleurs indiquant le nom du gantier ou du tailleur qui doit les utiliser, des bouchons en métal pour roues d'automobiles, des timbres pour bicyclettes, des manomètres importés par des fabricants d'automobiles, etc., et portant les noms de ces fabricants.

L'inconvénient que nous voyons à faire figurer la mention

« *importé de ...* » sur ces petits objets qui ne sont pas destinés à être vendus séparément, est que l'acheteur sera tenté d'attribuer l'origine étrangère au produit tout entier. Le client qui achèterait des gants de fabrication française dont les boutons seraient marqués « *importé d'Allemagne* » n'hésiterait pas à voir dans cette mention l'affirmation que le gant tout entier est d'origine allemande.

Il nous semble cependant préférable d'appliquer strictement dans ce cas l'article 15, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut (p. 44) pour les marques de propriété et en invoquant les mêmes considérations.

De même, il faut prohiber absolument l'importation de plaques d'origine destinées à être fixées sur des machines ou appareils fabriqués en France. Si ces plaques portent la mention de fabrication étrangère, elles ne peuvent plus remplir leur rôle de plaques d'origine; et si elles ne la portent pas, elles deviennent un élément trop facile de fraude. En effet, on importera les plaques séparément et on les fixera sur des marchandises qui auront été introduites de leur côté, sans être revêtues d'aucune marque, de façon à donner à l'ensemble l'apparence d'un produit français.

e) MARQUES OU INDICATIONS APPOSÉES SUR LES EMBALLAGES.

L'article 15 ne vise pas seulement les mentions apposées sur le produit lui-même, il prohibe aussi « *tous produits étrangers naturels ou fabriqués portant sur les emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.* »

En effet, il arrive souvent que, par sa nature même, le produit n'est pas susceptible d'être marqué lui-même. On peut donner comme exemple les produits en pâte, en poudre, les produits déliquescents, les produits trop petits, comme les épingles, les aiguilles, etc. C'est donc sur l'emballage que seront apposées les mentions qui pourront entraîner la prohibition.

Il peut arriver aussi que les produits soient régulièrement marqués, mais que les emballages portent sur eux-mêmes des indications de nature à tromper l'acheteur. Dans ce cas, ce n'est qu'au moment

de l'usage, et souvent longtemps après la vente, que l'acheteur trompé par les mentions apposées sur l'emballage se rendra compte de l'origine exacte du produit qu'il a acquis. Dans l'arrêt Continental du 26 mars 1914 (Voir *la Loi* du 24 avril 1914), la Cour de Cassation a formellement décidé qu'alors même que sur l'objet la marque prohibée serait suivie d'un correctif révélateur de l'origine étrangère, la confiscation n'en serait pas moins encourue si cet objet est contenu dans des enveloppes portant la même marque sans correctif.

Les importateurs de produits étrangers ont fait remarquer qu'ils étaient souvent obligés d'apposer sur les enveloppes et emballages des marques destinées à individualiser les colis et à fournir aux commissionnaires transporteurs des indications sur la destination des produits, indications qui devront être souvent en langue française. C'est ainsi que la Chambre de Commerce de Lyon a insisté pour que des ballots de soie grège importés de l'étranger puissent être marqués Lyon, Marseille. Si cette mention peut être considérée comme une simple adresse destinée à faciliter les manipulations en cours de route, il n'y a pas lieu de l'interdire ; mais si la confusion est possible, et si l'adresse peut être ultérieurement transformée en fausse indication d'origine, les douanes auront le devoir de pratiquer la saisie conformément à l'article 15.

f) PRODUITS EN TRANSIT.

Le premier paragraphe de l'article 15 prévoit non seulement la prohibition à l'importation, mais encore l'exclusion de l'entrepôt, du transit et de la circulation.

Ainsi que le déclare l'arrêt de la Cour de Douai du 3 décembre 1912 confirmé par la Cour de Cassation dans l'arrêt du 26 mars 1914 (*la Loi* du 24 avril 1914), l'industrie et le commerce français ont intérêt à ne pas permettre l'entrée et la circulation en France, même en transit, de produits fabriqués à l'étranger et portant une fausse indication de provenance française. Ce fait constitue un préjudice certain à tous les industriels et commerçants français de marchandises analogues qui ont leur clientèle en France aussi bien qu'à l'étranger. En effet, la clientèle étrangère doit rechercher particulièrement les produits français puisque les fraudeurs lui livrent un

article étranger en y apposant une marque française. C'est donc avec raison que la douane de Jeumont a saisi des pneumatiques portant la marque « Continental » qui devaient être l'objet d'une expédition en transit international de Jeumont à Hendaye.

On doit néanmoins faire une différence entre les produits destinés à la consommation intérieure et les produits en transit. Dans ce dernier cas, le consommateur français n'existe pas. Ce n'est donc pas à son point de vue qu'il faudra se placer pour apprécier la valeur du correctif à appliquer. Il suffira que, pour le consommateur étranger, la confusion soit impossible. C'est ainsi que les mentions « fabriqué en... », « importé de... » dans la langue du pays de consommation pourront être considérées comme des correctifs suffisants. Par exemple, un produit transitant de Suisse en Angleterre et marqué « *Made in Switzerland* », suivant les prescriptions de la loi anglaise, ne tombera pas sous le coup de la prohibition de l'article 15. En décider autrement aurait pour unique résultat de détourner le commerce international des voies françaises au détriment des transports nationaux.

g) MARCHANDISES D'ORIGINE FRANÇAISE RÉIMPORTÉES DE L'ÉTRANGER.

Certaines marchandises peuvent être exportées temporairement à l'étranger pour y recevoir un complément de main d'œuvre, puis être réimportées en France pour y être livrées au consommateur. Devrons-nous, à leur rentrée en France, leur appliquer la prohibition de l'article 15 ? Nous répondrons par l'affirmative. L'art. 15 doit être appliqué à ces produits de même qu'on l'applique aux objets fabriqués à l'étranger avec des matières premières françaises.

Pour défendre l'opinion contraire, on dit que le complément de main d'œuvre peut être d'une valeur infime. Ceci n'est pas vraisemblable ; il s'agira toujours d'une transformation d'une certaine importance, puisque le fabricant n'hésite pas à faire les frais de transport, d'emballage, de douane, etc. qui, pour être récupérés, nécessitent une importante augmentation de la valeur de l'objet.

La question devient plus délicate s'il s'agit de réimporter en France des produits qui n'ont subi aucune modification à l'étranger. On peut citer comme exemple des galvanos marqués « Pathé frères »

exportés temporairement en Belgique afin d'y servir à la fabrication de disques pour phonographes. Au point de vue des tarifs, un objet quelconque, dès qu'il est sorti du territoire français, est devenu étranger. Le sera-t-il devenu également au point de vue de l'art. 15 de la loi de 1892 ? L'application rigoureuse du texte même de l'art. 15 nous obligerait à nous prononcer pour l'affirmative. Il faudrait donc contraindre le propriétaire des galvanos que nous prenons comme exemple à les marquer « importés de Belgique » à leur retour en France.

Ceci nous semble tout à fait en contradiction avec l'esprit de la loi qui cherche à défendre le consommateur contre les fausses indications d'origine. Or, pour le client non averti, la mention « importé de Belgique » sur des produits entièrement fabriqués en France l'obligera à attribuer à ces produits une origine étrangère. Ainsi donc, par une application stricte de l'article 15 on aboutit à une véritable tromperie sur l'origine. En conséquence, nous admettons avec les départements du Commerce et des Finances que des produits entièrement fabriqués en France et temporairement exportés à l'étranger pourront rentrer en France sans tomber sous le coup de la prohibition de l'article 15.

VI. — Sanctions de la violation de l'article 15.

a) EFFET DE LA PROHIBITION.

Les produits visés par l'article 15 deviennent des produits prohibés, et comme tels sont soumis à l'application de la loi du 28 avril 1816 sur les douanes. Cette loi, dans ses articles 41, 42 et 43, punit l'importation des objets prohibés et accorde à l'Administration des Douanes le bénéfice de la confiscation.

La prohibition est absolue, et la saisie sera validée même si les produits ont été transportés directement de la frontière au bureau des Douanes le plus rapproché, sans qu'ils aient été l'objet d'aucune déclaration. En effet, il y a importation frauduleuse dès que la marchandise prohibée franchit la frontière et emprunte une fraction quelconque du territoire français. (Cassation crim. 5 février 1915, Continental. Voir la Loi du 21-22 avril 1915.)

En outre, toute déclaration tendant à dissimuler la prohibition d'une marchandise entraîne la confiscation du wagon de chemin de fer ayant servi au transport de ladite marchandise de l'étranger au premier bureau des Douanes. (Cour de Douai, 3 décembre 1912. Voir la Loi du 14 février 1913 et la Gazette du Palais du 9 janvier 1913.)

b) POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION. — FORCE PROBANTES
DES PROCÈS-VERBAUX.

En saisissant les marchandises prohibées par l'article 15, la Douane agit *proprio motu* et non comme auxiliaire du Ministère public. D'après la législation douanière, le procès-verbal ainsi dressé fait foi jusqu'à inscription de faux.

On peut se demander si le pouvoir qu'a l'Administration de saisir ne peut s'exercer que sur les marchandises placées sous son contrôle, c'est-à-dire celles qui sont dans le rayon des frontières, ou celles qui, à l'intérieur, sont soumises au régime du transit et de l'entrepôt.

La question a été résolue une première fois par l'art. 57 de la loi des finances du 29 mars 1897. D'après cet article, le délit ou la contravention en matière de douanes peut être établi autrement que par un procès-verbal rédigé séance tenante. Avant cette loi, faute de procès-verbal, il se produisait une sorte de prescription instantanée; depuis cette loi, une marchandise introduite en fraude peut être poursuivie et confisquée en quelque endroit du territoire qu'on la retrouve. La prescription de l'action est de trois ans. (Art. 638 du code d'inst. crim.)

La Cour de Cassation ayant jugé que le texte de l'art. 57 manquait de précision, il a été repris et complété par une loi du 1^{er} mai 1905 (1). En vertu de cette dernière loi, l'Administration des Douanes pourra constater et poursuivre les infractions commises à l'art. 15 de la loi de 1892 par toutes les voies de droit commun, même si les marchandises ne sont plus sous son contrôle, c'est-à-dire si elles ont pénétré dans la zone de l'intérieur sans avoir été poursuivies à vue.

(1) Cf. Boulay. *Le Commerce des conserves étrangères et les restrictions légales*, n° 75.

c) **BONNE FOI.**

En matière de douanes, l'existence matérielle du fait constitutif de l'infraction suffit pour qu'il y ait lieu à application de la peine, sans qu'il y ait à tenir compte de l'intention du délinquant. La bonne foi n'est donc jamais admise comme excuse. C'est à celui qui déclare un produit à la douane à vérifier, avant de faire cette déclaration, la nature de la marchandise.

VII. — Critique de l'art. 15. — Fraudes qu'il permet.

Quelque stricte qu'ait été l'interprétation de l'art. 15 par les tribunaux, il existe encore un grand nombre de fraudes que son texte ne permet pas de réprimer. A notre avis, les indications d'origine frauduleuses que les importateurs peuvent apposer impunément sur leurs produits se classent en deux catégories. Dans la première, l'indication d'origine est radicalement fausse ; dans la seconde, l'indication d'origine, bien que véritable, est rédigée de manière à induire le consommateur en erreur. Nous allons adopter cette division pour énumérer les principales fraudes autorisées par l'art. 15.

a) **FAUSSES INDICATIONS D'ORIGINE QUE L'ART. 15 NE PERMET PAS DE RÉPRIMER.**

Sous ce titre, nous allons examiner les cas où des marchandises étrangères portant une fausse indication d'origine ne peuvent être saisies en vertu de l'art. 15.

1° *Des produits importés sans marque sont revêtus d'une indication d'origine française.*

L'art. 15 n'exige l'indication du pays d'origine que comme un correctif à des mentions déjà existantes. En conséquence, une marchandise ne portant aucune marque pénétrera librement sur le territoire français. Une fois la marchandise en France, on pourra lui apposer l'indication d'origine que l'on voudra, à condition de n'y pas faire figurer le nom de lieu d'une fabrique française, seul protégé par la loi de 1824.

2° *La frontière franchie, on fait disparaître l'indication d'origine apposée conformément au vœu de l'art. 15.*

L'Administration des Douanes exige un correctif quand les mentions figurant sur les marchandises sont de nature à faire croire à une origine française. En l'absence d'un texte, il est parfaitement licite de supprimer le correctif une fois la frontière franchie ; l'on redonne ainsi toute leur valeur aux mentions que l'Administration des Douanes avait jugées délictueuses.

Cette fraude était très fréquente avant la guerre. Telle fabrique allemande de lampes électriques avait aux environs de Paris une usine où, par des moyens chimiques, on faisait disparaître la mention d'origine gravée sur le verre des ampoules. De même la société hanovrienne du pneu Continental avait dans son usine de Clichy des ouvriers spécialement chargés de découper sur les pneus la languette de caoutchouc portant la mention « importé d'Allemagne ».

3° *Les mentions frauduleuses sont soustraites aux yeux des fonctionnaires des Douanes à l'aide d'une couche de peinture ou de vernis qu'un simple lavage à l'essence permet ensuite de faire disparaître.*

A l'inverse des précédentes, cette fraude a l'avantage de ne nécessiter aucune installation spéciale sur territoire français. La fausse indication d'origine est apposée par le fabricant étranger, puis on la dissimule sous une couche de vernis ou de peinture. Le complice établi en France n'a qu'à procéder à un lavage à l'essence ne demandant aucune connaissance technique. Il fait ainsi réapparaître les mentions frauduleuses qui ont échappé aux investigations de la douane. On ne saurait cependant reprocher aux préposés aux frontières leur manque de perspicacité : ils n'ont ni le temps, ni les moyens de vérifier si chaque couche de vernis appliquée sur un produit ne recouvre pas des mentions illicites.

4° *Pour les produits que leur nature ou leur exigüité ne permet pas de marquer eux-mêmes, on remplace l'emballage portant la véritable indication d'origine par un autre portant une mention d'origine française.*

Il est quantité de marchandises sur lesquelles, en raison de leur nature même, aucune marque ne peut être apposée. Nous pouvons citer les liquides, les produits en poudre ou déliquescents, les conserves en boîtes, etc. D'autres sont trop petits pour pouvoir porter une marque visible : ainsi les épingles, les aiguilles, les clous, etc. Les indications d'origine de ces produits ne peuvent donc figurer que sur les emballages ; mais aucun texte ne punit le fait de changer l'emballage, de transvaser un liquide ou de mettre dans un nouveau sac un produit en poudre. Si le nouveau récipient porte une indication d'origine française, le consommateur sera dans l'impossibilité de reconnaître l'origine étrangère de la marchandise qu'on lui offre. Un droguiste, par exemple, vendra soigneusement enfermé dans une boîte portant son nom et son adresse, un produit chimique qu'il fait venir de Suisse en sacs de 50 kilos.

5. *L'art. 15 ne réprime que les fausses indications d'origine française ; il laisse de côté les fausses indications d'origine étrangère.*

C'est là une grave lacune de notre législation douanière. Si elle permet au consommateur de reconnaître si un produit est français ou étranger, elle lui refuse la possibilité de reconnaître la nationalité exacte du produit qu'il a devant les yeux. L'art. 15 est formel ; les mentions qu'il interdit sont uniquement celles qui sont de nature à faire croire à l'origine française de la marchandise ; il laisse de côté les cas où les mentions sont de nature à faire croire à une origine étrangère autre que la véritable. Ainsi la mention « importé de Suisse » sur un produit allemand n'est pas répréhensible.

Cependant, le fait de déclarer à la douane un produit allemand comme un produit suisse est un délit. Il a été reconnu tel pour permettre à la douane d'appliquer le tarif élevé qui frappe toutes les marchandises ayant transité dans un pays quelconque avant leur entrée en France. Mais aucun texte n'exige la conformité de l'indication d'origine donnée à la douane avec celle qui figure sur le produit lui-même. Il suffit que cette dernière ne soit pas de nature à laisser croire à l'origine française de la marchandise. Ainsi donc, l'objet déclaré allemand à l'Administration de la Douane pourra impunément porter l'indication « importé de Suisse ». L'art. 15 ne

saurait être invoqué dans ce cas, car « importé de Suisse » n'est pas une mention de nature à faire croire à l'origine française de la marchandise.

b) INDICATIONS D'ORIGINE QUI, BIEN QUE VÉRITABLES, SONT RÉDIGÉES
DE MANIÈRE À INDIUIRE LE CONSOMMATEUR EN ERREUR.

1° *La mention d'origine écrite en caractères minuscules est entourée de grandes inscriptions en langue française.*

Cette fraude est facilitée par les faits suivants : d'une part, la jurisprudence a décidé que l'emploi de la langue française sur des produits étrangers ne tombait pas sous le coup des prohibitions de l'art. 15 ; d'autre part, le même art. 15 n'a pas fixé les dimensions du correctif à employer. En conséquence, on laissera pénétrer en France des objets portant en grosses lettres « Produit supérieur », « Qualité garantie », etc., tandis que l'indication d'origine étrangère, imprimée en caractères minuscules, sera reléguée dans un angle.

2° *On profite de la similitude de nom entre un pays étranger et un pays français pour créer la confusion dans l'esprit de l'acheteur.*

Nous avons déjà vu combien il était difficile de déterminer ce qu'il fallait entendre par le « pays » dont le nom doit figurer dans le correctif prévu par l'art. 15. Le consommateur dont les connaissances en géographie sont souvent peu étendues, sera facile à abuser. Ainsi des conserves espagnoles fabriquées au cap Finisterre et portant la mention « Usines à Rebouza-Finisterre » passeront généralement aux yeux de l'acheteur pour un produit du département français du Finistère.

3° *L'indication d'origine est écrite en langue étrangère.*

L'art. 15 n'exige pas que le correctif soit rédigé en langue française. Malheureusement le consommateur français n'est pas souvent un polyglotte, et une mention telle que « Packed in Spain », risque fort de rester incompréhensible pour lui.

4° *Il suffit d'une majuscule enjolivée pour transformer le nom d'une ville étrangère en celui d'une ville française.*

Nous pouvons donner comme exemple de cette fraude la men-

tion « Fabriqué à Rantes » qui, grâce à un R enjolivé, se lira facilement « Fabriqué à Nantes ».

Il semble que les fraudes que nous venons d'énumérer dans cette deuxième partie pourraient être réprimées par une interprétation un peu plus sévère de l'art. 15. En effet, il ne serait pas trop difficile de faire rentrer les produits ainsi marqués dans la catégorie de ceux qui portent un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France, ou qu'ils sont d'origine française. Malheureusement, les fraudeurs profitent de ce que le champ d'application de l'art. 15 est encore assez imprécis. Cela tient à ce que l'autorité chargée d'interpréter le texte même de l'art. 15 n'est pas la même que celle qui doit l'appliquer. En effet, l'interprétation de cet article est réservée au département du Commerce, mais c'est l'Administration des Douanes relevant du département des Finances qui doit le mettre en pratique.

D'un autre côté, la question de juger dans chaque cas particulier la valeur des mentions apposées sur un produit est laissée à la seule décision des agents des douanes. Ces fonctionnaires, malgré toute leur bonne volonté, se trouvent ainsi en présence de problèmes que leur manque de connaissances techniques ou juridiques ne leur permet pas de résoudre. En conséquence, il faut que la fraude soit évidente pour qu'ils se décident à saisir; dans les cas douteux, ils préfèrent fermer les yeux plutôt que d'encourir des responsabilités ou des reproches, au cas où ils se seraient trompés.

Pour remédier à cet état de choses, il faudrait donner à d'autres personnes qu'à l'Administration des Douanes le droit d'intenter des poursuites en vertu de l'art. 15. Il semble que la jurisprudence fasse des efforts dans ce sens. Elle invoque pour cela les articles 1, 2 et 63 du Code d'inst. crim. D'après ces textes, toute personne qui se prétendra lésée par un crime, un délit ou une contravention, pourra se constituer partie civile et réclamer des dommages-intérêts. Le fait d'importer une marchandise en violation de l'art. 15 constitue une concurrence illicite préjudiciable aux industriels et aux commerçants français. On doit donc leur reconnaître le droit d'exercer l'action en réparation du dommage causé, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de leur syndicat.

La Cour de Cassation a appliqué ces principes dans l'arrêt Continental du 26 mars 1914 (*la Loi*, 24 avril 1914); elle constate que le délit de contrebande poursuivi a causé un préjudice aux intérêts collectifs représentés par le syndicat professionnel des caoutchoucs; en conséquence, elle valide la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit de ce syndicat.

VIII. — Réformes proposées.

Pour réprimer les nombreuses fraudes que nous venons d'énumérer, des réformes sont nécessaires. A notre avis, elles doivent porter sur les points suivants :

a) LE DOMAINE D'APPLICATION DE L'ART. 15 DOIT ÊTRE ÉTENDU.

A défaut de texte nouveau, nous devons essayer de tirer tout le parti possible des textes existants. Il serait facile d'arriver à ce résultat. Le texte de l'art. 15 est très général : « *Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers, naturels ou fabriqués portant . . un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française* » Toutes les dérogations admises à ce texte sont le fait de la jurisprudence, ou plutôt de l'Administration. En effet, l'Administration des Douanes a seule qualité pour intenter la poursuite. Si elle juge une mention licite, aucune autre autorité ne pourra venir la contredire.

C'est donc à l'Administration des Douanes qu'il appartient de veiller plus sévèrement que par le passé à l'application de l'art. 15. En particulier, elle doit restreindre le plus possible le nombre des cas où elle admet que la présence d'un correctif suffit à ôter tout caractère délictueux à une mention illicite. Elle devra en outre provoquer un grand nombre de décisions judiciaires pour appuyer son action, non pas sur un règlement intérieur essentiellement variable, mais sur une jurisprudence solidement établie.

Enfin, pour faciliter la tâche si délicate des agents des douanes, il conviendrait de confier à l'Administration des Douanes, et non au

Ministère du Commerce, le soin de régler dans des circulaires, les conditions dans lesquelles la prohibition de l'article 15 doit être appliquée.

b) LE TEXTE DE L'ART. 15 DOIT ÊTRE COMPLÉTÉ SUR PLUSIEURS POINTS.

En ce qui concerne le texte même de l'art. 15, la principale réforme serait d'étendre la protection qu'il accorde aux indications d'origine française à toutes les indications d'origine étrangère. Pour cela, il suffirait d'ajouter quelques mots au texte existant. Il faudrait prohiber à l'entrée tous les produits revêtus d'une indication quelconque *« de nature à faire croire à une origine autre que la véritable. »*

En outre, il faudrait exiger que l'indication d'origine portée sur les annonces, prospectus et autres papiers qui accompagnent la vente fût identique à celle qui figure sur le produit lui-même.

Enfin, il importerait de déterminer dans le texte même de la loi la façon dont sera rédigé le correctif, ainsi que tous les cas où son apposition sera exigée.

Pour réaliser ces réformes, il nous semble inutile de recourir à une loi spéciale modifiant l'art. 15. L'adoption du texte très général que nous proposons dans notre troisième partie intitulée « La réforme à faire » assurera la loyauté des indications d'origine aussi bien sur les produits importés de l'étranger que sur les produits nationaux.

TITRE III

Les indications d'origine obligatoires

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales.

Dans les textes que nous venons d'étudier, le législateur s'est contenté de réprimer les mentions qui pourraient induire le consommateur en erreur. Si l'objet ne porte sur lui-même aucune indication, s'il est anonyme, ces textes le laissent librement circuler. Il est cependant des produits pour lesquels le législateur s'est montré plus exigeant. Non seulement il punit les fausses indications d'origine qu'on pourrait y apposer, mais il exige que ces produits portent d'une façon apparente une marque ou une mention permettant de reconnaître leur origine. Les textes qui contiennent de telles dispositions peuvent être classés en deux catégories, suivant que la marque ou la mention d'origine est exigée sur tous les produits d'un genre déterminé, ou qu'elle n'est obligatoire que pour certains d'entre eux importés de l'étranger.

- a) LA MARQUE OU LA MENTION D'ORIGINE EST EXIGÉE SUR TOUS LES PRODUITS DU MÊME GENRE MIS EN VENTE EN FRANCE.

Nous rencontrons dans la législation française plusieurs lois spéciales imposant une indication d'origine obligatoire à un certain nombre de produits. Quelques unes d'entre elles, sans avoir été formellement abrogées, sont cependant tombées en désuétude. Voici la

liste des produits qui, croyons-nous, portent obligatoirement une marque permettant de reconnaître leur origine.

1° *Les ouvrages des joailliers et orfèvres.*

La loi du 19 brumaire an VI oblige à marquer tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie : 1° du poinçon du fabricant, 2° du poinçon de garantie nationale. Cette loi a été complétée par les décrets du 10 janvier 1860 sur le ruolz et du 26 mai 1860 sur les objets dorés ou argentés par les procédés galvaniques ou électrochimiques. Pour les objets composés en tout ou en partie de platine, le décret du 5 décembre 1912 (J. O. 21 décembre 1912) crée trois poinçons de garantie, l'un pour les ouvrages de fabrication nationale destinés à la vente à l'intérieur; l'autre pour ceux destinés à l'exportation; le troisième destiné à marquer les ouvrages importés.

2° *Les cartes à jouer.*

Les cartes à portrait français livrées à la consommation en France portent sur l'as de trèfle, outre la couronne de feuilles de chêne prévue par l'art. 1 de l'ordonnance du 18 juin 1817, le timbre spécial créé par le décret du 12 avril 1890.

3° *Les eaux minérales artificielles.*

Tout fabricant d'eaux minérales artificielles établi dans le département de la Seine ou dans les communes de Saint-Cloud, de Sèvres et de Meudon, est tenu, en vertu de l'art. 4 de l'ordonnance de police du 21 novembre 1823 (Defert, Code de police p. 452, nos 1922 et s.) de mettre son nom sur chaque bouteille sortant de son établissement. (Trib. comm. Seine, 3 février 1887. *Revue de droit industriel*, p. 360).

4° *Les imprimés.*

L'art. 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse enjoint aux imprimeurs d'inscrire leur nom et leur domicile sur les imprimés sortis de leurs ateliers.

5° *La margarine.*

La loi du 16 avril 1897 dans son art. 9 prescrit les mentions suivantes : dans le commerce en gros, les récipients contenant de la margarine devront indiquer en caractères très apparents le nom et l'adresse du fabricant. Pour le commerce de détail, la margarine doit être mise dans une enveloppe portant en caractères apparents et indélébiles le nom et l'adresse du vendeur.

6° *Les médicaments et substances vénéneuses.*

Les pharmaciens doivent apposer sur tout récipient contenant un médicament délivré par eux une étiquette indiquant, avec leur nom et leur adresse, le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite sur leur registre. (Décret du 14 sept. 1916, art. 23.)

b) L'INDICATION D'ORIGINE N'EST OBLIGATOIRE QUE POUR CERTAINS PRODUITS IMPORTÉS DE L'ÉTRANGER.

Les textes qui exigent l'indication de provenance sur certaines catégories de produits importés de l'étranger sont au nombre de trois :

- 1° *L'art. 2 de la loi du 1^{er} février 1899 sur les vins étrangers ;*
- 2° *La loi du 11 juillet 1906 sur les conserves de sardines, de légumes et de prunes.*
- 3° *La loi du 28 juin 1913 sur les conserves de poissons.*

De ces trois textes le premier est une loi de douane, les deux autres des lois de droit commun. Nous les étudierons ici en détail et nous constaterons les résultats qu'a donnés leur application.

Enfin, nous examinerons la possibilité de généraliser le système des indications d'origine obligatoires en faisant l'exposé critique du projet de loi de M. Lémery, déposé à la Chambre le 10 février 1916.

CHAPITRE II

Article 2 de la loi douanière du 1^{er} Février 1899

I. — Son texte.

La loi sur les Douanes du 11 janvier 1892 prohibe uniquement l'importation des marchandises étrangères portant des indications de nature à faire croire à une origine française; elle n'exige pas que ces marchandises soient revêtues de la mention de leur pays d'origine. Au contraire, la loi du 1^{er} février 1899 déclare dans son art. 2 :

ART. 2. — *« Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile, indicatrice du pays d'origine. »*

Nous retrouvons dans cet article les mêmes expressions que dans l'art. 15 de la loi de 1892; nous ne comprenons pas pourquoi l'Administration des Douanes a refusé de les entendre dans le même sens.

II. — Son interprétation par la circulaire du 6 Février 1899.

La circulaire générale des Douanes du 6 février 1899 fait entre les deux textes les deux distinctions suivantes, tout à fait impossibles à justifier :

1^o En fait de transit, la loi de 1899 ne viserait que le transit ordinaire, à l'exclusion du transit international. La circulaire du

6 février 1899 spécifie en conséquence que le service des douanes doit laisser passer les vins expédiés directement sous ce régime d'un pays étranger dans un autre pays étranger, et qui ne rompent pas charge en France. En effet, ces vins ne peuvent prendre, par le fait de l'emprunt du territoire français en wagons plombés le cachet d'origine que le législateur a voulu empêcher les vins étrangers d'acquérir par un séjour plus ou moins prolongé sur le territoire français. Sauf cette réserve, la loi est applicable à tous les vins importés en France, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils doivent ou non y être consommés.

2° L'absence d'indication de provenance ne constitue, d'après la circulaire du 6 février 1899, ni une contravention fiscale, ni une infraction au droit commun. Elle oblige simplement le service des douanes à s'opposer à l'enlèvement de la marchandise jusqu'à l'apposition de la marque. Cette solution est toute différente de celle donnée par la loi de 1892, d'après laquelle le seul fait de faire franchir à la marchandise prohibée le poteau frontière entraîne la confiscation.

III. — Application de l'art. 2 de la loi du 1^{er} Février 1899.

L'art. 2 de la loi du 1^{er} février 1899 a soulevé de grandes difficultés pratiques dans son application. En effet, comment fallait-il entendre les mots « marque indélébile » qui précisent la nature de la mention indicatrice du pays d'origine à apposer sur les récipients contenant des vins étrangers ? La circulaire déjà citée du 6 février 1899 les interpréta en exigeant que la marque se fit au fer ou au feu sur les caisses et futailles. Devant les protestations des négociants en vins et loueurs de futailles, dont les récipients devenaient inutilisables après cette opération, une décision ministérielle du 31 mai 1899 rendue après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, a admis que l'on devait considérer comme satisfaisant aux prescriptions de la loi du 1^{er} février 1899 l'emploi d'empreintes suffisamment grandes appliquées avec de la peinture à l'huile.

IV. — Critique de l'art. 2 de la loi du 1^{er} Février 1899.

L'art. 2 de la loi du 1^{er} février 1899 s'est montré complètement incapable de réprimer la fraude qu'il voulait atteindre. Les auteurs de cette loi pensaient rendre impossible en France la circulation de vins étrangers ne portant pas l'indication de leur origine. Dans la pratique, il en est tout autrement. Les moyens de tourner la loi sont multiples. En effet, la loi de 1899 étant une loi de douane, l'inscription qu'elle exige n'est vérifiée qu'au passage de la frontière. Dès que la marchandise a pénétré dans la zone de l'intérieur, il est loisible au fraudeur de faire disparaître la mention d'origine étrangère. Pour empêcher cette pratique, le législateur de 1899 avait pris soin de spécifier que la marque apposée sur le récipient devait être indélébile. Nous avons vu la façon étrange dont la décision ministérielle du 31 mai 1899 avait interprété ce dernier mot. Elle autorise une inscription faite avec de la peinture à l'huile. Une telle inscription ne résiste pas à un lavage à l'essence, et les fraudeurs ne se font pas faute d'employer ce procédé.

D'un autre côté, même si la mention d'origine est indélébile, comme l'exige la loi, il reste au fraudeur la possibilité de transvaser son vin du récipient marqué dans un autre qui ne l'est pas. Par exemple, il mettra ce vin dans des bouteilles revêtues d'étiquettes indiquant son nom et son adresse en France.

Enfin, il n'y a pas de sanction à la violation de l'art. 2 de la loi de 1899. La douane ne se reconnaît pas le droit de pratiquer la saisie. Elle s'oppose uniquement à l'enlèvement des futailles jusqu'à ce qu'elles aient été recouvertes des mentions prévues par la loi.

Tout ceci nous explique pourquoi les résultats pratiques de l'art. 2 sont à peu près nuls. Une réforme sérieuse s'impose donc en ce qui concerne les indications d'origine sur les vins étrangers. Nous espérons la voir réalisée prochainement par l'adoption du texte que nous proposons dans notre troisième partie intitulée « La réforme à faire ».

CHAPITRE III

Lois du 11 Juillet 1906 & du 28 Juin 1913.

A. — Loi du 11 Juillet 1906 (1).

La loi du 11 juillet 1906 est la plus récente des lois régissant les indications d'origine. C'est aussi la plus complète. Bien qu'elle soit très spéciale, puisqu'elle s'applique seulement aux conserves de sardines, de légumes et aux prunes, elle est cependant très intéressante à étudier. Elle montre comment le législateur est parvenu à réprimer toutes les indications d'origine frauduleuses dans ces industries.

L'art. 15 de la loi de 1892, comme nous l'avons vu, laisse un certain nombre de fraudes impunies. Ces fraudes sont très diverses, et pour les réprimer, il a été nécessaire d'établir un texte assez long. Aussi, la loi du 11 juillet 1906 ne contient elle pas moins de dix articles.

Voici les deux premiers qui se rapportent plus spécialement aux indications d'origine.

ART 1^{er}. — *Les conserves de sardines, de légumes et prunes étrangères ne pourront, que sous la désignation de leur pays d'origine, être introduites en France pour la consommation, admises à l'entrepôt, au transit ou à la circulation, exposées, mises en vente ou détenues pour un usage commercial.*

L'indication du pays d'origine devra être inscrite sur chaque réceptacle contenant les marchandises, par estampage en relief ou en creux

(1) Le lecteur trouvera une étude très complète de cette loi dans le dernier ouvrage de M. E. Boulay : *Le commerce des conserves étrangères et les restrictions légales*. — Poitiers, Librairie administrative P. Oudin, 1918.

en caractères latins bien apparents d'au moins 4 millimètres, au milieu du couvercle ou du fond et sur une partie ne portant aucune impression.

La même indication devra être inscrite en lettres adhérentes sur les caisses et emballages servant aux expéditions.

ART. 2. — *Les boîtes de conserves de sardines étrangères d'un poids supérieur à 1 kilogramme seront prohibées à l'entrée, exclues du transit, de l'entrepôt et de la circulation.*

I. — Application de la loi de 1906.

a) INDUSTRIES PROTÉGÉES PAR LA LOI DE 1906.

La protection accordée par cette loi aux conserves de sardines s'étend à toutes les conserves de poissons depuis la loi du 28 juin 1913.

En outre, la loi de 1906 s'applique aux légumes proprement dits, conservés dans leur jus ou au naturel, et aux prunes étrangères, notamment aux prunes sèches ou pruneaux importés en sacs, caisses ou tout autre emballage.

La loi du 11 juillet 1906 étant d'interprétation stricte, restent en dehors de son domaine d'application : les conserves de mollusques ou de crustacés, les légumes frais ou simplement salés, secs ou desséchés, les épices préparées, les conserves de fruits, les conserves de viandes même mélangées à des légumes (1).

b) NATURE DE LA MENTION D'ORIGINE.

Dans l'art. 1, le législateur a réglé avec le plus grand soin l'impression du nom du pays d'origine qui doit figurer sur chaque récipient. Cependant tous les emballages ne peuvent supporter l'estampage prévu par le texte même de la loi ; une décision du Ministre du Commerce du 25 janvier 1907 a donc décidé que pour les boîtes en carton ou les sacs renfermant des prunes ou des pruneaux, il

(1) Cf. E. Boulay, op. cit, n° 11.

suffirait d'une inscription faite en lettres adhérentes, non susceptibles d'être enlevées sans détérioration, et apposée au milieu du couvercle ou du fond, sur une partie ne portant aucune inscription.

La désignation du pays d'origine doit être faite en langue française. La formule « importé de... » ou toute autre analogue est inutile, à moins qu'elle ne soit rendue nécessaire par l'application de l'art. 15 de la loi de 1892.

Les conserves qui ne portent pas la mention d'origine prévue par la loi ne peuvent pénétrer sur le territoire français, même pour y être soumises au régime de l'entrepôt ou du transit. Cette interdiction étant contenue dans un texte de droit commun et non dans une loi de douane, s'appliquera également aux zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie.

c) LIMITE DE POIDS IMPOSÉE AUX BOÎTES DE CONSERVES.

L'art. 2 complété par la loi du 28 juin 1913 interdit l'importation en France de boîtes de conserves de poisson d'un poids supérieur à un kilo. Cette prohibition a pour but de réprimer la fraude suivante : on importait de l'étranger de grandes boîtes de sardines ; à leur arrivée en France, les poissons étaient dépotés et placés dans de petites boîtes recouvertes de mentions indiquant une origine française.

Pour être avantageuse, une telle opération doit être faite avec des boîtes de conserves étrangères d'une grande capacité. En interdisant l'importation de boîtes de plus d'un kilo, le législateur l'a rendue trop coûteuse pour que les fraudeurs continuent à la mettre en pratique.

II. — Dérogations à la loi.

Le Ministère du Commerce peut accorder des dérogations au régime établi par la loi du 11 juillet 1906. Il autorise, par exemple, l'apposition du nom du pays d'origine sur une plaquette de métal simplement soudée sur les récipients, ou l'inscription de ce nom en langue étrangère.

Des dérogations de ce genre avaient été consenties à titre général pour la durée de la guerre (1). Elles portaient généralement sur les conserves destinées aux armées ou à la partie du territoire belge non envahie.

III. — Délits prévus par la loi de 1906.

L'art. 3 s'efforce de réprimer les fraudes que la législation antérieure laissait impunies. Ainsi il frappe d'une amende de 100 francs à 2.000 francs :

1° *Ceux qui... par un procédé quelconque auront fait disparaître l'indication de provenance.*

Nous avons vu précédemment que la loi de 1892 étant une loi de douane, les mentions d'origine qui doivent figurer sur le produit pour satisfaire à son art. 15 peuvent être enlevées impunément une fois la frontière franchie. Avec le texte ci-dessus, cette fraude n'est plus possible.

2° *Ceux qui, sur des récipients contenant des conserves de sardines, de légumes ou prunes étrangères auront apposé ou fait apparaître par altération ou substitution des étiquettes ou mentions de nature à faire passer ces produits pour français.*

Nous retrouvons ici les termes mêmes de l'art. 1 de la loi du 28 juillet 1824 ; mais ici, la protection accordée par la loi s'étend à tous les noms de lieux français, tandis que la loi de 1824 ne protège que les noms de lieux où l'on fabrique des articles similaires.

3° *Ceux qui auront placé des conserves de sardines, de légumes ou prunes d'origine étrangère dans des récipients portant un nom de localité de fabrication française ou des indications tendant à faire croire à l'origine française du produit.*

Cette fraude est une de celles que la loi a particulièrement

(1) La liste complète des dérogations à la loi de 1906 est donnée par M. Boulay, op. cit, n^{os} 27-28-29.

visées. Non seulement elle la punit formellement ici, mais pour la rendre impraticable, elle interdit dans l'art. 2 l'importation de boîtes de conserves de sardines d'un poids supérieur à un kilo.

4° Ceux qui sciemment auront vendu, mis en vente ou détenu dans un but commercial ou industriel lesdits produits étrangers sous le nom ou l'apparence de produits français, ou auront trompé l'acheteur sur la nature et la provenance des marchandises.

Les termes de ce dernier paragraphe sont très vastes et visent à réprimer toutes les fraudes possibles. A la fin, nous retrouvons la disposition déjà édictée par la loi du 1^{er} août 1905 ; mais cette loi ne punissait la tromperie sur la nature ou la provenance de la marchandise que si cette tromperie avait été la cause principale de la vente ; la loi du 11 juillet 1906, plus générale, la punit dans tous les cas. Nous ne pouvons qu'approuver le législateur de 1906 d'avoir supprimé une restriction grâce à laquelle la plupart des fraudes visées par la loi du 1^{er} août 1905 demeurerait impunie.

IV. — Personnes qui peuvent agir en vertu de la loi de 1906.

La loi de 1906 est supérieure aux précédentes, non seulement par l'extension qu'elle donne à la définition de la fraude, mais encore par le nombre de personnes à qui elle permet d'en poursuivre la répression. Dans son art. 7, on trouve énumérés ;

- 1° Le Ministère public, soit sur plainte, soit d'office ;
- 2° L'ayant droit à un nom de pays, de région ou de localité ;
- 3° Les syndicats professionnels régulièrement constitués représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude ;
- 4° L'acheteur ou le consommateur lésé, et en général tous ceux qui peuvent justifier d'un intérêt né et actuel.

V. — Saisie.

L'art. 7 permet à tous les intéressés de faire procéder à la saisie. C'est là une mesure très utile. La saisie placera les marchandises

sous la main de la justice dès le début de l'instance et empêchera le fraudeur de les écouler avant le jugement définitif de condamnation.

Enfin, ce même article autorise la saisie de tous les prospectus, circulaires, annonces, papiers de commerce quelconques rédigés de manière à tromper sur la provenance des produits mis en vente. Cette disposition est excellente. Les indications d'origine qui figurent sur les annonces ou papiers qui accompagnent la vente peuvent tromper l'acheteur aussi bien que les mentions inscrites sur le produit lui-même.

B. — Loi du 28 Juin 1918.

Cette loi se borne à rendre les dispositions de la loi du 11 juillet 1906 applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France.

Voici son texte :

ART. 1 — *Les dispositions de la loi du 11 juillet 1906 applicables aux conserves de sardines sont étendues à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France.*

ART. 2. — *La présente loi deviendra obligatoire un an après sa promulgation.*

Nous avons déjà examiné la portée de cette loi au cours de l'étude que nous venons de faire de la loi du 11 juillet 1906. Nous prions donc nos lecteurs de s'y reporter.

CHAPITRE IV

Le projet de loi de M. Lémery

I. — Son but.

Les textes que nous venons d'analyser appliquent le principe de l'indication d'origine obligatoire à un certain nombre de produits limitativement déterminés. Le projet de loi déposé par M. Lémery le 10 février 1916 (Chambre. *Ann.* N° 1758. J. O. p. 129) a pour but d'étendre ce principe à la grande majorité des produits circulant sur le territoire français.

D'après cet auteur, le législateur ne saurait aboutir à un résultat efficace s'il ne réprime que les fausses indications d'origine. Une législation qui veut empêcher le consommateur d'être jamais trompé sur l'origine du produit qu'on lui offre, doit être basée sur le principe de l'indication d'origine obligatoire.

La première conséquence de ce principe est la prohibition absolue de toutes les marchandises anonymes, c'est-à-dire de celles qui ne portent sur elles-mêmes ni signe, ni marque permettant de les identifier. Les producteurs, tant nationaux qu'étrangers, seront donc tenus d'apposer une mention d'origine sur tous les produits qu'ils livrent à la consommation en France.

Cette obligation évitera au consommateur toute erreur sur l'origine de la marchandise. En particulier, il pourra reconnaître facilement un produit étranger d'un produit français. En présence d'un produit anonyme, cette distinction est impossible à faire ; bien plus, un produit anonyme mis en vente en France risque toujours de passer pour un produit français. C'est cette erreur que M. Lémery veut rendre impossible par l'application du texte qu'il propose.

II. — Dispositions principales.

Le principe de l'indication d'origine obligatoire est nettement établi dans l'art. 1 ainsi rédigé :

ART. 1. — *Les objets manufacturés, fabriqués ou travaillés qui seront produits, importés, mis en circulation, détenus dans un but commercial ou industriel, ou admis à l'entrepôt sur le territoire français, devront porter l'indication précise, exacte et sincère du nom du producteur, du lieu et du pays d'origine.*

Si l'on applique ce texte, les objets livrés au commerce en France porteront une telle quantité d'indications d'origine que le consommateur le plus borné ne pourra s'y tromper.

Les autres articles du projet de loi s'efforcent d'appliquer le principe posé à tous les cas qui peuvent se présenter dans la pratique.

L'art. 1 imposait la marque obligatoire aux objets manufacturés; l'art. 2, qui s'occupe des objets non manufacturés, se montre plus libéral. Il n'exige « *l'indication exacte et sincère du pays d'origine* » que si le produit porte « *sur lui-même, sur son enveloppe ou sur son emballage, soit une marque de fabrique ou de commerce, soit un nom de lieu de producteur ou de commerçant* », ou s'il est « *débité dans des paquets, boîtes, vases ou autres contenants étiquetés et scellés à l'avance.* »

Mais il arrive fréquemment que l'objet tel qu'on le vend au consommateur est composé de plusieurs parties ayant chacune une origine différente. Quel sera dans ce cas le pays dont le nom devra figurer sur le produit obtenu ? L'art. 4 décide que ce sera celui qui a « *fourni l'élément principal, la pièce essentielle, la majorité des pièces où le travail le plus coûteux.* »

Il se peut aussi que l'objet ait subi des manipulations dans des pays différents. Dans ce cas, décide l'art. 5, il devra porter « *l'indication du pays où s'est opérée la transformation essentielle, la majorité des manipulations, ou le travail le plus coûteux. A défaut, il portera l'indication du pays de dernière manipulation.* »

L'indication d'origine devra être bien apparente et rédigée en

langue française (art. 9). Elle sera aussi indélébile que possible (art. 10), et un règlement d'administration publique décidera l'application pratique de cette mesure. La langue française restera cependant autorisée pour la rédaction des diverses mentions qui pourront figurer sur le produit (art. 7), mais l'indication de provenance devra être nettement séparée des autres mentions (art. 8).

III. — Critique du projet de loi de M. Lémery.

a) OBJECTIONS DE PRINCIPE.

1° *L'indication d'origine obligatoire n'augmentera pas la vente des produits français.*

La première raison invoquée par M. Lémery en faveur de l'indication d'origine obligatoire est de faire bénéficier les producteurs français de la faveur qui s'attache à leurs produits parce que français. A notre avis, cet argument ne porte pas. Si l'indication d'origine doit véritablement favoriser la vente du produit, le producteur français saura bien la mettre de lui-même sans y être contraint par une loi.

En outre, l'argument de M. Lémery implique que le consommateur recherchera toujours le produit français, c'est-à-dire que le produit français sera toujours supérieur à ses rivaux étrangers. C'est là malheureusement une hypothèse qui ne se vérifiera pas dans la réalité. Quelque habiles que soient les producteurs français, ils ne peuvent se vanter de tenir la tête dans toutes les branches de l'industrie.

Mais peut-être M. Lémery espère-t-il que le consommateur français ou étranger achètera le produit portant l'indication d'origine française non pas dans la pensée d'acquérir un produit supérieur à tous les autres, mais dans l'intention de favoriser l'industrie de la France qu'il aime. Nous ne pouvons partager cet espoir. En matière commerciale, l'intérêt passe avant les plus nobles sentiments.

Ensuite, même si l'acheteur n'est guidé dans son choix que par

le désir de favoriser le développement économique de la France, la réforme proposée par M. Lémery est insuffisante ; l'indication d'origine ne suffit pas, il faudrait en outre indiquer la nationalité de tous les intermédiaires par lesquels la marchandise a passé. C'est souvent à eux que revient la plus grande part de bénéfice dans la vente ; l'acheteur doit donc savoir la nationalité de ceux qu'il favorise. S'il n'a que l'indication d'origine comme élément d'appréciation, il risquera souvent d'aller porter sa clientèle à des revendeurs sujets d'une nation qui n'a pas sa sympathie. Dans ce cas, l'indication d'origine obligatoire ira directement à l'encontre du but que se proposent ses partisans.

2° *Le rôle des produits anonymes.*

La seconde raison invoquée par M. Lémery à l'appui de l'indication d'origine obligatoire est la nécessité d'empêcher la circulation en France de produits anonymes. « Produit anonyme et produit français, c'est tout un pour le consommateur », dit-il.

Il nous semble qu'ici le consommateur envisagé est d'une intelligence au dessous de la moyenne. Un individu à qui l'on propose un produit sans aucune marque ni indication quelconque n'en conclut pas forcément que ce produit est d'origine française, pas plus qu'il n'est persuadé que le monsieur quelconque qu'il croise sur le boulevard est né à Paris. Or, la loi doit être faite pour la moyenne des consommateurs.

Quelle que soit la réglementation proposée, il y aura toujours des acheteurs qu'elle ne pourra protéger. Ainsi la mention d'origine la plus détaillée restera lettre morte pour ceux qui ne savent pas lire. Cette catégorie de consommateurs n'est pas aussi négligeable qu'elle le paraît au premier abord ; dans certains pays étrangers, la Russie, par exemple, seuls les gens instruits pourront reconnaître la mention « France » écrite en caractères latins sur un produit.

D'un autre côté, la liberté du commerce exige qu'on laisse circuler des produits anonymes. La liberté de la marque est une des bases de notre organisation industrielle moderne. On ne peut obliger un fabricant à apposer sa marque sur tous les produits qui sortent de son usine. Souvent, par suite de circonstances indépen-

dantes de sa volonté, une série d'objets se trouve de qualité inférieure. L'obligation de les marquer entraînerait forcément une dépréciation de la marque; il n'est donc pas étonnant que tous les fabricants ayant un nom connu s'opposent à l'adoption d'une indication d'origine obligatoire.

3° *L'indication d'origine obligatoire et le commerce international.*

Comme nouvel argument contre l'indication d'origine obligatoire, nous ferons remarquer que cette réforme apporterait la plus grande gêne au commerce étranger en France; à ce titre, elle méconterait nos amis au même degré que nos ennemis et nous exposerait à des mesures de rétorsion de leur part.

Pour répondre à cette objection, M. Lémery nous donne l'exemple des Etats-Unis d'Amérique qui, malgré les protestations diplomatiques, ont continué à exiger l'indication d'origine sur tous les objets importés. M. Lémery n'a pas tenu compte des faits suivants. Vis à vis des étrangers, les Etats-Unis sont dans une situation très différente de la nôtre. Leur territoire est riche en matières premières et leur ambition est de subvenir à tous leurs besoins par leurs propres moyens; ils peuvent donc sans crainte léser le commerce étranger qu'ils sont en état de supplanter. La France, au contraire, ne saurait se passer de l'aide de ses alliés; elle a besoin des matières premières nécessaires à son industrie. Son intérêt est donc de ne pas indisposer contre elle ceux qui les détiennent.

En adoptant la réforme préconisée par M. Lémery, l'industrie française s'exposerait donc à des mesures de rétorsion que ne sauraient compenser les avantages mis en avant par cet auteur.

4° *Opposition des commerçants français à l'indication d'origine obligatoire.*

Enfin, l'indication d'origine obligatoire a des adversaires résolus en la personne des commerçants. L'indication sur chaque objet du nom et de l'adresse du fabricant leur porterait un préjudice considérable. Leur intérêt est de tenir cachés le nom et l'adresse de leurs fournisseurs; si l'on adoptait la réforme proposée, ils verraient tous

leurs clients s'adresser directement à l'usine sans passer par leur intermédiaire.

Cet inconvénient, très sensible dans le commerce intérieur, l'est encore plus dans le commerce international. Les Anglais en ont fait l'expérience. Grâce à l'indication d'origine, leurs clients avaient appris à se passer d'eux pour s'adresser directement aux Allemands dont le nom figurait sur les produits.

b) NATURE DE LA MENTION D'ORIGINE EXIGÉE.

Examinons maintenant la nature de la mention que M. Lémery veut voir appliquer sur chaque produit. Il faut qu'à première vue, le consommateur puisse distinguer l'origine de la marchandise. L'indication d'origine doit donc être en langue française et en caractères latins. Les fabricants français pourront facilement satisfaire à cette exigence ; il n'en sera pas de même de leurs concurrents étrangers. Ceux-ci marquent leur nom et leur adresse dans leur langue nationale ; les obliger à marquer leurs produits en français, c'est les forcer à modifier leur outillage de façon sensible et par conséquent augmenter leurs frais.

En outre, l'habitude des exportateurs est d'avoir un stock de marchandises qu'ils envoient tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, suivant l'état du marché. La réforme proposée les obligerait à avoir un stock spécial pour la France, stock coûteux qu'ils sont exposés à ne pas écouler, si la demande française ne répond pas à leurs prévisions. Plutôt que de courir ce risque, ils préféreront abandonner tout commerce avec notre pays.

On pourrait être tenté de se montrer satisfait de ce résultat, qui semble favorable à notre industrie nationale ; mais si la France se montre exagérément protectionniste, les autres états useront de représailles à son égard, et c'est notre commerce d'exportation qui en souffrira. Si tous les pays se mettaient à exiger l'indication d'origine dans leur langue officielle, l'exportateur serait obligé d'apposer deux mentions sur son produit : la première en langue française pour satisfaire à sa loi nationale, la seconde dans la langue du pays où il envoie sa marchandise. Si l'exportateur envoie ses produits dans différents pays étrangers, a-t-on songé à la dépense que nécessiterait

l'achat d'un grand nombre de matrices dont chacune ne pourra servir que pour une seule langue ?

Tous ces inconvénients seraient beaucoup moins sensibles si le projet de loi de M. Lémery se contentait de l'indication d'origine dans la langue du pays producteur.

L'indication d'origine doit être sincère et exacte (art. 1 du projet). Cette exigence semble toute simple en théorie ; elle est, au contraire, très difficile à faire respecter dans la pratique. Comment prouver la fausseté d'une indication d'origine étrangère devant un tribunal dont les moyens d'investigation s'arrêtent à nos frontières ? Comment, par exemple, prouver que tel produit importé de Suisse est d'origine allemande ? Le seul moyen à employer contre les fraudeurs serait d'exiger que chaque marchandise importée soit accompagnée d'un certificat consulaire ; mais ce sont là des frais et des pertes de temps ; en outre, a-t-on songé au surcroît de travail que cette pratique occasionnerait à nos représentants à l'étranger ; ils sont trop peu nombreux pour s'acquitter de cette nouvelle tâche.

Dans l'exposé des motifs de son projet de loi, M. Lémery demande également que le nom de lieu soit suivi de l'indication de l'état ou du pays dans lequel il se trouve. Nous avons déjà vu dans notre étude de la loi de 1892 les difficultés soulevées à ce propos. On ne peut définir dans un texte la mention qui doit rendre impossible toute erreur de la part du consommateur peu versé dans la géographie. Il est évident que les indications « Allemagne, Prusse rhénane », citées par M. Lémery, ne tromperont personne ; il n'en sera pas de même de « Hesse » ou de « Waldeck Pyrmon » qui, en Allemagne, ont également rang d'état.

c) PRODUITS SUR LESQUELS DEVRA FIGURER L'INDICATION
D'ORIGINE OBLIGATOIRE.

Quelles sont les catégories de produits qui devront obligatoirement porter une indication d'origine ? M. Lémery répond à cette question par la distinction suivante : les objets manufacturés, fabriqués ou travaillés devront toujours porter l'indication d'origine (art. 1) ; les autres (art. 2) ne seront obligés de la porter que sous

certaines conditions. Essayons maintenant de préciser la nature des produits qui rentrent dans chacune de ces catégories.

Le terme « objets manufacturés, fabriqués ou travaillés » sont si compréhensifs qu'il est difficile de trouver à quels objets peut s'appliquer l'article 2 qui porte sur « tout autre objet produit ».

Dans l'exposé des motifs, M. Lémery donne en exemple les eaux minérales et les farines alimentaires. Cet auteur oublie que, depuis l'arrêt de Cassation du 3 juin 1913 (D. P. 1916. 1. 77), les eaux minérales sont assimilées aux produits fabriqués en ce qui concerne les indications d'origine. Quant aux farines alimentaires, les préparations dont elles ont été l'objet les font incontestablement rentrer dans la catégorie des produits travaillés.

A notre avis, les seuls produits qui ne sont ni manufacturés, ni fabriqués, ni travaillés, sont les fruits et les légumes frais.

Nous ne comprenons pas pourquoi M. Lémery a rédigé un si long article pour une catégorie si minime de produits. Peut-être l'a-t-il écrit pour donner une satisfaction à ceux que la rigueur de l'art. 1 pourrait effrayer. En effet, la théorie contenue dans l'art. 2 est tout à fait opposée à celle qui a inspiré l'art. 1. L'indication d'origine, au lieu d'être obligatoire dans tous les cas, n'est exigée que si le produit porte sur lui-même une marque, un nom, ou une autre indication quelconque. Cette réglementation est parfaite. Elle laisse circuler librement les produits anonymes dont nous avons démontré plus haut l'utilité; l'acheteur ne voyant aucune marque continuera à les acheter à ses risques et périls, mais dès qu'une marque est visible, l'erreur sur la provenance est possible, et la mention d'origine s'impose.

Une autre différence entre les art. 1 et 2 consiste dans le texte de la mention d'origine qu'ils exigent. L'art. 1 réclame l'indication du nom du producteur, du lieu et du pays d'origine; l'art. 2, plus libéral, se contente de l'indication du pays d'origine. Ici encore, la règle posée dans l'art 2 nous semble la meilleure. En n'exigeant pas le nom et l'adresse du fabricant, elle supprime la plus grande partie des inconvénients analysés plus haut, qui résultent d'une indication d'origine trop précise. En résumé, le système établi par l'art. 2 nous semble excellent à tous les points de vue et nous ne voyons pas pourquoi on refuserait de l'appliquer aux objets manufacturés, fabriqués ou travaillés visés par l'art. 1.

d) DIFFICULTÉS SOULEVÉES PAR LE MARQUAGE DE CERTAINS PRODUITS.

Voyons maintenant les dispositions prises par M. Lémery pour assurer le marquage des produits. Il est évident que certains d'entre eux ne peuvent être revêtus d'une indication d'origine, soit à cause de leur taille (épingles, aiguilles), soit en raison de leur nature (produits en poudre ou déliquescents, liquides). Il faut donc exiger l'indication d'origine sur l'emballage. Malheureusement une mention ainsi disposée est à peu près inefficace. Qui veut-on protéger ? Le commerçant ? il sait bien d'où il fait venir sa marchandise ; l'acheteur ? il ne verra pas l'indication d'origine, car le produit sera transvasé hors de sa vue dans son récipient personnel ou dans tel autre que le commerçant aura sous la main.

L'inutilité de l'indication d'origine sur des récipients contenant des liquides a déjà été démontrée par la pratique. L'application de l'art. 2 de la loi du 1^{er} février 1899 qui exige l'indication d'origine sur les vins étrangers n'a jamais donné de résultats.

S'il s'agit de marquer un ensemble d'objets comme un nécessaire de voyage ou un objet composé de plusieurs pièces de provenance différente, nous nous heurtons à des difficultés inextricables. Les solutions données par M. Lémery sont très arbitraires. Elles ont été critiquées avec beaucoup d'esprit par M. Vaunois dans une série d'articles parus dans *l'Effort National* des 21 oct., 18 nov., 25 nov., 16 déc. 1917, sous le titre « Les indications de provenance sur les marchandises étrangères importées en France. »

M. Lémery décide par exemple qu'un produit d'ensemble portera seulement l'indication du pays qui aura fourni l'élément principal, la pièce essentielle, la majorité des pièces ou la partie la plus coûteuse ; à défaut, il portera l'indication du pays où aura été obtenu le résultat final.

Essayons d'appliquer cette formule au nécessaire de voyage donné comme exemple dans l'exposé des motifs. L'origine indiquée sur l'ensemble sera-t-elle celle du sac, de la brosserie ou des flacons ? Toutes les opinions sont soutenables. Décidons-nous pour l'une d'elles. Quel que soit le critérium adopté, il suffira de changer une pièce pour que la mention d'origine primitive devienne fausse. Cela peut être le fait du client qui, par exemple, réclame des bouchons

en argent au lieu de bouchons de nickel, ou même le résultat d'un accident : de la verrerie s'est cassée et doit être remplacée aux frais du vendeur. Dans ce dernier cas, l'indication d'origine devant être indélébile, le commerçant aura le choix ou de ne jamais vendre le nécessaire en question, ou de le vendre avec une indication d'origine frauduleuse.

Prenons un autre exemple : un meuble artistique. L'élément principal est-il le bois étranger ou le bronze national qu'on a employé, ou le travail de l'artiste, ou celui de l'ouvrier ? Pour répondre à cette question, il faudrait commencer par résoudre le problème économique suivant : Quel est le facteur le plus important dans la production : le capital, le travail ou la matière première ? Or, personne ne peut se vanter de l'avoir résolu.

Les emballages devront-ils porter l'indication d'origine qui leur est propre ? Qu'on l'exige ou qu'on ne l'exige pas, la confusion est toujours possible dans l'esprit de l'acheteur. Sur une bouteille de Champagne, par exemple, faudra-t-il indiquer l'origine de la bouteille, de l'étiquette, du bouchon, du fil de fer, du papier doré, etc., ou bien tous ces accessoires seront-ils englobés dans l'indication d'origine « Champagne » ?

La question du marquage est si compliquée que M. Lémery veut charger un règlement d'administration publique d'en régler l'application pratique. Ce système, renouvelé de la loi du 1^{er} août 1905, marque seulement l'impossibilité où a été l'auteur de trouver une solution satisfaisante aux multiples questions qui se posent à cette occasion.

IN. — Conclusion sur le projet de loi de M. Lémery.

En résumé, le projet de M. Lémery constitue une intéressante tentative pour la protection des produits d'origine française. Le principe de l'indication d'origine obligatoire sur lequel il repose peut arriver à d'excellents résultats pour certains produits déterminés, comme ceux que visent les lois du 11 juillet 1906 et du 28 juin 1913. On pourrait peut-être étendre ces dispositions à quelques autres catégories d'objets ; mais exiger l'indication d'origine sur toutes les

marchandises et vouloir en faire une mesure d'application générale aboutirait à des inconvénients beaucoup plus considérables que les avantages que l'on pourrait en retirer.

L'indication d'origine obligatoire n'est donc pas la réforme que nous proposons au régime actuel des indications d'origine. A notre avis, il n'est pas nécessaire que chaque produit porte une indication d'origine ; mais si des mentions figurent sur un produit, elles doivent être sincères ; il ne faut pas qu'elles puissent induire le consommateur en erreur sur l'origine de l'objet. Ce sont ces principes que nous sommes efforcés d'appliquer dans notre troisième partie intitulée « La réforme à faire ».

DEUXIÈME PARTIE

Les Conventions internationales

CHAPITRE PREMIER

Utilité des Conventions internationales.

Nous venons d'étudier le régime intérieur des indications d'origine ; il nous faut examiner maintenant leur protection dans les relations internationales. Sur le marché étranger, la concurrence faite au produit authentique français par le produit faussement marqué est particulièrement redoutable. Le producteur étranger qui indique faussement une origine française pourra livrer à ses compatriotes un produit dont le prix sera forcément très inférieur à celui du produit français. L'acheteur, séduit par le nom d'origine et le bon marché de la marchandise, ira porter sa clientèle au fraudeur. Un Suisse, par exemple, se donnera à bon marché l'illusion de boire du Champagne en acquérant un vin mousseux étiqueté « Champagne » fabriqué dans sa ville natale.

En général, les ressortissants d'un état ne peuvent poursuivre l'usurpation d'un nom d'origine sur le territoire d'un autre état qu'en cas de réciprocité législative. En France, la loi du 26 novembre 1873 décide en cette matière que les lois en vigueur seront applicables au profit des étrangers si dans leur pays la législation ou les traités internationaux assurent aux Français les mêmes garanties.

On est obligé d'en conclure qu'à défaut de dispositions spéciales, l'étranger sera dans l'impossibilité de faire respecter en France le nom de sa localité. Or, la législation française est une des plus complètes en ce qui concerne la répression des fausses indications d'origine. Il en résulte que dans tous les pays qui ne sont pas liés à la France par des conventions diplomatiques, la protection de l'indication d'origine française est inexistante.

Pour remédier à cet état de choses, on a le choix entre deux sortes de textes : d'un côté, des traités particuliers conclus avec chaque état séparément ; de l'autre, des conventions internationales où chaque état contractant est lié avec tous les autres.

Le système des conventions internationales est très supérieur à l'autre. Il établit un texte unique rédigé par les auteurs les plus compétents du monde entier, auquel les divers gouvernements n'ont qu'à donner leur adhésion.

Les Conventions actuellement en vigueur sont au nombre de deux :

I. La Convention de Paris du 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911 ;

II. L'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, également révisé à Washington le 2 juin 1911.

CHAPITRE II

La Convention de Paris.

La Convention de Paris est intitulée « Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle ».

Un seul article, l'art. 10 vise la répression des fausses indications de provenance.

I. — Etats qui ont adhéré à la Convention de Paris.

Avant d'étudier en détail le texte de l'art. 10, il nous semble d'abord nécessaire d'énumérer les pays qui l'ont adopté.

Ce sont, par ordre de date : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France (y compris l'Algérie, la Tunisie et les colonies), l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal (avec les Açores et Madère), la Serbie, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Norvège et la Suède, les Etats-Unis, les Indes néerlandaises, Curaçao, la République Dominicaine, la Nouvelle-Zélande, le Danemark avec les îles Feroë, le Japon, l'Allemagne, le Mexique, Cuba, Ceylan, la Fédération australienne, l'Autriche et la Hongrie, et tout récemment le Maroc.

Malgré la longueur de cette liste, elle est loin de comprendre la totalité des états qui ont avec la France des relations économiques suivies. Nous y remarquons l'absence de la Russie, de la Chine, de la Turquie, de la Grèce, de la Roumanie, du Canada, des Etats de l'Amérique du Sud, à l'exception du Brésil.

II. — L'article 10. — Sa portée restreinte.

L'art. 10, qui vise spécialement la répression des fausses indications de provenance, est ainsi rédigé :

ART. 10. — *Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement comme indication de provenance le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.*

Voyons d'abord quels sont les délits réprimés par cet article. La fausse indication d'origine n'y est pas jugée répréhensible par elle-même ; son caractère délictueux est subordonné à deux conditions. Il faut d'abord la fausse indication d'une localité déterminée, ensuite, que cette fausse indication soit jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Ces deux conditions rendent l'art. 10 tout à fait inefficace. La fraude ne sera punie que si elle est poussée à sa dernière limite. Pour échapper à toute répression, il suffira au fraudeur d'éviter la fausse indication d'une localité déterminée en employant une mention un peu plus générale, ou bien il s'abstiendra d'employer un nom commercial fictif en mettant le sien propre sous la fausse indication d'origine.

III. — Sanctions à la violation de l'art. 10. — L'article 9.

Les sanctions que l'on devra appliquer aux fausses indications de provenance ainsi limitées sont contenues dans l'art. 9. Voici la rédaction définitive de cet article, après les modifications qu'on lui a fait subir à Washington.

ART. 9. — *Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.*

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu ou dans le pays où aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de toute autre personne intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la saisie à l'intérieur, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

Ce nouveau texte, adopté à Washington le 2 juin 1911, marque un progrès sensible sur les précédents. La saisie des marchandises faussement marquées, au lieu d'être facultative, devient obligatoire.

La Convention de 1883 n'autorisait cette saisie que dans le pays où le produit avait été importé; le nouvel article 9 déclare que la saisie aura lieu également dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu.

D'après la Convention de Paris, seuls pouvaient requérir la saisie le Ministère public ou la partie intéressée. L'Administration des Douanes n'avait pas cette faculté. Quand elle constatait une infraction, elle se bornait à en avertir le parquet. Mais avant que le Ministère public ait eu le temps d'intervenir, les marchandises étaient généralement dédouanées et ainsi soustraites aux poursuites. Pour remédier à cet inconvénient, le nouveau texte donne le droit de requérir la saisie à toute personne intéressée, particulier ou société.

Enfin, un pays ne peut plus se refuser à appliquer les Conventions internationales sous prétexte que sa législation n'admet ni la saisie à l'importation, ni la saisie à l'intérieur. Dans ce pays, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi nationale assurerait en pareil cas aux nationaux.

D'après ce qui précède, nous voyons que la répression organisée par l'art. 9 est très complète et très générale. Malheureusement, en ce qui concerne les fausses indications d'origine, ces sanctions ne

sont que bien rarement applicables, tant sont étroites les conditions auxquelles une fausse indication de provenance est réputée répréhensible.

IV. — L'article 10 bis. — Nécessité d'une réforme radicale de la Convention de Paris.

La Conférence de Washington, frappée de l'insuffisance de la protection accordée aux indications de provenance par la Convention d'Union, s'efforça de trouver un texte permettant de compléter l'art. 10. Après de longues discussions, l'accord se fit sur le texte suivant, malheureusement trop vague pour être efficace :

ART. 10 bis. — *Tous les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.*

Malgré cette amélioration, le texte actuel de la Convention de Paris est notoirement insuffisant. Une réforme radicale serait nécessaire. Malheureusement, l'opposition irréductible de certains états fait qu'elle a peu de chances d'être adoptée dans un avenir prochain.

CHAPITRE III

L'Arrangement de Madrid.

I. — Son but.

L'art. 15 de la Convention de Paris permettait aux pays contractants de prendre séparément entre eux des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle. Un arrangement de ce genre a été conclu à Madrid le 14 avril 1891 pour réprimer spécialement les fausses indications de provenance sur les marchandises.

II. — Pays qui l'ont adopté.

Le texte de l'Arrangement de Madrid est beaucoup plus efficace que celui de l'art. 10 de la Convention de Paris, mais à cause de sa sévérité même, il n'a été adopté que par un petit nombre d'états. Ce sont : l'Espagne, la France avec l'Algérie et les colonies, la Grande-Bretagne, le Portugal avec les Açores et Madère, la Suisse, la Tunisie, le Brésil, Cuba et enfin le Maroc (territoire de Protectorat français).

Cette liste est malheureusement très courte. Elle ne comprend qu'un petit nombre des pays où la France exporte ses marchandises. En ce qui concerne la protection des indications de provenance, la plupart des grands Etats en ont donc restée au texte si insuffisant de l'art. 10 de la Convention de Paris.

III. — Dispositions principales de l'Arrangement de Madrid.

L'Arrangement de Madrid fut également révisé à Washington le 2 juin 1911. Actuellement, ses dispositions principales sont les suivantes :

L'art. 1 pose en principe que tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des pays contractants, ou un lieu situé dans l'un d'eux serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits pays.

La supériorité de ce texte sur l'art. 10 de la Convention de Paris est considérable. La fausse indication de provenance devient un délit par elle-même ; il n'est plus nécessaire qu'elle soit jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse. Dès qu'un lieu sera directement ou indirectement indiqué comme origine, la saisie sera obligatoire.

La Convention de Paris ne réprimait que l'usurpation d'un nom de localité. Le mot de localité a un sens des plus étroits ; en France il ne peut s'appliquer qu'aux communes ; une région, une province restent en dehors de sa définition. Réprimer uniquement la fausse indication d'une localité, c'est laisser sans protection toutes les indications un peu plus générales. L'Arrangement de Madrid corrige heureusement la Convention de Paris sur ce point. Il réprime l'usage frauduleux d'un nom de lieu quelconque, ville, province ou état. Point n'est besoin que le nom de lieu figure par lui-même sur le produit ; il suffit que ce lieu soit indirectement indiqué. Une mention telle que « Produit français » tombe donc sous le coup de l'art. 1.

L'art. 2 décide que la saisie aura lieu à la requête soit du Ministère public, soit de toute autorité compétente, par exemple, l'Administration douanière, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

L'article 3 s'occupe spécialement des fraudes commises à l'aide des marques de commerce. On ne saurait empêcher un commerçant d'apposer son nom et son adresse sur les produits qu'il vend, mais

dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production. Cette disposition est excellente ; malheureusement, elle est restée jusqu'ici lettre morte. On ne saurait citer en France aucune application pratique de cet article 3.

IV. — Les appellations génériques.

De toutes les questions concernant les indications de provenance, celle des appellations génériques est une des plus difficiles à résoudre. Il s'agit de noms de lieux qui primitivement furent des indications de provenance, mais qui actuellement servent dans le langage courant à désigner un certain nombre de produits. Ainsi, personne n'attache une valeur d'indication d'origine à des appellations telles que : blanc d'Espagne, eau de Javel ou fromage d'Italie.

Cependant, il faut bien se garder d'étendre outre mesure la liste des produits dans la désignation desquels figure un nom de lieu. La protection des indications de provenance deviendrait alors tout à fait illusoire. Les commerçants malhonnêtes n'hésiteraient pas à déclarer que toutes leurs fausses indications de provenance constituent seulement l'usage d'une dénomination générique.

Quel sera le critérium permettant de distinguer le nom générique de celui qui ne l'est pas ? A cette question particulièrement difficile, l'art. 4 de l'Arrangement de Madrid donne la réponse suivante :

ART. 4 — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

Ce texte ne saurait nous donner entière satisfaction. Confier la solution d'une question délicate aux tribunaux ne présente aucun inconvénient à l'intérieur d'un même pays. En cas de désaccord entre les solutions adoptées en première instance, la Cour Suprême se hâtera d'établir une interprétation unique qui s'imposera à tous.

Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit de faire appliquer une

Convention internationale dans des états différents. Ici, point de Cour Suprême dont les décisions fixeront une fois pour toutes la jurisprudence. Suivant les tendances nationales, chaque pays établira des solutions propres, souvent en contradiction formelle avec celles adoptées par l'état voisin. Dans tel pays, un nom comme « Camembert » pourra être regardé comme une appellation générique, tandis que dans tel autre, il sera protégé comme indication d'origine.

V. — Les indications de provenance des produits vinicoles.

La Conférence de Madrid s'est rendu compte du danger qu'il y aurait à laisser, dans tous les cas, les tribunaux de chaque pays juges du caractère générique de l'appellation de provenance. Elle a fait figurer dans l'art. 4 de l'Arrangement la restriction suivante :

« Les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article. »

En d'autres termes, pour les produits vinicoles, on refuse aux tribunaux le droit de reconnaître génériques des appellations régionales.

C'est là une mesure qui intéresse particulièrement la France, le plus grand producteur de vin du monde entier. Il importait en effet d'interdire à la jurisprudence étrangère de laisser sans protection les noms de Bordeaux ou de Champagne sous prétexte qu'ils ne correspondaient plus qu'à une certaine sorte de vin, et non pas à une indication de provenance. Cependant l'adoption de ce texte n'allait pas sans soulever des protestations violentes.

La principale raison mise en avant par les états qui n'ont pas voulu adhérer à l'Arrangement de Madrid est justement ce refus d'abandonner la question du caractère générique au juge national. Pour nous, au contraire, ce principe est excellent et mérite d'être appliqué à d'autres produits que les produits vinicoles.

VI. — La solution donnée pour les produits vinicoles peut-elle être étendue à d'autres produits ?

A la Conférence de Washington, la délégation française avait demandé d'étendre la réserve finale de l'art. 4 à tous les produits *« tirant du sol, ou du climat, ou de procédés locaux de fabrication leurs qualités essentielles »*. A notre avis, une telle mesure est inapplicable. Elle aboutirait purement et simplement à interdire l'usage de toutes les appellations génériques. L'eau de Cologne ou le velours d'Utrecht tirent leurs qualités essentielles des procédés locaux de fabrication. Peu importe que ces procédés aient été imités dans d'autres pays, car si l'on ne veut protéger que les produits qui n'ont jamais été imités, toute réglementation devient inutile.

On aurait plus de chance de faire aboutir une réforme tendant à interdire les appellations génériques pour les produits *« tirant leurs qualités essentielles du sol et du climat »*. Il suffirait de généraliser quelque peu la restriction déjà admise pour les produits vinicoles. Si les procédés de fabrication peuvent se trouver identiques dans tous les pays du monde, il n'en est pas de même des conditions de sol et de climat.

Cependant, même pour les produits agricoles, nous sommes obligés de reconnaître l'existence de noms d'origine génériques. Le chou de Bruxelles en est un exemple typique. On ne saurait trouver aucune autre dénomination pour ce produit si commun. De même les vigneron, malgré la lutte qu'ils soutiennent contre les appellations génériques, n'hésiteront jamais à désigner certaines vignes sous le nom de plant américain. Il nous semble donc impossible d'étendre par un texte les restrictions contenues dans l'article 4 de l'Arrangement de Madrid.

On ne saurait cependant s'en remettre entièrement aux tribunaux de chaque pays pour trancher la question de l'appellation générique. Ce système aboutit fatalement à des solutions contradictoires. Or, le but des conventions internationales est justement de créer entre les états contractants une certaine unité dans la répression des fausses indications de provenance.

Pour arriver à ce résultat, on propose de dresser la liste des appellations d'origine qui ne pourraient jamais être regardées par les

tribunaux comme noms génériques. La longueur d'une telle liste rend son application bien improbable. Chaque pays tiendrait à honneur d'y faire figurer tous ses produits et cette liste, quelque importante qu'elle fût, serait toujours jugée incomplète par les intéressés.

A notre avis, il serait beaucoup plus simple d'énumérer les appellations d'origine devenues génériques ; autant la première liste serait longue, autant celle que nous proposons serait courte. Chaque pays aurait intérêt à n'y pas laisser inscrire ses produits, et seuls les noms unanimement reconnus comme génériques y figureraient.

On arriverait ainsi à une protection très efficace des indications d'origine. Dans le premier système, il sera toujours loisible au fraudeur de prétendre que le nom qui ne figure pas sur la liste peut être regardé comme générique et impunément employé par lui. Avec le système que nous proposons, aucune discussion n'est possible. Toutes les indications d'origine seront protégées, à l'exception d'un tout petit nombre universellement reconnues comme noms génériques.

TROISIÈME PARTIE

La Réforme à faire

En notre matière, la réforme à faire doit se présenter sous deux aspects : d'un côté, elle assurera la répression de toutes les fausses indications d'origine ; de l'autre, elle accordera une nouvelle protection aux indications d'origine sincères en favorisant la création et le développement des marques collectives.

Deux textes sont donc nécessaires : le premier sera une loi pénale qui, s'inspirant des lois existantes, s'efforcera d'en combler les lacunes ; le second sera la loi attendue depuis si longtemps, qui réglera en France le statut des marques collectives.

PREMIÈRE SECTION

La répression des fausses indications d'origine.

Pour compléter la répression des fausses indications d'origine telle qu'elle est organisée actuellement, le législateur a le choix entre deux moyens : ou bien il révisera en partie l'un des textes déjà existants, ou bien il élaborera un texte entièrement nouveau.

Compléter un texte ancien et qui a déjà fait ses preuves est la solution qui paraît tout d'abord la plus sage. De l'avis de tout le monde, c'est la loi de 1824 qui s'est montrée la plus efficace pour réprimer les fausses indications d'origine. On pourrait, semble-t-il, y introduire quelques nouvelles dispositions, et l'on obtiendrait ainsi un texte qui donnerait toute satisfaction aux intéressés. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Une réforme de ce genre ranimerait sans doute d'anciennes querelles comme celles qui suivirent l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Nous sommes donc obligés d'accorder notre préférence à un texte entièrement nouveau.

CHAPITRE PREMIER

Analyse du projet de loi adopté au Congrès du Génie Civil (mars 1918).

Parmi tous les textes qui ont été proposés, le plus récent et, à notre avis, le meilleur, est celui qui a été adopté au congrès du Génie Civil en mars 1918, sur le rapport de M. Vaunois. A une légère modification près, il reproduit le texte du projet élaboré par la Commission technique de l'Office national de la Propriété industrielle sur le rapport de M. Allart. Nous le reproduisons ici en entier :

ART. 1. — *Quiconque sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente ou vendus en France, ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc., aura apposé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.*

ART. 2. — *Seront également punis des peines prévues par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui, par addition, retranchement ou par altération quelconque des mentions primitivement portées sur les produits, par des annonces, brochures, circulaires, prospectus et affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongère, par une affirmation verbale ou par tout autre moyen, auront fait croire à l'origine française de produits étrangers, ou, pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère.*

ART. 3. — *Toute personne intéressée, consommateur, commerçant ou fabricant, lésée par la tromperie, sera recevable à en poursuivre la répression.*

Tous syndicats ou unions de syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts de l'industrie ou du commerce de tous produits ou marchandises quelconques pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits prévus par la présente loi ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

ART. 4. — *L'art. 463 du Code pénal sera applicable, même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.*

ART. 5. — *La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.*

I. — Caractère très général du projet.

Ce qui frappe dès l'abord, c'est la généralité de ce texte. Dans sa rédaction, il s'inspire évidemment de la loi de 1824 ; mais il lui est supérieur sur un grand nombre de points. Le projet protège aussi bien les produits naturels que les produits fabriqués, seuls visés par la loi de 1824 ; il laisse de côté la division arbitraire proposée par M. Lémery entre les produits travaillés et ceux qui ne le sont pas.

Toutes les fausses indications d'origine sont réprimées ; qu'elles figurent sur le produit lui-même, sur son emballage ou sur les papiers qui l'annoncent au public. La loi de 1824 ne protégeait que les noms de lieu où l'on fabriquait des objets semblables ; le projet protège tous les noms de lieu sans aucune distinction. Enfin, point n'est besoin d'une fausse indication d'origine expresse : pour qu'il y ait délit, il suffira d'une indication quelconque de nature à faire croire à une origine différente de la véritable origine française ou étrangère. Cette dernière disposition est excellente. Son caractère général rend impossible toute discussion au sujet de son application ; tout se

ramène à une question de fait souverainement tranchée par les tribunaux.

Contrairement au régime établi par l'art. 15 de la loi de 1892, ce n'est pas seulement l'origine française qui est protégée ; le projet réprime également la fausse indication d'origine étrangère. Avec un pareil texte, un commerçant ne pourra plus offrir au consommateur une cravate viennoise en lui garantissant qu'elle est anglaise, ou un outil allemand certifié américain. Par contre, le projet laisse librement circuler tous les produits soit français, soit étrangers, qui ne portent ni marque, ni signe, ni indication quelconque, en un mot, les produits anonymes. Nous avons déjà démontré dans notre étude du projet Lémery la nécessité de cette tolérance ; nous n'y reviendrons pas ici.

II. — La question des marques de commerce.

La question qui se pose à propos de la marque de commerce est beaucoup plus délicate. Elle est formellement prévue dans l'art. 1 du projet. La législation française a toujours autorisé un commerçant à apposer une marque sur tous les objets qu'il met en vente. Mais il faut éviter que cette marque puisse passer aux yeux de l'acheteur pour une indication d'origine. L'art. 1 reconnaît donc un caractère délictueux à la marque de commerce si elle est de nature à faire attribuer à l'objet une origine autre que la véritable. Pour éviter toute erreur, le commerçant sera donc tenu d'accompagner sa marque personnelle d'une mention rendant impossible toute erreur sur l'origine. C'est là une importante restriction à la liberté de la marque de commerce. En sa faveur nous pouvons invoquer un précédent relativement ancien dans les relations internationales. Dans l'Arrangement de Madrid du 16 avril 1891, l'art. 3 est ainsi conçu :

ART. 3. — « *Les présentes dispositions (celles qui visent les fausses indications de provenance mentionnant un des pays signataires de l'Arrangement) ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente ; mais dans ce cas, l'adresse ou le nom doit*

être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production. »

Malheureusement, ce texte est resté théorique. Même dans les pays signataires de l'Arrangement de Madrid, en France par exemple, aucune sanction n'a été donnée à ce principe. Le projet, en interdisant l'apposition de marques de commerce de nature à faire croire à une origine autre que la véritable, vient donc combler une très sérieuse lacune dans notre législation.

III. — Améliorations apportées à la loi du 1^{er} Août 1905.

Le projet de loi adopté au congrès du Génie Civil vient également compléter la loi du 1^{er} août 1905, si imparfaite en ce qui concerne la répression des fausses indications d'origine. Il punit la tromperie sans exiger qu'elle ait été la cause principale de la vente : restriction qui ôtait toute efficacité au texte de 1905. D'un autre côté, le législateur n'avait reconnu le droit de poursuivre la fraude qu'au consommateur victime de la tromperie; le projet, beaucoup plus libéral, accorde ce droit à toute personne lésée, particulier ou syndicat.

Enfin, le projet ignore le système des délimitations administratives. Il se rallie au contraire au système des délimitations judiciaires. En effet, avant de juger si telle mention est de nature à faire croire à une origine autre que la véritable, le tribunal sera obligé de décider quelle est l'origine véritable du produit envisagé. Pour les produits vinicoles, par exemple, c'est lui qui tranchera la question de savoir si les produits de tel vignoble déterminé pourront être vendus au public sous le nom d'une région connue.

En ce qui concerne les manipulations que l'on peut faire subir à un produit naturel sans lui faire perdre le droit à l'indication d'origine, le texte permet également de s'en remettre entièrement à l'appréciation des tribunaux. Nous avons déjà analysé les avantages de ce système à la fin de notre étude de la loi de 1905 (1).

(1) Voir p. 22 et suiv.

A notre avis, il est impossible de fixer dans un texte les manipulations que l'on pourra légitimement faire subir à un produit naturel tel que le vin sans lui faire perdre ses qualités essentielles. Nous donnons donc toute notre approbation au projet adopté au congrès du Génie Civil, car il laisse le tribunal juger librement dans chaque cas particulier si telle manipulation pratiquée sur un vin déterminé a un caractère licite ou frauduleux.

IV. — La protection accordée aux indications d'origine française.

Dans son art. 1, le projet adopté au congrès du Génie Civil vise spécialement la fraude consistant à donner l'apparence de produits français à des marchandises d'origine étrangère. Cette fraude est déjà réprimée par l'art. 15 de la loi de 1892. Néanmoins, il importe de la faire rentrer également dans le cadre du projet proposé. L'art. 15 est notoirement insuffisant pour atteindre toutes les fausses indications d'origine sur les produits étrangers. C'est un texte de douane. En conséquence, il n'autorise l'examen des mentions portées sur un produit qu'au moment de la vérification en douane. Dès que la marchandise a pénétré dans la zone de l'intérieur, les dispositions de l'art. 15 ne lui sont plus applicables. Le fraudeur pourra donc impunément modifier ou faire disparaître les mentions sur le vu desquelles l'Administration a laissé librement pénétrer l'objet étranger.

Le projet adopté au congrès du Génie Civil vient compléter l'art. 15 sur ce point. Il interdit de modifier d'une façon quelconque les mentions primitivement portées sur un produit. Ainsi, il punira la fraude si fréquente actuellement qui consiste à faire disparaître du produit le correctif exigé par l'Administration des Douanes. De même, il permettra de réprimer l'apposition de fausses indications d'origine sur des produits importés de l'étranger sans marque ni indication quelconque. Enfin, pour les produits que leur taille ou leur nature empêche de marquer par eux-mêmes, il empêchera le fraudeur de changer l'emballage pour le remplacer par un autre portant une indication d'origine différente de la véritable.

En particulier pour les vins, le projet vient donner un complé-

ment indispensable à l'art. 2 de la loi de 1899 exigeant l'indication d'origine sur tous les vins étrangers. D'un côté, il empêchera le fraudeur de faire disparaître la mention d'origine obligatoirement apposée sur les futailles; de l'autre, il interdira de vendre ces vins dans des récipients portant une indication d'origine différente de celle qu'ils avaient à leur passage à la frontière.

V. — **Appréciation du projet de loi adopté au Congrès du Génie Civil (mars 1918).**

Malgré son caractère très général, le projet adopté au congrès du Génie Civil ne tombe pas dans les exagérations que nous avons signalées au cours de notre étude sur le projet Lémery. Il n'exige pas l'indication d'origine sur tous les produits, et c'est pourquoi il n'est pas obligé d'entrer dans les prescriptions minutieuses qui sont le point faible de ce projet. Laissant au juge la plus grande liberté d'appréciation en ce qui concerne la valeur des indications d'origine figurant sur un produit, ses dispositions peuvent avoir un caractère très général. Un texte de ce genre ne se heurtera donc pas à de grandes difficultés dans la pratique.

En résumé, le projet adopté au congrès du Génie Civil réalise un grand progrès sur les textes étudiés précédemment. Il vient heureusement combler la plupart des lacunes que nous avons signalées dans les textes existants, et par conséquent, il doit servir de base à toutes les réformes que l'on peut proposer au régime actuel des indications d'origine. Il nous suffira de compléter certaines de ses dispositions pour obtenir le texte définitif que nous proposons à l'attention du législateur.

CHAPITRE II

Critique du projet de loi adopté au congrès du Génie Civil (mars 1918.)

Le texte du projet que nous venons d'analyser est le plus récent et, par conséquent, le plus complet de tous ceux qui ont été proposés jusqu'ici. A notre avis, il est encore insuffisant. Dans bien des cas, il ne parviendra pas à empêcher la circulation en France de produits revêtus de fausses mentions d'origine destinées à tromper l'acheteur.

I. — Le projet laisse en dehors de la répression la marchandise elle-même.

Le principal défaut du projet adopté au congrès du Génie Civil est de laisser en dehors de la répression qu'il organise la marchandise elle-même. Nous sommes ici en présence d'un texte pénal : « *Qui-conque... sera puni.* » Seul l'auteur du délit pourra être atteint; quant à la marchandise frauduleusement marquée, aucune mesure n'est prise pour l'empêcher de se répandre sur le marché français. Le texte proposé n'atteint donc la fraude que dans la personne de son auteur. Si cet auteur ne peut être puni pour une raison quelconque, la fraude ne sera réprimée d'aucune façon.

II. — Cas où l'indication d'origine frauduleuse ne pourra pas être réprimée.

Le fait de ne prendre aucune mesure contre les marchandises frauduleusement marquées aura des conséquences très différentes

suivant que la fausse indication d'origine aura été apposée en France ou à l'étranger.

a) DÉLIT COMMIS EN FRANCE.

Si le délit a été commis en France, il est des cas où le délinquant ne pourra être poursuivi : par exemple, il est mort ; l'action s'éteint donc avec lui ; mais ses héritiers pourront écouler librement tous les produits frauduleusement marqués par le défunt. Dans d'autres cas, le délit sera couvert par la prescription ; le délinquant lui-même pourra vendre impunément les marchandises qu'il aura recouvertes d'indications d'origine mensongères.

Supposons maintenant que l'auteur du délit ait été poursuivi ; que deviendront tous les objets frauduleusement marqués par lui ? Le texte adopté au congrès du Génie Civil ne le dit pas. En l'absence de dispositions formelles, le président du tribunal ne se reconnaîtra sans doute pas le droit d'autoriser la saisie. Le projet reproduit dans ses dispositions générales la loi de 1824, et nous avons vu que la saisie n'a jamais été pratiquée en cas de violation de cette loi. A notre avis, cette abstention est critiquable ; l'art. 54 du décret du 30 mars 1808 donnant au président du tribunal la faculté d'autoriser toutes les mesures d'urgence lui permettrait de rendre une ordonnance autorisant la saisie ; mais avec la jurisprudence actuelle, le texte adopté au congrès du Génie Civil ne permettra pas la saisie de la marchandise.

Cet inconvénient est d'autant plus sensible que la confiscation de la marchandise frauduleusement marquée ne pourra pas être prononcée par le tribunal en même temps que la condamnation. Cette peine contenue dans l'art. 423 du Code pénal n'a pas été reproduite dans l'art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, auquel nous renvoie le projet étudié.

En conséquence, les marchandises portant de fausses indications d'origine ne pouvant être ni saisies, ni confisquées, resteront dans la circulation. Même après sa condamnation, le fraudeur pourra les vendre, à moins qu'il ne se soit hâté de les livrer à des intermédiaires dès le début de l'instance. Des fraudeurs particulièrement malhonnêtes pourront même mettre à profit le temps qui s'écoulera

entre le commencement de la poursuite et le jugement définitif de condamnation pour marquer frauduleusement un grand nombre de produits qu'ils pourront continuer à vendre malgré leur condamnation.

b) DÉLIT COMMIS A L'ÉTRANGER.

Supposons maintenant que le délit a été commis à l'étranger. Dans ce cas, le projet proposé ne nous donne aucun moyen de le réprimer. Son texte punit uniquement l'auteur de la fausse indication d'origine. Si cet auteur est à l'étranger, il ne pourra être atteint par une loi française dont l'*imperium* s'arrête aux frontières. Mais la marchandise qu'il a faussement marquée, si elle n'a pas été saisie par l'Administration des Douanes en vertu de l'art. 15, pourra librement circuler sur le territoire français, car aucune mesure n'est prise contre la marchandise elle-même.

Le texte adopté au congrès du Génie Civil ne nous offre donc aucun moyen de protection contre toutes les fausses indications d'origine apposées à l'étranger. C'est là une grave lacune dans un projet qui veut particulièrement protéger les indications d'origine française et défendre l'industrie nationale contre la concurrence étrangère.

Cependant il existe un texte réprimant l'apposition de fausses indications d'origine sur des marchandises importées en France. Si l'art. 15 de la loi de 1892 permettait d'arrêter à la frontière tous les produits portant des mentions d'origine mensongères, la lacune signalée au texte du projet perdrait beaucoup de son importance.

Malheureusement, l'art. 15 est loin d'être toujours efficace. Au cours de l'étude que nous lui avons consacrée, nous avons énuméré un grand nombre de fausses indications d'origine que son texte ne permet pas de réprimer. Le projet adopté au congrès du Génie Civil ne viendrait le compléter que dans certains cas, par exemple, en interdisant de modifier les mentions dont le produit était revêtu lors de son passage à la douane; mais un grand nombre de fausses indications d'origine tolérées par l'art. 15 resteraient encore sans répression.

L'art. 15 prohibe à l'importation uniquement les produits por-

tant des mentions de nature à faire croire à une origine française. Si la mention indique une fausse origine étrangère et non une fausse origine française, le produit pourra librement pénétrer sur le territoire français. Le projet étudié ne vient combler en rien cette lacune ; il prévoit bien le cas d'une fausse indication d'origine étrangère, mais c'est uniquement pour en punir l'auteur. Si donc le délit a été commis à l'étranger, aucune sanction n'est applicable. Ainsi, en dépit de la réforme proposée, on pourra continuer à vendre en France du papier à lettres viennois dans des boîtes recouvertes d'inscriptions anglaises, tandis qu'un outil allemand sera présenté au public revêtu de la mention « importé de Suisse ».

Enfin, il arrive souvent qu'un produit revêtu de mentions illicites pénètre sur le territoire français malgré la prohibition de l'article 15. En effet, l'application de cet article est confiée uniquement à l'Administration des Douanes. Si donc le fonctionnaire préposé à la frontière n'a pas vu la fausse indication d'origine ou même si, l'ayant vue, il ne lui reconnaît pas un caractère répréhensible faute de connaissances techniques suffisantes, la marchandise frauduleusement marquée pénétrera librement en France, sans qu'aucun recours soit possible de la part des producteurs français lésés. L'art. 3 du projet leur donne bien le droit de poursuivre l'auteur de la fausse indication d'origine, mais si cet auteur a commis son délit à l'étranger, une poursuite engagée en France ne pourra l'atteindre.

CHAPITRE III

Les modifications que nous proposons au texte adopté au congrès du Génie Civil (mars 1918).

Les modifications que nous proposons au texte adopté au congrès du Génie Civil sont de deux sortes : les premières porteront sur la forme, les secondes sur le fond.

I. — Modifications de forme.

a) LA RÉDACTION DE L'ARTICLE I LAISSE À DÉSIRER.

En ce qui concerne la forme, il nous semble que la rédaction de l'art. 1^{er} laisse à désirer. Nous le reproduisons ici :

ART. I. — Quiconque sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus en France, ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc., aura apposé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire, s'ils sont étrangers, qu'ils ont été fabriqués en France, ou qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

A notre avis, ce texte n'est pas clair. La définition des mentions qui seront regardées comme délictueuses ne nous satisfait pas, pour deux raisons :

Dabord, les mots « s'ils sont étrangers » semblent s'appliquer aux deux hypothèses successivement énumérées : « s'ils sont étran-

gers, qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère. » Nous ne croyons pas que telle ait été l'intention de l'auteur du projet.

D'un autre côté, le mot « fabriqué » employé seul dans une disposition spéciale d'un texte qui porte sur les produits naturels comme sur les produits fabriqués, est de nature à soulever de sérieuses difficultés dans la pratique.

b) LA RÉDACTION NOUVELLE QUE NOUS PROPOSONS.

En présence de ces imperfections, il nous semble nécessaire de modifier la rédaction de l'art. 1 du projet, au moins dans sa dernière partie. Nous proposons le texte suivant :

« Quiconque sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus en France, ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc. aura apposé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire à l'origine française de produits étrangers, ou, pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'art. 1 de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu. »

II. — Modifications de fond.

a) LES MESURES NOUVELLES QUE NOUS PROPOSONS.

Malgré cette modification de détail, le projet adopté au congrès du Génie Civil est encore très imparfait. Il est donc nécessaire de le compléter par de nouvelles dispositions. Son principal défaut est de punir uniquement l'apposition de la fausse indication d'origine, sans interdire la mise en vente de la marchandise faussement marquée.

Pour combler cette lacune, il faudrait édicter des mesures nouvelles contre les marchandises délictueuses et frapper de peines correctionnelles tous ceux qui les mettront en vente sur le territoire français. En conséquence, nous proposons d'appliquer à la marchan-

dise elle-même les peines de la saisie et de la confiscation ; pour les complices qui aident l'auteur principal à écouler les produits faussement marqués dans la consommation, nous demandons qu'on les frappe des peines prévues dans la loi du 1^{er} août 1905.

b) TEXTE DU NOUVEAU PARAGRAPHE A AJOUTER A L'ART. 1 DU PROJET.

Pour réaliser les réformes que nous venons d'énumérer, il suffirait d'ajouter à l'art. 1 du projet modifié précédemment un second paragraphe ainsi conçu :

« Quiconque aura vendu, exposé ou mis en circulation des produits revêtus des indications ci-dessus prévues, sera passible des mêmes peines. Les objets du délit seront saisis et confisqués. »

c) LE NOUVEAU TEXTE COMBLE TOUTES LES LACUNES
PRÉCÉDEMMENT SIGNALÉES.

A notre avis, l'adjonction de ce nouveau paragraphe comble toutes les lacunes que nous avons signalées dans le projet adopté au congrès du Génie Civil. Avec un pareil texte, aucun produit ne pourra plus être livré à la consommation en France sous une indication d'origine autre que la véritable.

Même si l'auteur de la fausse indication d'origine n'a pu être puni, soit parce qu'il est mort, soit parce que son délit est prescrit, la marchandise délictueuse ne pourra plus être offerte au public, car dans le nouveau texte, la mise en vente est considérée comme un délit distinct. Si le délit de fausse indication d'origine a été commis à l'étranger, peu importe maintenant que l'auteur principal soit à l'abri de toute poursuite ; son complice, installé en France, pourra toujours être atteint et puni par la loi française.

Pour terminer, le nouveau paragraphe que nous proposons d'ajouter à l'art. 1 ordonne la saisie et la confiscation de la marchandise frauduleusement marquée. Pour éviter que l'acheteur soit trompé, il est beaucoup plus nécessaire de prendre des mesures contre la marchandise elle-même que contre l'auteur de la fausse indication d'origine. Le consommateur ne s'inquiète guère de savoir

si cet auteur a été puni ou non ; il demande seulement que l'objet du délit ne puisse servir à le tromper. C'est donc dans son intérêt, plus encore que dans celui du concurrent lésé, que nous demandons la saisie et la confiscation de la marchandise. Ces deux mesures se complètent l'une l'autre.

Peut-être ne serait-il pas nécessaire de mentionner spécialement la saisie dans un texte nouveau. A notre avis, le président du tribunal pourrait l'ordonner en vertu du décret du 30 mars 1808 qui l'autorise à prendre toutes les mesures d'urgence. Néanmoins, nous la faisons figurer ici, car nous ne croyons pas que les tribunaux aient jamais usé de cette faculté en matière de fausse indication d'origine.

La confiscation des marchandises portant une fausse indication d'origine est également nécessaire. Nous ne comprenons pas pourquoi cette peine, contenue dans l'art. 423 du Code pénal, ne se retrouve pas dans la loi du 1^{er} août 1905. Nous proposons de la rétablir ici. La confiscation prononcée soit au profit de l'Etat, soit au profit du concurrent lésé, est la meilleure façon d'empêcher la marchandise revêtue de fausses indications d'origine de se répandre clandestinement dans la consommation.

CHAPITRE IV

Sens de l'expression : « signe ou indication quelconque de nature à faire croire à une origine différente de la véritable. »

I. — Interprétation par la jurisprudence d'une formule analogue contenue dans l'art. 15 de la loi de 1892.

Le texte que nous proposons, s'il est adopté, interdira en France la circulation de tous produits portant *« un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire à une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère. »*

Cette formule est tout à fait générale. A notre avis, elle permet de réprimer toutes les mentions qui dissimuleraient au consommateur la véritable origine du produit. Malheureusement, nous craignons fort que les tribunaux ne soient pas toujours de cette opinion. Il est probable qu'ils interpréteront le texte que nous proposons de la même façon qu'ils ont interprété l'art. 15 de la loi de 1892 qui prohibe à l'entrée tous produits portant *« un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française. »*

Les mentions permises actuellement en vertu de l'art. 15 sont bien souvent de nature à tromper le consommateur sur la véritable origine du produit. L'adoption du texte que nous proposons, reproduisant la formule employée dans cet article, ne modifiera en rien cette jurisprudence. Une réforme radicale est donc nécessaire. M. Vaunois a spécialement étudié la question dans son rapport présenté à la section X du congrès du Génie Civil (mars 1918).

II. — Nécessité de modifier la jurisprudence en ce qui concerne les produits étrangers portant un nom ou une marque.

D'après M. Vaunois, il est urgent de prendre des mesures nouvelles contre les produits étrangers importés en France recouverts d'un nom ou d'une marque. Pour les produits ainsi marqués, la jurisprudence actuelle distingue soigneusement entre le producteur étranger qui a une succursale en France et celui qui n'en a pas. Dans les arrêts *Drossner* et *Continental*, déjà analysés au cours de notre étude de l'art. 15, la Cour de Cassation refuse au premier le droit de faire figurer son nom sur les articles qu'il importe et le reconnaît au second.

Cela peut s'expliquer en théorie. Si l'étranger n'a pas de succursale en France, le produit marqué à son nom a été nécessairement fabriqué à l'étranger; par contre, s'il a une usine en France, il faut empêcher toute confusion entre les objets qu'il fabrique à l'étranger et ceux qu'il fabrique en France.

Dans la pratique, cette distinction est inacceptable. Elle suppose que si l'étranger n'a pas de succursale en France, toute erreur est impossible sur l'origine étrangère de ses produits. Rien n'est plus faux. L'acheteur ne peut connaître les noms de tous les producteurs français pour en conclure que tel nom inconnu doit être étranger. S'il a des doutes sur la nationalité du fabricant, comment pourra-t-il les éclaircir ? Il sera tenté de se décider d'après la consonnance plus ou moins française du nom qu'il a sous les yeux. Or un nom d'aspect très français peut fort bien appartenir à un étranger, tandis qu'un nom à consonnance étrangère est parfois celui d'un fabricant français.

Si reconnaître l'origine à l'aide d'un nom est déjà difficile, que faut-il penser du cas où le produit est marqué simplement avec des initiales ? Il y a toutes les chances possibles pour que le consommateur se croie en présence d'une marque française.

Continuant l'interprétation donnée par la Cour de Cassation, l'Administration des Douanes fait la distinction suivante : si le fabricant a une succursale en France, ses initiales seront prohibées ; s'il

n'en a pas, elles sont licites. En partant de ce principe, on arrive à décider que les lettres A. B. prêtent à confusion, tandis que la marque C. D. indique nettement une origine étrangère.

Il est nécessaire de mettre fin à ce régime de distinctions purement arbitraires. A notre avis, la présence seule d'un nom de fabricant est de nature à faire croire à l'origine française du produit. Nous nous joignons donc à M. Vaunois pour demander que chaque fois qu'un produit étranger pénétrera en France revêtu du nom ou des initiales de son auteur, une indication d'origine spéciale soit exigée.

La jurisprudence actuelle déclare également incapable de tromper sur l'origine étrangère une marque constituée par une image quelconque ou même par des emblèmes ou des mots français. C'est là une opinion que nous ne pouvons partager. Il est absolument impossible au public de se rendre compte de la nationalité étrangère de produits ainsi marqués. Comment un écolier qui achète une gomme « Eléphant » peut-il deviner qu'il favorise une marque autrichienne, ou une maison allemande quand on lui offre un appareil de photographie « Idéal » ? Le particulier qui brûle des briquettes « Union » reconnaît-il la marque d'un des plus puissants syndicats d'outre-Rhin ? La marque « la Gallia » apposée sur une machine allemande n'est-elle pas de nature à faire croire à une origine française ?

La jurisprudence n'autorise pas l'application de l'art. 15 aux produits ainsi marqués. Il est vraisemblable qu'elle ne leur appliquera pas non plus les dispositions du projet que nous proposons. Il nous semble donc nécessaire de compléter ce projet par un nouvel article dont la rédaction nous est donnée par M. Vaunois dans la Conclusion II de son rapport au congrès du Génie Civil (mars 1918).

« Toute marchandise importée en France et mise en vente avec un nom ou une marque devra porter en outre, en caractères manifestement apparents, l'indication du pays d'origine avec le mot « importé » ou, de toute façon, une mention exclusive de toute erreur sur l'origine »,

Ces dispositions auraient comme sanctions celles que nous avons proposées plus haut.

DEUXIÈME SECTION

La protection des indications d'origine sincères

I. — Les marques collectives de producteurs et les indications d'origine.

La seconde réforme que nous demandons, c'est de compléter la protection des indications d'origine sincères par la promulgation d'un texte de loi donnant un statut complet aux marques collectives. Ces marques existent déjà en fait ; le droit international les reconnaît, et au point de vue de la loyauté des indications d'origine, elles sont appelées à rendre des services inappréciables.

Quand une indication d'origine figure sur un produit quelconque, cela signifie simplement que l'apposition de la mention d'origine n'a pas été faite en violation de la loi. Or, les lois actuelles sont très imparfaites : quantité de fausses indications d'origine ne sont pas réprimées par elles. Ce n'est donc pas parce que telle mention est licite qu'elle est nécessairement sincère. Par contre, si l'indication d'origine figure dans une marque collective, il y a beaucoup plus de chances qu'elle soit véritable. Son authenticité est garantie non seulement par la loi, mais encore par le groupement propriétaire de la marque collective.

Cela ne veut pas dire que la présence de la marque collective permettra toujours de reconnaître l'origine d'un produit. Une marque collective peut être la propriété de commerçants revendeurs ; dans ce cas, elle sera loin d'offrir toutes les garanties désirables en ce qui concerne l'origine de la marchandise ; mais dans la majorité des cas, la marque appartiendra à un groupe de producteurs ayant tous droit à l'indication d'origine ; on pourra donc être sûr que les produits qui en seront revêtus proviennent bien de la région célèbre.

Pour éviter toute erreur sur la nature même du groupement propriétaire de la marque collective, le consommateur n'aura qu'à se reporter au règlement d'emploi de la marque. Il y trouvera énu-

mérées toutes les conditions qu'un produit doit remplir pour avoir le droit d'être revêtu de la marque collective. Il pourra se rendre compte de l'origine exacte du produit, de sa composition, et de la part de matières premières étrangères à la région qu'il peut contenir.

II. — Les marques collectives compléteront la réglementation établie par le texte législatif.

Les dispositions contenues dans le règlement d'emploi de la marque collective seront supérieures à celles qui pourraient figurer dans une loi, même complétée par un règlement d'administration publique. La loi est immuable, elle est générale et doit s'appliquer à tous les produits de toutes les régions. Le règlement privé, au contraire, est essentiellement modifiable. Il tient compte de toutes les variations qui se produisent dans les conditions de la production, il entre dans tous les détails techniques et s'adapte aux progrès faits chaque année. Enfin, dans la plupart des cas, il sera rédigé par des auteurs spécialement compétents qui seraient les premiers à souffrir de son insuffisance.

Tous ces avantages seront particulièrement sensibles dans le cas où il s'agit de délimiter une région dont les produits sont réputés. Dans notre étude de la loi de 1905, nous avons déjà fait la critique des délimitations administratives; la délimitation judiciaire, beaucoup plus équitable, a l'inconvénient d'être fragmentaire. Le nombre de procès qu'elle implique est considérable et, avec la lenteur de la justice, il faudra attendre plusieurs générations avant de voir achevée par elle la délimitation d'une région un peu vaste comme la Champagne ou le Bordelais. En attendant, le consommateur achetant une bouteille étiquetée « Bordeaux » ne sera jamais sûr d'avoir un vin venant effectivement de cette région. Il en sera tout autrement si la mention « Bordeaux » est accompagnée d'une marque collective. Dans ce cas, il suffira de se reporter au texte réglant l'emploi de la marque pour savoir exactement où le vin qui en est revêtu a été récolté.

D'un autre côté, la marque collective certifierait que les manipulations auxquelles un produit naturel a été soumis n'en ont pas altéré

l'origine. Pour les vins, par exemple, la réglementation du coupage est impossible à établir sans l'aide des marques collectives. Toutes les réglementations législatives proposées jusqu'ici sont inacceptables. Nous ne saurions admettre le système de la loi allemande qui fixe à 49 o/o la proportion de vin étranger que l'on peut ajouter à un vin de cru. Le système quantitatif, ainsi que nous l'avons déjà démontré (Cf. p. 28), aboutit à faire vendre des vins identiques sous des indications d'origine différentes. Il reste donc à confier aux tribunaux le soin de réprimer toutes les manipulations qui modifieront le caractère essentiel du vin d'origine ; mais cette action sera souvent insuffisante, car elle n'atteindra que les fraudes avérées.

Les marques collectives nous offrent une solution élégante de la question. La seule façon de réglementer le coupage, c'est d'en fixer les modalités dans les moindres détails. Mais cette fixation ne peut être établie une fois pour toutes, elle doit changer chaque année suivant l'état de la récolte. Seule une réglementation élaborée par l'ensemble des producteurs de la région pourra décider que dans telle année particulièrement bonne, le vin de cru se suffira à lui-même, tandis que dans telle autre mois favorisée, le coupage sera licite avec tel vin déterminé et dans telles proportions.

Le système des marques collectives, par le nombre des indications d'origine qu'il peut protéger, est également supérieur à celui des délimitations administratives. Ce dernier système ne peut s'appliquer qu'à certaines grandes régions particulièrement célèbres. On ne saurait demander à un règlement d'administration publique de protéger des produits tels que la blanquette de Limoux, le nougat de Montélimar ou les pieds de cochon de Sainte-Menehould. Par contre, on arrivera facilement à ce résultat par l'emploi de marques collectives propriété des producteurs de ces régions.

Les marques collectives peuvent également protéger les appellations d'origine en les empêchant de devenir génériques. L'appellation d'origine sera beaucoup mieux défendue par un syndicat propriétaire d'une marque collective qu'elle ne l'est actuellement par des habitants agissant isolément. Certains pays étrangers ont tendance à augmenter sans cesse la liste des appellations génériques. Le dépôt dans ces pays d'une marque collective des producteurs de la région ne leur permettra plus de regarder le nom de lieu comme

générique. En effet, dans toutes les législations actuellement en vigueur, la protection accordée aux marques est toujours plus efficace que celle dont bénéficient les indications d'origine.

III. — Les marques collectives et la protection des indications d'origine française.

Enfin, la création de marques collectives intersyndicales permettra d'authentifier l'origine française d'un produit. Sur le marché français, ces marques permettront au consommateur qui veut encourager l'industrie nationale de reconnaître à coup sûr un produit français. A l'étranger, elles empêcheront les producteurs français d'être victimes d'une concurrence déloyale de la part de certains contrefacteurs.

La présence d'une marque collective appartenant à des producteurs français certifiera au consommateur étranger qu'il a devant les yeux un produit véritablement français, et non pas un objet de provenance douteuse habillé à la française. Ainsi, les marques collectives permettront à l'industrie française de profiter de la faveur dont ses produits jouissent à l'étranger.

Certains auteurs, comme M. Lémery, ont pensé atteindre ce résultat par l'emploi d'une indication d'origine obligatoire sur tous les produits français. Nous avons déjà montré (p. 77 et suiv.) les inconvénients de ce système ; il se heurte à une difficulté fondamentale : à quelle condition un produit aura-t-il le droit de porter la mention d'origine « France » ? Pour les objets composés de pièces ou de parties séparées, les distinctions proposées par M. Lémery sont tout à fait arbitraires. Cependant, nous doutons fort qu'on en trouve de meilleures. C'est donc le système tout entier qui est defectueux.

LA MARQUE « UNIS-FRANCE »

L'impossibilité où l'on se trouve de définir dans un texte législatif les conditions auxquelles un produit sera réputé français rend inacceptable l'adoption d'une Marque Nationale ou d'une Marque d'Etat. La supériorité des marques collectives intersyndicales s'aff-

firme ici nettement. Leurs nombreux avantages ont été mis en lumière par M. Legouéz, président de l'Union Nationale Intersyndicale, propriétaire de la marque « Unis-France ». (*Œuvre Economique*, N° du 25 janvier 1917). Seuls des spécialistes sont à même de décider si un produit dans lequel il entre une plus ou moins grande quantité de matières premières ou de pièces d'origine étrangère est un produit français. En outre, cette décision devra être modifiable.

Suivant le développement de l'industrie française, le critérium permettant de reconnaître l'objet français se modifiera constamment. On ne peut donc songer à le fixer dans une loi ou dans un règlement administratif. Pendant un certain temps, on pourra admettre l'origine française d'un objet composé en partie d'éléments étrangers introuvables sur le marché national; mais dès que l'industrie française pourra produire ces éléments à un prix marchand, cette tolérance sera supprimée. M. Legouéz cite l'exemple des lampes à incandescence : avant la guerre, leurs verres ne pouvaient venir que de Bohême; depuis 1914, on en fabrique en France. Dorénavant, on refusera le droit à l'indication d'origine « France » à toutes les lampes dont les verres proviendront de l'étranger.

Enfin, on ne saurait reconnaître une origine française à des objets qui, bien que fabriqués sur territoire français, l'ont été par des ouvriers étrangers utilisant des machines ou des capitaux étrangers. Un certain nombre de projets de lois ont été rédigés pour déterminer les conditions dans lesquelles une société aura droit à la nationalité française. Les textes actuels sont très insuffisants. Ils permettent à nombre d'entreprises étrangères de se faire passer pour françaises. Le système des marques collectives intersyndicales rendra de grands services en cette matière. Ainsi, d'après le règlement de la marque « Unis-France », auront seuls droit à la marque les industriels français de naissance ou naturalisés depuis plus de quinze ans, sauf dérogation amplement justifiée.

Déterminer la nationalité d'une société est une tâche beaucoup plus délicate. Actuellement, nous ne connaissons pas de critérium permettant de reconnaître une société française d'une société étrangère. Le règlement de la marque « Unis-France » ne saurait donc établir aucune règle fixe. Il confie au Syndicat le soin de trancher dans chaque cas la question de la nationalité d'une entreprise déter-

minée. Avant de rendre leur décision, on recommande aux membres de s'entourer de toutes les garanties possibles pour déjouer les multiples combinaisons qui dissimuleront les maisons étrangères. Enfin, on pourra toujours en appeler de la décision du Syndicat devant le tribunal d'appel intersyndical.

Ainsi, la marque collective syndicale ou intersyndicale pourra servir à certifier exacte l'indication d'origine d'un produit quelconque, tant au point de vue des éléments qui le composent qu'au point de vue des capitaux et du travail qui ont été nécessaires à sa production.

CONCLUSION

Parvenus au terme de cette étude, nous arrivons aux conclusions suivantes :

Les lois qui régissent actuellement les indications d'origine sont défectueuses. Les fraudes les plus nuisibles à l'intérêt des producteurs sont encore tolérées. Il importe d'y mettre fin le plus rapidement possible.

Pour aboutir à ce résultat, une réforme partielle d'un des textes en vigueur nous semble insuffisante. Il serait difficile d'y faire rentrer une répression complète de toutes les fausses indications d'origine ; d'autre part, on court le risque de réveiller de violentes discussions dans le genre de celles qui ont suivi l'application de la loi du 1^{er} août 1905.

Nous proposons donc l'adoption d'un texte entièrement nouveau qui, par des dispositions très générales, permettra de réprimer toutes les fausses indications de nature à tromper le consommateur sur la véritable origine du produit.

Le projet auquel nous nous rallions est celui qui a été adopté au congrès du Génie Civil (mars 1918) sur le rapport de M. Vaunois. A une légère modification près, il reproduit le texte élaboré par la Commission technique de l'Office national de la Propriété industrielle sur le rapport de M. Henri Allart. Nous y trouvons cependant certains défauts : d'un côté, la rédaction de l'art. 1 n'est pas claire, de l'autre, le projet tout entier se borne à punir l'auteur de la fausse indication d'origine, sans prendre aucune mesure pour empêcher le produit frauduleusement marqué de se répandre dans la consommation.

Pour remédier à ces imperfections, nous proposons d'abord

une rédaction nouvelle de l'art. 1. Ensuite, nous complétons cet article par un paragraphe qui réprimera spécialement la mise en circulation des produits portant une indication d'origine mensongère. Les auteurs de ce nouveau délit seront passibles des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905 ; la marchandise frauduleusement marquée sera saisie et confisquée.

Nous aboutissons donc au texte suivant :

ARTICLE PREMIER. — *Quiconque sur des produits naturels ou fabriqués, détenus ou transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus en France, ou sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes, étiquettes, etc., aura apposé une marque de fabrique ou de commerce, un nom, un signe ou une indication quelconque de nature à faire croire à l'origine française de produits étrangers, ou pour tous produits, à une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère, sera puni des peines prévues par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.*

Quiconque aura vendu, exposé en vente ou mis en circulation des produits revêtus des indications ci-dessus prévues sera passible des memes peines. Les objets du délit seront saisis et confisqués.

ART. 2. — *Seront également punis des peines prévues par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ceux qui, par addition, retranchement ou par une altération quelconque des mentions primitivement portées sur les produits, par des annonces, brochures, circulaires, prospectus ou affiches, par la production de factures ou de certificats d'origine mensongère, par une affirmation verbale ou par tout autre moyen, auront fait croire à l'origine française de produits étrangers ou, pour tous produits, une origine différente de leur véritable origine, française ou étrangère.*

ART. 3. — *Toute personne intéressée, consommateur, commerçant ou fabricant, lésée par la tromperie, sera recevable à en poursuivre la répression.*

Tous syndicats ou unions de syndicats formés conformément à la loi du 24 mars 1884 pour la défense des intérêts de l'industrie ou du com-

merce de tous produits et marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits prévus par la présente loi ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

ART. 4. — *L'art. 463 du Code pénal sera applicable, même en cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.*

ART. 5. — *La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.*

Ce texte est très général. Cependant, nous ne croyons pas qu'il soit de nature à modifier la jurisprudence de la Cour de Cassation en ce qui concerne les produits étrangers introduits en France revêtus d'un nom ou d'une marque. S'appuyant sur des distinctions purement théoriques, la Cour de Cassation n'exige l'indication du pays d'origine que sur certains d'entre eux.

Cette jurisprudence met souvent le consommateur dans l'impossibilité de reconnaître l'origine étrangère d'un produit ainsi marqué. Pour y mettre fin, nous proposons de compléter le projet ci-dessus par le texte proposé par M. Vaunois dans la Conclusion II de son rapport au congrès du Génie Civil (mars 1918).

Toute marchandise importée en France et mise en vente avec un nom ou une marque devra porter en outre, en caractères manifestement apparents, l'indication du pays d'origine avec le mot « importé » ou, de toute façon, une mention exclusive de toute erreur sur l'origine, le tout sous les peines et sanctions visées dans le texte de loi proposé plus haut.

Mais il ne suffit pas de réprimer les fausses indications d'origine, il faut encore augmenter la protection que l'on a accordée jusqu'ici aux indications d'origine sincères. Pour arriver à ce résultat, le meilleur moyen est, à notre avis, de donner un statut définitif aux marques collectives. Plusieurs projets de loi ont déjà été proposés à ce sujet. Sans prendre parti pour aucun d'eux, nous nous bornons à

signaler l'utilité incontestable des marques collectives de producteurs en ce qui concerne les indications d'origine. La présence d'une marque collective connue certifiera au consommateur que le produit provient véritablement de la région indiquée comme origine et qu'il possède toutes les qualités que l'on peut attendre d'un produit de cette région.

Vu le Président,

J. HITIER.

Vu le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu, et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

Bibliographie

- Annales des Douanes. — Revue administrative bi-mensuelle. P. Oudin, éditeur à Poitiers.
- Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire, fondée par Pataille, 1855-1911. 39 volumes.
- E. BOULAY. — Le commerce des conserves étrangères et les restrictions légales. Poitiers. Librairie administrative, P. Oudin, 1918.
- » — La question du « Made in Germany », Revue de Paris, 1^{er} avril 1916.
- » — Recueil chronologique de jurisprudence en matière de douanes (1794-1917). P. Oudin, éditeur à Poitiers.
- L. COQUET. — Les indications d'origine et la concurrence déloyale. Paris, Eug. Rey, 1913.
- L. DEFERT. — Code de Police. Paris 1905
- HAUET. — Propositions de loi concernant les marques collectives de fabrique et de commerce (28 janvier 1915). Doc. parlém. Chambre. Ann. n° 566 - J. O. p. 183.
- JENOUVRIER. — Rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels ou fabriqués, et à la protection des appellations d'origine (Doc. parl. Sénat, 3 juillet 1914, Ann. n° 353.)
- J. HITIER. — La protection des appellations d'origine en ce qui concerne spécialement les produits agricoles. (Bulletin de novembre-décembre 1916 de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.
- L. LACOUR. — Les fausses indications de provenance. Paris 1904.
- LEGOUËZ. — Voir « l'OEuvre économique », n° du 25 janvier consacré aux marques collectives.
- LÉMERY. — Proposition de loi ayant pour objet la protection des produits d'origine française, 10 fév. 1916. Doc. parlém. Chambre, Ann, n° 1758 - J. O., p. 129.

- MONIS. — La délimitation des régions de production. Thèse. Paris, 1900.
- L'Œuvre économique, n° du 25 janvier 1917 consacré à des enquêtes sur les marques collectives.
- PILLET et CHABAUD. — Le régime international de la propriété industrielle (droit français et conventions internationales). Paris, 1911.
- Pouillet, Taillefer et CLARO. — Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale en tous genres. 6^e édition, 1912.
- La Propriété industrielle. — Organe officiel du bureau international pour la protection de la propriété industrielle, Berne, à partir de 1885.
- Recueil général de la législation et des traités concernant la propriété industrielle, 5 vol., Berne, 1896-1909.
- RIBEYRE. — Rapport sur le projet de loi du gouvernement du 6 juin 1916, les propositions de loi Hauet et Lémery, 16 mars 1917. Doc. parlam. Chambre, Ann., n° 3135-J. O., p. 530.
- TAILLEFER. — Des modifications à apporter à la législation sur la répression des fausses indications de provenance. Rapport présenté à la séance du conseil de l'Association française pour la protection de la propriété industrielle, le 28 juin 1917.
- P. VALLÉ. — La fausse indication de provenance des produits vinicoles. Thèse, Paris 1904.
- A. VAUNOIS. — Les dessins et modèles de fabrique. Paris 1898.
- » — Les indications d'origine sur les marchandises étrangères importées en France. — Articles parus dans l'« Effort National », n°s du 11 oct., 18 nov., 25 nov., 16 et 23 déc. 1917.
- » — Les marques collectives. — Articles parus dans l'« Effort National », n°s du 18 avril, 15 mai, 30 juin 1918.
- » — Les indications d'origine sur les marchandises étrangères. — Rapport présenté à la Section X du Congrès du Génie Civil (mars 1918).
- VITU. — La question des délimitations régionales. Thèse. Paris 1912.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

La Législation française

TITRE PREMIER

Lois de police intérieure

CHAPITRE PREMIER

Loi du 28 Juillet 1824

I. — TEXTE DE LA LOI	5
a) <i>Sens des mots « produits fabriqués »</i>	6
b) <i>Sens des mots « lieu de fabrication »</i>	10
II. — RÉPRESSION ORGANISÉE PAR LA LOI DE 1824.	11
III. — EXTENSION DE LA LOI DE 1824 AUX ÉTRANGERS.	14
IV. — CRITIQUE DE LA LOI DE 1824. — FRAUDES QU'ELLE PERMET.	14
V. — RÉFORMES PROPOSÉES A LA LOI DE 1824.	15

CHAPITRE II

Loi du 1^{er} Août 1905

I. — ANALYSE DE LA LOI.	17
a) <i>Texte</i>	17
b) <i>Contrats auxquels s'applique la loi de 1905</i>	18
c) <i>La tromperie doit être la cause principale de la vente</i>	18
d) <i>Tentative</i>	19
e) <i>Personnes qui peuvent agir en vertu de la loi de 1905</i>	19
II. — APPLICATION DE LA LOI DE 1905.	20

III. — CRITIQUE DE LA LOI DE 1905.	21
IV. — RÉFORMES PROPOSÉES AU RÉGIME DES INDICATIONS D'ORIGINE TEL QU'IL A ÉTÉ ÉTABLI PAR LA LOI DE 1905	22
<i>Thèse des vignerons.</i>	23
1. Obligation d'entreposer et de manipuler les vins de cru dans des dépôts spéciaux	24
2. Utilisation d'acquits spéciaux pour le transport des vins de cru.	25
3. Création d'un registre spécial chez les marchands de vins en gros	26
<i>Thèse des commerçants.</i>	26
<i>Le système quantitatif. — Sa critique.</i>	28
V. — CONCLUSION SUR LA LOI DE 1905.	29

CHAPITRE III

Loi du 1^{er} Juillet 1906.

TITRE II

Les dispositions douanières.

CHAPITRE PREMIER

Loi du 23 Juin 1857, article 19.

I. — SON TEXTE.	34
II. — INDICATION DE PROVENANCE D'UN LIEU IMAGINAIRE.	35
III. — APPPOSITION D'UNE MENTION D'ORIGINE INEXACTE D'ACCORD AVEC LE FABRICANT FRANÇAIS	36
IV. — SANCTIONS.	37
a) <i>Saisie.</i>	37
b) <i>Confiscation.</i>	38
c) <i>Paiement des droits de douane.</i>	38
d) <i>Extension du délai d'action.</i>	38

CHAPITRE II

Article 15 du Tarif général des douanes de 1892.

I. — SON TEXTE	39
II. — APPLICATION DE L'ARTICLE 15	40
a) <i>Impossibilité de l'appliquer « stricto sensu »</i>	40
b) <i>Evolution de la jurisprudence.</i>	40
III. — MARQUES AUXQUELLES S'APPLIQUE LA PROHIBITION DE L'ARTICLE 15	42

IV. — NATURE DE LA MENTION DESTINÉE A FAIRE CONNAITRE LA VÉRITABLE ORIGINE DU PRODUIT	46
V. — EXCEPTIONS A L'ARTICLE 15 DU TARIF GÉNÉRAL DES DOUANES DE 1892.	49
a) <i>Echantillons sans valeur.</i>	50
b) <i>Produits distribués à titre de réclame.</i>	50
c) <i>Imprimés, Gravures, Estampes</i>	50
d) <i>Éléments de fabrication</i>	51
e) <i>Marques ou indications apposées sur les emballages</i>	52
f) <i>Produits en transit</i>	53
g) <i>Marchandises d'origine française réimportées de l'étranger</i>	54
VI. — SANCTIONS DE LA VIOLATION DE L'ARTICLE 15.	55
a) <i>EFFET DE LA PROHIBITION</i>	55
b) <i>Pouvoirs de l'administration. — Force probante des procès-verbaux.</i>	56
c) <i>Bonne foi</i>	57
VII. — CRITIQUE DE L'ART. 15. — FRAUDES QU'IL PERMET	57
a) <i>Fausse indication d'origine que l'art. 15 ne permet pas de réprimer.</i>	57
1° <i>Des produits importés sans marque sont revêtus d'une indication d'origine française.</i>	
2° <i>La frontière franchie on fait disparaître l'indication d'origine apposée conformément au vœu de l'article 15</i>	58
3° <i>Les mentions frauduleuses sont soustraites aux yeux des fonctionnaires des Douanes à l'aide d'une couche de peinture ou de vernis qu'un simple lavage à l'essence permet ensuite de faire disparaître</i>	58
4° <i>Pour les produits que leur nature ou leur exigüité ne permet pas de marquer eux-mêmes, on remplace l'emballage portant la véritable indication d'origine par un autre portant une mention d'origine française</i>	58
5° <i>L'art. 15 ne réprime que les fausses indications d'origine française; il laisse de côté les fausses indications d'origine étrangère.</i>	59
b) <i>Indications d'origine qui, bien que véritables, sont rédigées de manière à induire le consommateur en erreur</i>	60
1° <i>La mention d'origine écrite en caractères minuscules est entourée de grandes inscriptions en langue française.</i>	60
2° <i>On profite de la similitude de nom entre un pays étranger et un pays français pour créer la confusion dans l'esprit de l'acheteur.</i>	60
3° <i>L'indication d'origine est écrite en langue étrangère</i>	
4° <i>Il suffit d'une majuscule enjolivée pour transformer le nom d'une ville étrangère en celui d'une ville française.</i>	60
VIII. — RÉFORMES PROPOSÉES	62
a) <i>Le domaine d'application de l'art. 15 doit être étendu</i>	62
b) <i>Le texte de l'art. 15 doit être complété sur plusieurs points</i>	63

TITRE III

Les indications d'origine obligatoires.

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales.

- a) *La marque où la mention d'origine est exigée sur tous les produits du même genre mis en vente en France.* 64
- 1° Les ouvrages des joailliers et orfèvres. — 2° Les cartes à jouer. 65
- 3° Les eaux minérales artificielles. — 4° Les imprimés. 65
- 5° La margarine. — 6° Les médicaments et substances vénéneuses 66
- b) *L'indication d'origine n'est obligatoire que pour certains produits importés de l'étranger.* 66

CHAPITRE II

Article 2 de la loi douanière du 1^{er} Février 1899.

- I. — SON TEXTE. 67
- II. — SON INTERPRÉTATION PAR LA CIRCULAIRE DU 6 FÉVR. 1899. 67
- III. — APPLICATION DE L'ART. 2 DE LA LOI DU 1^{er} FÉVRIER 1899. 68
- IV. — CRITIQUE DE L'ART. 2 DE LA LOI DU 1^{er} FÉVRIER 1899. 69

CHAPITRE III

Lois du 11 Juillet 1906 et du 28 Juin 1913.

- A. — LOI DU 11 JUILLET 1906 70
- I. — APPLICATION DE LA LOI DE 1906. 71
- a) *Industries protégées par la loi de 1906* 71
- b) *Nature de la mention d'origine.* 71
- c) *Limite de poids imposée aux boîtes de conserves* 72
- II. — DÉROGATIONS A LA LOI 73
- III. — DÉLITS PRÉVUS PAR LA LOI DE 1906 73
- 1° *Ceux qui... par un procédé quelconque auront fait disparaître l'indication de provenance.* 73
- 2° *Ceux qui, sur des récipients contenant des conserves de sardines, de légumes ou prunes étrangères auront apposé ou fait apparaître par altération ou substitution des étiquettes ou mentions de nature à faire passer ces produits pour français.* 73
- 3° *Ceux qui auront placé des conserves de sardines, de légumes ou prunes d'origine étrangère dans des récipients portant un nom de localité de fabrication française ou des indications tendant à faire croire à l'origine française du produit* 73

4° Ceux qui sciemment auront vendu, mis en vente ou détenu dans un but commercial ou industriel lesdits produits étrangers sous le nom ou l'apparence de produits français, ou auront trompé l'acheteur sur la nature et la provenance des marchandises.	74
IV. — PERSONNES QUI PEUVENT AGIR EN VERTU DE LA LOI DE 1906	74
V. — SAISIE	74
B. — LOI DU 28 JUIN 1918	75

CHAPITRE IV

Le projet de loi de M. Lémery.

I. — SON BUT.	76
II. — DISPOSITIONS PRINCIPALES	77
III — CRITIQUE DU PROJET DE LOI DE M. LÉMERY	78
a) <i>Objections de principe.</i>	78
1° L'indication d'origine obligatoire n'augmentera pas la vente des produits français	78
2° Le rôle des produits anonymes.	79
3° L'indication d'origine obligatoire et le commerce international	80
4° Opposition des commerçants français à l'indication d'origine obligatoire.	80
b) <i>Nature de la mention d'origine exigée</i>	81
c) <i>Produits sur lesquels devra figurer l'indication d'origine obligatoire.</i>	82
d) <i>Difficultés soulevées par le marquage de certains produits</i>	84
IV. — CONCLUSIONS SUR LE PROJET DE LOI DE M. LÉMERY.	85

DEUXIÈME PARTIE

Les Conventions internationales

CHAPITRE PREMIER

Utilité des Conventions internationales

CHAPITRE II

La Convention de Paris

I. — ETATS QUI ONT ADHÉRÉ A LA CONVENTION DE PARIS.	89
II. — L'ARTICLE 10. — SA PORTÉE RESTREINTE	90
III. — SANCTIONS A LA VIOLATION DE L'ART. 10. — L'ART. 9	
IV. — L'ART. 10 <i>bis</i> . — NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME RADICALE DE LA CONVENTION DE PARIS.	92

CHAPITRE III

L'Arrangement de Madrid.

I. — SON BUT	93
II. — PAYS QUI L'ONT ADOPTÉ	93
III. — DISPOSITIONS PRINCIPALES DE L'ARRANGEMENT DE MADRID.	94
IV. — LES APPELLATIONS GÉNÉRIQUES	95
V. — LES INDICATIONS DE PROVENANCE DES PRODUITS VINICOLES.	96
VI. — LA SOLUTION DONNÉE POUR LES PRODUITS VINICOLES PEUT-ELLE ÊTRE ÉTENDUE A D'AUTRES PRODUITS ? . . .	97

TROISIÈME PARTIE

La Réforme à faire

PREMIÈRE SECTION

<i>La répression des fausses indications d'origine.</i>	99
---	----

CHAPITRE PREMIER

Analyse du projet de loi adopté au Congrès du Génie Civil (mars 1918)

I. — CARACTÈRE TRÈS GÉNÉRAL DU PROJET	101
II. — LA QUESTION DES MARQUES DE COMMERCE.	102
III. — AMÉLIORATIONS APPORTÉES A LA LOI DU 1 ^{er} AOÛT 1905 . .	103
IV. — LA PROTECTION ACCORDÉE AUX INDICATIONS D'ORIGINE FRANÇAISE :	104
V. — APPRÉCIATION DU PROJET DE LOI ADOPTÉ AU CONGRÈS DU GÉNIE CIVIL (MARS 1918)	105

CHAPITRE II

Critique du projet de loi adopté au Congrès du Génie Civil.

I. — LE PROJET LAISSE EN DEHORS DE LA RÉPRESSION LA MAR- CHANDISE ELLE-MÊME	106
II. — CAS OU L'INDICATION D'ORIGINE FRAUDULEUSE NE POURRA PAS ÊTRE RÉPRIMÉE.	106
a) Délit commis en France.	107
b) Délit commis à l'étranger.	108

CHAPITRE III

Les modifications que nous proposons au texte adopté au Congrès du Génie Civil.

I. — MODIFICATIONS DE FORME	110
a) <i>La rédaction de l'article 1 laisse à désirer.</i>	110
b) <i>La rédaction nouvelle que nous proposons</i>	111
II. — MODIFICATIONS DE FOND	111
a) <i>Les mesures nouvelles que nous proposons</i>	111
b) <i>Texte du nouveau paragraphe à ajouter à l'art. 1 du projet</i>	112
c) <i>Le nouveau texte comble toutes les lacunes précédemment signalées.</i>	112

CHAPITRE IV

Sens de l'expression : « signe ou indication quelconque de nature à faire croire à une origine différente de la véritable. »

I. — INTERPRÉTATION PAR LA JURISPRUDENCE D'UNE FORMULE ANALOGUE CONTENUE DANS L'ART. 15 DE LA LOI DE 1892	114
II. — NÉCESSITÉ DE MODIFIER LA JURISPRUDENCE EN CE QUI CONCERNE LES PRODUITS ÉTRANGERS PORTANT UN NOM OU UNE MARQUE.	115

DEUXIÈME SECTION

La protection des indications d'origine sincères

I. — LES MARQUES COLLECTIVES DE PRODUCTEURS ET LES INDICATIONS D'ORIGINE	117
II. — LES MARQUES COLLECTIVES COMPLÈTERONT LA RÉGLEMEN- TATION ÉTABLIE PAR LE TEXTE LÉGISLATIF	118
III. — LES MARQUES COLLECTIVES ET LA PROTECTION DES INDI- CATIONS D'ORIGINE FRANÇAISE.	120
<i>La marque « Unis-France ».</i>	120
CONCLUSION.	127
BIBLIOGRAPHIE	128
TABLE DES MATIÈRES	129

Ecole prof. d'imp., 19, rue Bonaparte. — M. Maugeret, dir.



